

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES CONGRÉGATIONS
ET
COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

DEVANT LA LOI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 27 JUIN 1898, A 2 HEURES 1/2

Par M. Robert BEURDELEY

Président : LYON-CAEN, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur,
BERTHELEMY, professeur.*

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, RUE RACINE, 15

—
1898

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES CONGRÉGATIONS
ET
COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

DEVANT LA LOI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 27 JUIN 1898, A 2 HEURES 1/2

Par M. Robert BEURDELEY

Président : LYON-CAEN, professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur,
BERTHELEMY, professeur.*



PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, RUE RACINE, 15

—
1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MONSIEUR CHARLES FAUCAN

Ingénieur des Arts et Manufactures

LES
CONGRÉGATIONS ET COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES
DEVANT
LA LOI

INTRODUCTION

Nous entreprenons l'étude des congrégations et communautés religieuses en les prenant dès leur origine, et en retraçant les législations successives qui les ont régies dans le cours du temps.

Nous plaçant surtout au point de vue du droit public, nous déterminerons les rapports des associations religieuses et du pouvoir civil, laissant volontairement de côté les questions de droit privé qui nous écarteraient du but que nous voulons atteindre. Nous signalerons néanmoins les principales, et nous nous occuperons de

a situation juridique des religieux, et de leur capacité aux diverses époques.

Après avoir dit quelques mots des collèges religieux païens, nous analyserons dans une longue introduction historique, le régime légal des Congrégations Chrétiennes au Bas Empire et dans notre ancien Droit Français.

Notre dernière partie, de beaucoup la plus développée, traitera du régime actuel des Congrégations et Communautés autorisées et non autorisées. Nous insisterons tout spécialement sur les Communautés de femmes, pour la réglementation desquelles le législateur s'est montré prodigue.

Ce n'est pas sans une certaine hésitation, sans une grande défiance de nous-même, que nous nous hasardons à traiter un pareil sujet.

Dans une étude de ce genre, il n'est pas aisé de retracer sans passion les événements politiques qui se sont déroulés, surtout dans le cours de ce siècle, sans prendre parti pour ou contre les Congrégations.

Les divers auteurs qui ont écrit sur cette matière, ont procédé avec une extrême partialité, et se sont montrés incapables de maintenir la discussion sur le terrain juridique ; à chaque page de leurs ouvrages on voit le but tendancieux qu'ils se proposent. Ils ont fait œuvre de polémistes, et non de jurisconsultes.

Est-il cependant possible d'agir d'autre façon ?

Sans doute, il nous sera aisé de nous montrer im-

partial, en retraçant, l'histoire à la main, les législations disparues ; mais en sera-t-il de même quand nous étudierons le régime actuel ?

Pourrons-nous reconnaître la nécessité des associations religieuses, sans être traité de clérical, et justifier les sages règles qui en entravent l'excessif développement sans passer pour un Jacobin ?

Comment être complètement impartial en une matière qui touche aux questions religieuses ?

C'est pourtant l'entreprise que nous nous proposons. Quelle qu'ardue qu'elle paraisse, quelque difficulté qu'elle présente, pour ces raisons mêmes peut-être, elle nous paraît valoir la peine d'être tentée !

Puissions-nous réussir !

Mais avant d'aller plus loin nous voulons remercier nos professeurs de l'Ecole de Droit, des principes juridiques que nous avons puisés à leurs cours.

Nous tenons, aussi, à témoigner notre gratitude à notre excellent maître, M. Gabriel Alix, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques, pour le long enseignement qu'il nous a donné et la constante affection qu'il n'a cessé de nous montrer.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I

LES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES PAÏENNES

L'ampleur de notre sujet ne nous permettant pas de longues digressions, nous serons volontairement très bref en ce qui concerne les communautés religieuses païennes.

L'Association sous toutes ses formes s'était manifestée de bonne heure à Rome, et la célèbre République lui dut sans doute une bonne part de ses triomphes.

Jamais, peut-être, dans aucune société, l'individu ne s'effaça davantage devant l'association.

De sa naissance à sa mort, le citoyen romain rencontrait, en effet, une série de centres puissamment organisés, qui reposaient tous sur la mise en pratique de l'idée de solidarité. C'étaient : la famille, le municpe ou la cité.

Aussi voyons-nous de bonne heure les corporations et les collèges se multiplier à Rome.

Si l'on n'oublie pas que pour le Romain, la religion était la grande préoccupation de la vie ; qu'il n'entreprenait ni un voyage, ni une affaire sans consulter les auspices ; on comprendra sans peine qu'une association de quelque nature qu'on la suppose ne pouvait se fonder sans se soucier tout d'abord des dispositions de la Divinité à son égard et sans se placer sous sa protection.

De là ce caractère religieux que nous rencontrons chez les diverses « sodalitates » qui, tant à Rome que dans les provinces, peuplaient le sol de la République.

Les membres de ces sociétés se réunissaient à des jours déterminés, sacrifiaient en commun aux dieux qu'ils s'étaient choisis, et mangeaient dans un repas fraternel les victimes du sacrifice.

C'étaient généralement des gens du même métier, des affranchis, des ouvriers qui formaient ces associations.

Nous ne pouvons indiquer ici les divers collèges qui se fondèrent dans un but pieux : citons seulement les plus connus d'entre eux : « Les collegia tenuiorum ».

Contrairement à la règle que nous étudierons par la suite, aucune autorisation préalable ne leur était nécessaire pour se réunir. La loi se montra toujours libérale à leur égard.

On a longtemps ignoré le but et le fonctionnement de ces associations mais l'on sait aujourd'hui d'une façon certaine, grâce à une inscription trouvée à Lanuvium en 1816, qu'elles étaient constituées entre gens peu fortunés, en vue des funérailles.

Moyennant une cotisation annuelle versée par chacun des membres on constituait une caisse commune, qui devait assurer à tous une sépulture consacrée selon les rites religieux (1).

Ce sentiment du Romain était bien conforme aux idées religieuses de l'Antiquité : car l'âme qui n'avait pas de tombeau était condamnée à errer éternellement sans trouver jamais une demeure où elle pût s'arrêter pour s'y reposer et y recevoir en offrande les aliments dont elle avait besoin.

À côté des collèges fondés par les particuliers pour l'accomplissement des rites de la sépulture, on rencontrait à Rome un grand nombre d'institutions chargées des *sacra publica*.

Qu'il nous suffise de citer les plus illustres de ces corporations : les Pontifes, les Augures et Aruspices, les Féciaux, les Flamènes et les Vestales.

L'union était intime entre ces représentants du culte officiel et le gouvernement ; les consuls jouaient souvent le rôle de pontifes et sacrifiaient en certaines circonstances solennelles.

1. Ducrocq. *Cours sur la Personnalité civile*. 1893-94.

Plus tard les qualités de « *Pontifex maximus* » et celle de César se confondirent dans la personne de l'Empereur, qui était à la fois chef de la Religion et du gouvernement civil.

Sous la République le régime des associations était très libéral, on reconnaissait la liberté absolue de réunion, sauf toutefois le pouvoir dévolu au Sénat de dissoudre toute Société qui sortirait de la mission qu'elle prétendait devoir poursuivre lors de sa fondation, ou deviendrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

Nous ne citons que pour mémoire le fameux procès des Bacchanales rapporté par Tite Live. Le Sénat effrayé des dangers que cette association avait fait courir à la République la dispersa, déclarant qu'à l'avenir une autorisation serait nécessaire pour permettre les réunions (1).

Le système préventif, le régime de l'autorisation préalable ne fit d'ailleurs que s'accroître sous l'Empire et toute association, soit civile, soit religieuse devait encore être autorisée au début du règne de Constantin.

Ce ne fut pas la seule fois que Rome se trouva menacée par une association puissante. Pour prévenir le péril, la loi refusa même à certaines personnes le droit de s'associer. Il en était ainsi des militaires : Une loi Julia les punissait du crime de lèse Majesté en cas de contravention.

1. Tite Live L. XXXIX.

Toutes les sociétés n'étaient pas vues par le législateur d'un œil aussi défavorable. Les corporations de citoyens fondées dans un but de lucre étaient généralement permises sous Marc-Aurèle qui élargit leur capacité.

Les principales que l'on puisse citer sont ces associations analogues à nos fermes générales formées entre banquiers pour le recouvrement des impôts; quelques autres concernant l'exploitation des salines, des mines d'or et d'argent; enfin certains collèges de boulangers et d'armateurs, grands ancêtres de nos corporations.

Il n'est pas aisé d'étudier en Droit Romain le régime des associations.

La matière est régie par deux titres du Digeste: Le titre IV, lib. III, traite de la capacité des collèges et communautés; le second, titre XXII lib. XLVII, des conditions de leur existence, et des peines portées contre les associations illicites.

Laissons le premier de côté. Il traite de la capacité civile des collèges et communautés, nous le reprendrons en nous occupant des biens.

Quant au second il pose la règle générale de l'autorisation préalable. Cette règle résulte d'un texte de Marcien: « toute association non autorisée par le Sénat ou l'Empereur est contraire aux lois (1). Et

1. Loi 3, § 1. Dig. Lib. XLVII, tit. XXII.

comme sanction : « Quiconque fera partie d'un collège non autorisé subira la peine portée contre ceux qui descendent armés dans les temples (1).

Quant à la corporation, elle devait être dissoute. Il convenait donc de distinguer les associations en deux catégories :

1° Les licites.

2° Les illicites.

De nombreuses différences existaient entre elles.

Étaient seules licites les associations autorisées par le Sénat ou par l'Empereur également compétents pour opérer cette reconnaissance, dont la sanction était la personnalité civile.

L'entrée des corporations était également accessible à l'homme libre et à l'esclave, sauf la nécessité pour celui-ci de rapporter le consentement de son maître.

A cette règle de l'autorisation préalable des associations, le texte de Marcien, nous l'avons indiqué, contenait deux exceptions :

1° Les *collegia tenuiorum* qui pouvaient se réunir librement une fois par mois.

2° Les réunions ayant en vue l'exercice du culte.

Mais comment concilier cette deuxième dérogation avec cette règle générale, qu'à Rome toute association avait plus ou moins un but religieux ?

Pour expliquer cette divergence plus apparente que

1. Loi 2 de *Collegiis et Corporationibus*.

réelle, des commentateurs subtils ont voulu faire une distinction.

Nous aurions là, disent-ils, un précédent lointain de notre article 291 du Code Pénal : On serait libre de se réunir pour exercer son culte mais on ne pourrait pas s'associer dans un but religieux.

Il nous semble que les Romains n'ont jamais fait une telle distinction et que cette explication est tout au moins hasardeuse. Elle est trop bizarre pour être vraie.

Mieux vaut admettre pour les sociétés religieuses la pleine liberté de se réunir.

Cependant jusqu'à Constantin les associations chrétiennes ne pouvaient jouir de cette tolérance de la loi, la religion du Christ étant interdite dans tout l'Empire. Aussi ne fut-ce qu'après le fameux édit de Milan (313) sur la liberté des cultes qu'elles purent, comme les sociétés païennes, se former librement.

Constantin, comme ses prédécesseurs, garda le titre de « *pontifex maximus* » et ne prohiba point la religion païenne : elle était encore trop puissante, le nombre de ses adhérents était trop considérable pour qu'il fût prudent d'y songer.

La restauration du Paganisme par Julien ne fut qu'éphémère ; il ne put rien contre l'Eglise ; et le fameux mot de : « Tu as vaincu, Galiléen », qu'on lui prête en mourant, prouve le peu d'importance qu'il accordait à sa réforme.

Valentinien I^{er} reconnut à nouveau la liberté des cul-

tes antérieurement proclamée par Constantin, et Gracien ne fit qu'accentuer ce mouvement en refusant à son avènement la robe blanche du pontificat. Mais la lutte contre la religion polythéiste ne commence qu'avec Théodose.

Par sa fameuse constitution « *cunctos* (1) *populos* », il voulut achever en Occident, l'œuvre déjà accomplie en Orient, et forcer les derniers remparts de l'idolâtrie. Il rêvait de l'écraser dans tout l'empire.

Ses peuples doivent suivre une foi unique qui est celle « transmise aux Romains par l'apôtre Pierre et professée par Damase pontife de Rome et Pierre évêque d'Alexandrie ».

Il menace les hérétiques de sa vengeance s'ils n'embrassent point la religion chrétienne. L'année suivante Théodose renouvelle sa déclaration en proclamant la foi du concile de Nicée. « *Nicænæ fidei dudum a majoribus traditæ observantia semper mansura teneat* » (2).

Toutes réunions d'hérétiques sont interdites, toutes les églises doivent être remises entre les mains des évêques professant la foi de ce concile.

Toute discussion en matière religieuse est défendue.

Les codes sont remplis de dispositions sévères contre les hérétiques, c'est-à-dire ceux qui s'éloignent de la

1. Code Théodosien, 12, *de fide catholica*, J. I, *de summa Trinitate*.

2. Code Justinien de *Summa trinitate*.

religion établie par l'Evangile, les Actes des Apôtres et les Conciles. Ces peines allèrent même jusqu'à la mort : « *Ubi cumque manichæi inveniuntur capite damnati sunt* » (1).

Comme plus tard les réformés fuyant devant les dragons de Louis XIV organisaient au milieu des bois des prêches en plein vent, les derniers fidèles du Polythéisme se réfugièrent dans les campagnes, et bien longtemps encore, sur des autels agrestes, les sacrifices fumèrent en l'honneur des dieux de l'Olympe ! De là, le nom de Paganisme (de pagus) qui fut donné au iv^e siècle à la vieille religion mourante.

Longtemps persécuté, le christianisme se fit persécuteur à son tour, et rendit « aux gentils » les tourments qu'ils lui avaient imposés !

Il semble que ce soit une loi inéluctable, sitôt qu'un parti triomphe, qu'une religion devient prépondérante les sentiments de fraternité et de concorde disparaissent pour faire place à l'oppression et à la violence !

Est-ce la faute des doctrines religieuses ou des institutions politiques ? Non sans doute.

Les premières sont pleines de charité, les secondes de principes équitables, on se contente seulement de les déformer en les faussant dans leur application !

Néanmoins au milieu de cette intolérance nous avons vu naître ce grand principe proclamé en matière reli-

1. Code Théod., 136, 51, L. I.

gieuse par les empereurs antérieurs à Constantin et consacré par Justinien :

« Que l'interdiction de former des sociétés sans autorisation n'était pas applicable à celles qui avaient la religion pour objet, à moins toutefois qu'elles ne servissent de prétexte, ou de masque à des associations illicites ».

Notre législation et notre jurisprudence sont sur ce point moins libérales que le droit du Bas Empire.

CHAPITRE II

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES CHRÉTIENNES

La Religion chrétienne apportait un élément nouveau à la vieille société mourante « L'Idéalisme ».

Les Romains, élevés dans la religion Polytheiste, où les dieux formés à l'image des hommes avaient leurs vices et leurs vertus, leurs haines et leurs affections devaient être étonnés et émus par cette doctrine nouvelle qui était tout amour.

Elle s'appuyait sur les faibles et les déshérités, elle luttait contre l'esclavage, elle se séparait de la puissance civile en disant : « Mon royaume n'est pas de ce monde » ; elle arrachait les hommes aux préoccupations des intérêts terrestres, pour les tourner vers le ciel, elle prétendait réformer, rénover la société ; il était naturel qu'elle attirât l'attention de l'autorité publique.

De là ces proscriptions nombreuses dont les chrétiens furent victimes pendant les trois premiers siècles.

Ce qu'on leur reprochait ce n'était pas d'introduire

à Rome une divinité nouvelle, car le Panthéon était largement ouvert, et les dieux des peuples vaincus y trouvaient un facile accès, mais au contraire leur refus d'y placer leur Dieu (1).

Leurs doctrines révolutionnaires, étaient la négation du droit public en vigueur, il appartenait donc au pouvoir de le défendre contre les novateurs.

C'est le parti qu'on suivit jusqu'à Constantin.

« Alors les lois de proscriptions s'effacent, la faveur « leur succède, l'alliance s'établit entre le trône et l'au-
« tel ». On voit une *Novelle* consacrer, comme loi de l'Empire les règles ecclésiastiques décrétées et confirmées aux Conciles de Nicée, Constantinople, Ephèse, Chalcédoine : « Nous recevons, dit le prince, les dogmes de ces quatre conciles comme Ecritures Saintes et nous en observons les règles comme des lois : *regulas sicut leges observamus* (Nov. 131, cap. I) (2).

Aussi, à partir du VI^e siècle, l'union entre l'Eglise et l'Etat est-elle définitivement consommée.

Il est aisé de constater dit Serrigny (*Droit administratif Romain*) en lisant les constitutions des empereurs « qu'il n'existe aucune séparation entre les puissances « civile et religieuse. Les Empereurs font des édits en « matière de foi comme en matière de police. Ça se

1. Boissier. *Religion Romaine*, tome I. p. 450.

2. Jacquier p. 20. *De la condition légale des Communautés Religieuses en France*, Serrigny p. 101, tome I.

« comprend : les Empereurs païens étaient à la fois « grands pontifes ils continuèrent ».

L'évêque de Rome n'ayant à cette époque aucune prééminence, les membres de l'Eglise chrétienne s'unissaient dans l'Empereur qui était le chef de la religion nouvelle comme il avait été autrefois le pontifex maximus du culte païen.

Aussi ne devons-nous pas être surpris de voir les lois civiles, d'abord toutes de protection, empiéter sur la juridiction ecclésiastique et arriver peu à peu à une réglementation méticuleuse de la discipline intérieure du culte.

L'Empereur descendit dans les détails des règlements monastiques : défendant au religieux de franchir le seuil du monastère sans autorisation de son supérieur, réglant les entrevues des apocrisaires et de l'abbesse.

Cette intervention est ainsi légitimée dans la *novelle* 133 *præfatio* : Nous suivons en ces matières les règles sacrées, dit le prince, les préceptes des anciens pères d'après lesquels, il n'est rien dont l'empereur ne doive s'occuper, puisqu'il a reçu de Dieu la charge de veiller sur tous les hommes. *Nihil sine via ad quæstionem est imperio communem omnium sollicitudinem ex Deo accipienti* (1).

Contrairement au texte de Marcien que nous avons

1. Nev. 133 Cap. V.

rapporté, les associations de la nouvelle religion ne pouvaient pas se former librement, le culte chrétien étant prohibé.

Ce régime ne change qu'avec Constantin en 313 par la proclamation de l'édit de Milan. Les termes dans lesquels il est conçu, montrent bien qu'il apportait une modification importante au régime antérieurement en vigueur (1).

« Par des motifs de raison et de sagesse, nous déclarons que nul ne doit être privé du droit d'embrasser le christianisme. Nous croyons devoir faire reconnaître que nous accordons aux chrétiens une liberté absolue de suivre leur religion ».

Cette reconnaissance solennelle de la religion chrétienne, donnait la personnalité civile aux églises existant antérieurement, et les associations religieuses purent dès lors se former librement.

L'Eglise dès cette époque devient un « *college licite* » et les associations religieuses se multiplient rapidement sur toute la surface de l'Empire, sous la forme de monastères et d'établissements de bienfaisance.

D'abord habitation d'un seul, comme l'indique, l'étymologie du mot, les monastères se peuplèrent bientôt, et par une bizarrerie toute grammaticale, les cénobites remplacèrent les anachorètes, et les monastères devinrent des ordres religieux.

1. Jacquier, p. 27, *op. cit.*

« L'origine des associations religieuses remonte aux premiers temps du Christianisme. Elles prirent naissance en Orient. La Thébaïde devint célèbre par la retraite d'un grand nombre d'anachorètes.

Leurs lieux de refuge les plus ordinaires étaient les rochers et les cavernes.

« Ce furent Saint Antoine et Saint Pacôme qui, au iv^e siècle, établirent en Egypte les premiers monastères réguliers. Chacun de ces monastères comprenait de 30 à 40 moines soumis à une règle commune et à un seul supérieur (1). »

Saint Antoine réunit les solitaires de la Thébaïde dans une vie commune ; Saint Pacôme leur donna une règle et organisa la vie monastique. Un monastère, sous la conduite d'un abbé était divisé en plusieurs cellules, contenant chacune trois religieux.

Tous ensemble étaient unis par un lien étroit et soumis au même supérieur général. La règle y faisait de la lecture des psaumes et de la bible une observation stricte. Des conférences (catéchèses) avaient lieu trois fois par semaine ; on préparait les catéchumènes, on soignait les malades, on donnait l'hospitalité aux étrangers. Suivant l'expression de Saint Epiphane chaque cellule ressemblait à une ruche d'abeilles ». Le temps se partageait entre l'oraison et le travail ; la plupart des moines labouraient ou fabriquaient des nattes (2).

1. Ravelet *Adles peup. des Cong. Int.* p. 1.

2. *Vie des Saints Pacôme et Basile*, p. 320.

A la fin du iv^e siècle Saint Bazile, donna une règle monastique qui fut bientôt adoptée par tous les couvents qui s'établirent en Orient et qui est encore en vigueur de nos jours dans les monastères grecs.

Environ à la même époque le monachisme apparut en Occident, mais il y fit d'abord peu de progrès.

Il ne se développa qu'avec Saint-Benoît qui composa vers 529 au monastère de Vicovaro, ou dans celui du Mont Cassin, cette célèbre règle monastique sous laquelle devaient se ranger dans la suite tous les couvents occidentaux.

Il est le fondateur du fameux ordre des Bénédictins qui se divisa en plusieurs congrégations dont les plus connues sont celles de Cluny et de Cîteaux.

Avec la religion chrétienne nous voyons apparaître les établissements charitables ; véritable innovation, car le monde antique n'avait point connu ces institutions destinées à secourir la misère humaine.

Leurs noms indiquaient suffisamment le but auquel on les destinait.

C'étaient les Bréphotrophia, Gerontocomia, Nosocomia, Ptochotrophia, Orphanotrophia, Xenodochia. Les règles qui les régissaient étant les mêmes que celles des monastères, avec lesquels d'ailleurs ils se confondaient le plus souvent, nous les étudierons en même temps.

SECTION I. — *Fondation des Monastères.*

Comme nous l'avons vu précédemment l'Eglise dominant l'Empire, on ne pouvait laisser les associations pieuses sous le régime du droit commun. « Les Empe-
« reurs avaient conféré à l'Eglise la plénitude de l'exis-
« tence civile. Les corps monastiques, en se formant,
« ne purent se constituer qu'avec son autorisation, et
« par suite, participant à son existence civile, parti-
« cipèrent à ses privilèges (1). »

« Les monastères devinrent institutions publiques, les Empereurs n'intervenaient pour les surveiller et les régler que sur les conseils de l'épiscopat ».

Aucune autorisation civile n'était nécessaire pour leur constitution. C'est du moins l'avis de la majorité des auteurs.

La *Novelle* 67 semble en effet bien explicite: « *Ut nullus fabricet oratorii domus præter voluntatem episcopi* ». (2)

« Cette autorisation épiscopale se manifestait par des cérémonies extérieures. L'évêque de la ville consacrait par la prière l'emplacement de l'édifice, y plantait une croix et faisait une procession publique. L'autorisation

1. Laisné-Deshayes.

2. *Item Novelle* V. chap. I et Nov. 131.

civile n'était pas, semble-t-il, nécessaire pour compléter l'autorisation épiscopale ». (1)

Les corporations et collèges sont toujours soumis au droit ancien, mais les cloîtres paraissent ne plus relever que de l'autorité religieuse.

Il semble que par le fait même de leur institution les établissements chrétiens acquièrent la personnalité civile en même temps que l'existence de fait.

S'il en avait été autrement les textes ne manqueraient pas pour nous en avertir. Nous n'en citerons comme preuve que la constitution de Justinien : *de Interdictis collegiis hæreticorum* où il est dit formellement que « si à l'avenir quelques-uns d'entre eux sont surpris à se rendre à des assemblées prohibées, bien loin de le souffrir, il adjugera à la Sainte Eglise les maisons dans lesquelles on commettrait de tels délits et les contrevenants supporteront les peines portées par la Constitution (1). »

Sous les premiers Empereurs chrétiens nous assistons à une véritable séparation entre l'Eglise et la Communauté.

Dans les premiers siècles, les chrétiens avaient vécu groupés; leurs lieux de réunion étaient de petites cités avec « l'hospice pour les pauvres, l'école pour les enfants, le logement pour les prêtres, les tom-

1. Jacquier. *Contra* Ollivier.

2. Jacquier. *Sic* Laisné Deshayes, p. 8,

« beaux pour les morts ». Une véritable maison commune où on était réuni pour la vie et pour la mort.

« Désormais à partir du v^e siècle nous trouvons d'un côté les Eglises où les chrétiens se rassemblent pour l'exercice du culte ; et de l'autre le monastère où sont réunis, vivant de la même vie, dans le travail et la prière, ceux qui se sont séparés du monde ».

C'est à cette dernière institution que nous réservons aujourd'hui le terme d'association religieuse ; bien que l'Eglise considérée dans son ensemble ne soit qu'une vaste corporation (1).

Les moines eux-mêmes se distinguent du clergé, bien que ce dernier puisse être recruté parmi eux : « *Si quos forte episcopi deesse sibi clericos arbitrantur ex monachorum numero restius ordinabunt* (2). »

Mais à ces époques troublées, pour éviter la dure sujétion du service militaire, pour échapper aux rigueurs des Barbares qui commençaient à envahir l'Empire, pour « fuir l'exécrable fiscalité du despotisme impérial », bien des citoyens cherchaient à se soustraire à leur misérable condition malgré les efforts de la législation pour les y fixer, afin de les pressurer (3).

1. De Buretel de Chassev, thèse 1893, p. 47.

2. *De episcopis et clericis*. T. 22.

3. Serrigny, *Droit administratif romain*, tome I, page 401.

Ils mouraient au siècle et se retiraient dans les cloîtres.

Cette exode vers la Thébaïde prenait un développement inquiétant, il parut nécessaire aux empereurs de l'entraver. Il fut interdit à un époux de se faire moine sans le consentement de son conjoint, à un enfant mineur de faire profession sans l'autorisation de ses père et mère, à un esclave sans rapporter le consentement de son maître. (1)

Justinien leva un certain nombre de ces prohibitions dans sa Novelle, V, mais néanmoins un grand nombre d'entre elles subsistèrent.

Ne citons que les plus connues.

Les « adscriptitii » ou colons ne pouvaient pas entrer librement dans les monastères. Ils devaient s'engager à cultiver les terres auxquelles ils étaient attachés.

Leur situation misérable n'était rien à côté de celle des décurions.

La curie considérée dans le principe comme un honneur était devenue une lourde charge et une dure servitude pour ceux qui en étaient investis. Les curiates on s'en souvient, étaient responsables des impôts et la fiscalité romaine était devenue si écrasante, le trésor si exigeant, que ces derniers cherchaient à se libérer, en faisant, abandon de leurs biens et en fuyant vers la solitude.

1. *Sancti Basilii regulæ.*

Des constitutions impériales les arrachèrent du cloître pour les rétablir dans leur charge.

Il fut décidé que quiconque avait 25 arpents de terre serait déclaré décurion.

Enfin la retraite du cloître leur fut fermée.

Cette triste situation des décurions dura jusqu'en 361. Il leur fut permis à cette époque d'entrer en religion, à condition qu'ils eussent trouvé un de leurs proches consentant à prendre leur place dans la curie.

Le décurion se trouvait ainsi dans une situation plus misérable que celle de l'esclave, car ce dernier une fois entré dans les ordres était considéré comme esclave de Dieu. On ne pouvait plus l'inquiéter s'il devenait prêtre ou évêque, ou s'il était entré depuis trois ans en religion. Quand l'esclave réfugié depuis moins de trois ans dans un monastère était réclamé par son maître, il devait lui être rendu. Cependant serment était exigé de ce dernier, qu'il ne ferait subir aucun mauvais traitement à son esclave fugitif. La novelle 120 est formelle sur ces divers points : « *Et si quidem verax ostenditur, et apparuerit propter hujusmodi causam manachicam simulans conversationem aut propter turpitudinem vitæ forte defugiens, et non pro veritate sanctissimum habitum concupiscens, hunc reddi domino cum quibus forsan arripuit, si tamen hæc etiam in monasterio fuerint, eum vero qui dominus adprobatur dare jusjurandum qua nihil mali et faciet et suscipere atque reducere domi.* »

« Vel si nondum forte completum est trienni tempus attamen etiam sic maneat in venerabile monasterium trahentium asperitate libertatus. Trienni vero semel expleto tempore, judicatus quia monachica dignus est honestate maneat in monasterio ».

Mais l'esclave qui quittait le monastère pour reprendre la vie séculière, retombait sous le pouvoir de son maître et perdait à nouveau la liberté.

En dehors des exceptions que nous avons signalées, chaque citoyen était libre d'entrer en religion et d'en sortir comme il lui plaisait.

Tel semble du moins avoir été le droit jusqu'à la fin du v^e siècle. Justinien et ses successeurs prirent sur ce point des dispositions plus restrictives.

De notre étude nous pouvons retenir deux faits :

1^o Liberté pour les associations religieuses chrétiennes de se former.

2^o Liberté en principe pour tout citoyen d'entrer dans un cloître. La fondation d'un monastère, d'une association religieuse chrétienne était libre, nous le savons, sauf nécessité pour les fondateurs de rapporter l'autorisation de l'évêque diocésain (1).

La construction du couvent était soumise au contrôle de l'évêque. Il devait être entouré de fortes murailles, percées seulement de deux portes pour que l'on pût

1. Lois 53 V. *De episcopis et Clericis* au code et Nov. 123, C. 42.

facilement en surveiller les accès. Les femmes ne pouvaient à aucun prix entrer dans des couvents d'hommes, et réciproquement. Cependant comme des hommes étaient nécessaires pour l'administration des biens appartenant aux congrégations de femmes, on devait autant que possible choisir les « apocrisaires » parmi les vieillards et les eunuques. Les affaires étaient ainsi administrées sans que la chasteté fut violée.

En ce qui concerne l'organisation intérieure, les monastères ressemblaient à leurs ancêtres les collèges païens.

Les associés y étaient divisés en curies et décuries, selon saint Jérôme, en sorte que chaque groupe de 9 moines était sous les ordres d'un dixième. A leur tour dix décurions se trouvaient sous les ordres d'un centurion.

L'administration générale du monastère était confiée à un abbé ayant auprès de lui un administrateur « Oeconomus » pour l'assister. Pour maintenir la discipline, la règle établissait des châtiments tantôt moraux, tantôt physiques variant avec l'âge et la dignité du religieux (1).

SITUATION DES MOINES ET RELIGIEUSES AU POINT
DE VUE CIVIL.

Nous savons qu'en principe la profession religieuse était libre et que sauf quelques exceptions limitative-

1. Détails empruntés à Buretel de Chassey. Thèse, 1893.

ment énumérées, il était loisible à toute personne de l'embrasser. Aussi l'autorité publique l'avait-elle réglementée quelquefois avec une méticuleuse précision.

Les personnes qui désiraient embrasser la vie monastique devaient consacrer 3 ans à étudier la théologie et à méditer sur les Ecritures. « Après ce stage destiné à éprouver leur vocation, elles recevaient de leur supérieur, abbé ou abbesse la tonsure et l'habit » (1).

Si l'un des postulants était fiancé, il avait été décidé qu'il pouvait entrer dans les ordres à condition toutefois, que le futur rendît les arrhes qu'il avait reçues, et que la future les rendit au double.

Justinien abrogea cette coutume, décidant que les choses seraient remises en l'état, l'un et l'autre rendant ce qu'il avait reçu (2). L'époux pouvait pendant le mariage embrasser la foi monastique. L'union se trouvait alors rompue sans répudiation au moment de la prise d'habit. Le divorce était seulement précédé d'un libelle et rentrait dans la classe des divorces de « bonne grâce », par consentement mutuel. La femme reprenait sa dot.

L'époux restant dans le monde gagnait tous les bénéfices stipulés en sa faveur pour le cas de survie. L'entrée en religion était ainsi assimilée à la mort naturel-

1. *Nov.* 5, ch. II.

2. *Nov.* 22, cap. IV.

le, non au divorce. Dans le cas où les deux époux entraient dans la vie religieuse ils reprenaient chacun ce qu'ils avaient apporté ».

L'enfant pouvait, aux termes de la « constitution VI » de l'Empereur Léon entrer dans les ordres sans le consentement de ses parents à partir de l'âge de 10 ans.

Les lois concernant les moines étaient descendues dans une foule de prescriptions étranges. En voici quelques-unes :

Interdiction aux moines d'habiter près des agglomérations et ordre de se retirer dans la solitude :

« *Quicumque sub professione monachi reperiuntur, deserta loca et vastas solitudines sequi atque habitari jubeantur* (1)

Une constitution de 370 interdit aux moines de fréquenter les maisons des veuves et des vierges. Des prescriptions de ce genre devaient aller encore en s'augmentant. L'union était complète entre le Sacerdoce et l'Empire et selon le mot fameux de Saint-Ambroise.

« L'Etat était dans l'Eglise »

SECTION II. — *Effets de la profession religieuse.*

La loi sanctionnait l'engagement du religieux « de sacrifier à Dieu sa fortune et sa liberté ».

1 Nov. 22 cap. IV voir Jacquier, *Code Théodosien*, XVII III.

L'administration de ses biens passait au monastère quoique celui-ci n'en fut pas propriétaire, n'en eût en quelque sorte que l'usufruit.

Cette déchéance qui semble une résultante logique du vœu monastique, ne fut pourtant pas primitive et contemporaine des anachorètes de la Thébàide. Mais en fait aucune importance sérieuse ne s'attachait à cette considération. Comme le fait très bien remarquer M. Laisné-Deshayes : Les premiers cénobites avant de se retirer dans le désert donnaient en général leurs biens aux pauvres. S'ils avaient conservé quelque chose il semble certain qu'ils étaient pleinement capables et ce n'était qu'à défaut de testament ou d'héritiers du sang que le monastère venait recueillir leur succession.

Cette situation dura jusqu'en 535 époque à laquelle la *Novelle V* frappa le religieux d'une incapacité absolue et perpétuelle : « *Nunc autem cum monachus factus est, hoc ipso suas res omnes obtulisse monasterio videtur, si prius testatus non sit etc.* »

Néanmoins pour les biens à venir le religieux était encore capable, il pouvait acquérir à titre gratuit ou onéreux.

De plus cette incapacité subissait une exception notable. Même après avoir fait profession, le moine pouvait s'il n'avait pris ce soin auparavant, distribuer sa

1. *Nov.* 123. Voir Laisné Deshayes.

fortune entre ses enfants à condition qu'un quart de ses biens revint à la communauté (1).

Le religieux devenait incapable d'administrer, mais il restait propriétaire.

Sa mort seule pouvait faire passer à la corporation la pleine propriété de ce qu'il possédait.

On admettait aussi que sa fuite du couvent avait le même effet.

Ainsi l'entrée en religion faisait acquérir au monastère les biens du moine, mais que faut-il entendre par ces mots : Sans aucun doute il s'agit de la profession. Le novice garde la disposition de ses biens.

L'Empereur Léon a complété l'œuvre de Justinien en réglant la dévolution des biens que le religieux aurait acquis postérieurement à son entrée au monastère.

Le moine n'est supposé avoir renoncé que pour ce qu'il possédait au moment de sa profession.

La constitution V de Léon distingue : Le religieux a-t-il apporté des biens en entrant en religion, il peut alors disposer librement de ceux qu'il acquerra par la suite. N'a-t-il rien apporté, alors il ne pourra disposer que des $\frac{2}{3}$ des biens nouvellement acquis $\frac{1}{3}$ devant appartenir au monastère.

Si l'enfant a fait profession dès l'âge de 10 ans, il devra attendre 14 ans l'âge requis pour tester afin de régler le sort de ses biens.

S'il vient à mourir avant cette époque ses esclaves seront affranchis, et le reste de sa fortune appartiendra

pour les 2/3 au monastère et à ses cognats pour le 1/3 restant.

A défaut de parents le monastère la recueillera en entier (1).

Une question très discutée a été de savoir au juste qu'elle était cette capacité du religieux au Bas Empire.

Était-il *capite minutus* ? devait-on le considérer comme frappé de mort civile ?

Et d'abord le monachisme emportait-il *capitis diminutio* ?

« Cujas soutient la négative et en donne pour raison que l'entrée dans un monastère n'enlevait ni la liberté, ni la cité, ni la famille : ce qui le prouve, c'est que le testament fait avant cette époque ne devenait pas caduc (*irritum*) par les vœux, ce qui arrivait cependant pour le moindre changement d'état (*minima capitis diminutio*). D'autrepart les moines pouvaient succéder *ab intestat* à leurs parents ».

L'entrée en religion n'emportait pas la *capitis diminutio* ce qui pour nous le prouve d'une façon certaine c'est qu'avant Justinien les moines pouvaient avoir des biens propres et en disposer par testament.

Et la Nouvelle V elle-même ne fit que restreindre ce droit sans le supprimer.

Mais était-il alors frappé de mort civile ?

Nous ne le croyons pas. En effet il y avait entre sa

1. Serrigny. *Droit administratif Romain*, p. 405.

situation et celle du mort civil de nombreuses différences :

La succession du religieux ne s'ouvrait qu'à son décès, jusque-là le couvent jouissait de ses biens. Il en avait la nu-propriété et ce dernier l'usufruit.

Il était dans un état d'interdiction légale qui résultait de sa situation exceptionnelle et s'harmonisait bien avec les engagements de sa conscience. Conséquence du double vœu d'obéissance et de pauvreté » (1).

La loi civile, dans certaines circonstances prêtait son appui à l'autorité monastique. L'indissolubilité étant l'essence des vœux il était presque impossible de les rompre. Aussi l'autorité publique punissait-elle le moine qui tentait de s'échapper de son couvent.

Tantôt il fut décidé que le moine fugitif perdrait ses biens, ceux-ci étant confisqués au profit du monastère. Tantôt qu'il serait réintégré dans sa maison pour y subir des peines disciplinaires. S'il se dérobaient une seconde fois il était décidé que le juge de la province le retiendrait et l'enrôlerait sous ses ordres. Une loi au Code de 532 décidait que si le moine avait quelque fortune il ferait de droit partie de la curie.

1. Jacquier.

SECTION III. — *Les religieux pouvaient-ils être cités en justice ?*

Le juge séculier n'était pas compétent s'il s'agissait d'une action civile, Justinien ayant en effet décidé que les religieux ne pourraient plus être tenus de quitter leur monastère (1).

Le demandeur saisissait alors l'évêque et citait le défendeur. Le défendeur plaidait par un procureur qui le représentait.

L'évêque rendait sa sentence. Si les deux parties l'acceptaient, le juge du lieu lui donnait la force exécutoire.

Si l'une des parties contestait la sentence de l'évêque, elle pouvait dans les dix jours en appeler au magistrat. Si ce dernier confirmait le jugement, toute voie de droit était alors fermée à la partie, dans le cas contraire appel pouvait être porté par le contestant devant le juge supérieur.

En matière criminelle, s'il s'agissait d'une affaire de discipline ecclésiastique, l'évêque était seul compétent.

Était-il au contraire question d'un crime ou délit de droit commun, si l'accusation portée devant l'évêque était justifiée il dépouillait le coupable de ses dignités ecclésiastiques selon le rite canonique, puis il remet-

1. Nov., 123, Cap. XXVII.

tait le moine indigne entre les mains du magistrat qui terminait le procès.

Le magistrat était-il saisi le premier, il ne pouvait poursuivre, sans que l'accusateur eut fait parvenir ses preuves à l'évêque, qui étudiait l'affaire et donnait son avis. Dans le cas où l'instruction de l'affaire ne lui semblait pas suffisante, l'évêque pouvait ordonner qu'elle fut complétée.

Dans ce cas l'accusé était mis en sûreté et il en était référé au prince, qui après avoir examiné l'affaire ordonnait ce qu'il jugeait à propos (1).

L'évêque donnait en réalité l'autorisation au pouvoir civil de poursuivre le religieux incriminé, sous peine contre le juge qui violait ce principe d'un internement dans une prison nommée Deconica (2) Il semble y avoir eu pour le moine une sorte de protection analogue à la garantie administrative établie pour les fonctionnaires dans notre droit moderne, par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII.

Placés en dehors du droit commun, les religieux s'ils étaient souvent frappés par des lois restrictives comme celles établissant leur incapacité civile, jouissaient en retour de certains avantages.

C'est ainsi que par une sorte de privilège, qu'ils avaient hérité des prêtres païens, ils pouvaient intervenir en

1. Nov. 123, cap. XXX 142. Voir Jacquier.

2. Serrigny. *Droit administratif Romain. Régime ecclésiastique*, t. I. p. 401.

faveur des coupables et demander la révision des sentences de condamnation.

Le condamné qui se mettait sous leur protection devenait sacré, et leurs monastères comme les temples antiques étaient réputés lieux d'asile.

L'esclave fugitif qui s'y rendait, le criminel qui s'y réfugiait, s'ils avaient déposé leurs armes avant d'en passer le seuil n'étaient généralement pas livrés.

De plus certains délits revêtaient une gravité exceptionnelle, et étaient punis comme crimes, s'ils étaient commis sur la personne d'un religieux.

C'est ainsi que quiconque avait ravi, détourné ou débauché une vierge consacrée à Dieu était puni de mort. Ses biens confisqués étaient attribués à la maison dont faisait partie sa victime.

Si le monastère laissait écouler une année sans agir, ses droits sur les biens du criminel passaient au fisc impérial (1).

Le consentement de la religieuse ne changeait en rien la nature du crime et la sévérité du châtiment. La simple tentative était punie de mort.

1. Voir Serrigny. *Du droit administratif Romain*, t. I, page 405. *Du droit d'asile*.

CHAPITRE III

BIENS DES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES.

Un patrimoine est nécessaire à toute association civile ou religieuse, afin de pourvoir à l'entretien de ses membres et atteindre le but qu'elle se propose.

Aussi dès avant le Christianisme, les temples païens étaient-ils largement dotés de revenus dont les sources étaient très diverses. Grâce au formalisme de la consécration ou de la « dédication » dont les rites étaient accomplis par le pontife ou par l'Empereur, il était permis aux particuliers de donner leurs biens meubles et immeubles aux temples ou aux Collèges des Pontifes. Ces biens devenaient alors des *res sanctæ*, affectées à l'usage du public (*res in usu publico*).

Les établissements religieux pouvaient même acquérir par le moyen de la pollicitation qui, vis-à-vis d'eux, avait été reconnue valable, ce qui était une exception au principe *ex nuda pollicitatione nulla actio nascitur* ».

De plus les associations constituées pour la célébra-

tion du culte officiel recevaient des prestations annuelles du trésor public.

Les *collegia tenuiorum* étaient dans une situation analogue au point de vue de la propriété juridique.

Il en fut de même pour les associations religieuses chrétiennes à partir du règne de Constantin.

Avant que la religion chrétienne ne fût reconnue officiellement par cet empereur en 313, l'Eglise était sous le régime du droit commun des associations. Or, aux termes de ce dernier, l'aptitude des corporations à accepter des libéralités testamentaires n'existait, qu'autant, qu'une autorisation préalable était intervenue pour les reconnaître. Dans le cas contraire, un legs fait à une association illicite, bien que nul en principe, devenait valable s'il pouvait être interprété, comme fait à ses divers membres *ut singuli* (1). Il en était de même des hérédités. (*Collegium si nullo speciali privilegio sub nexum sit*) (2).

En d'autres termes, avant leur reconnaissance officielle, les associations religieuses de l'Eglise étaient, dans l'Empire Romain, ce que sont dans notre société les communautés et congrégations non autorisées. Ne pouvant être propriétaires en tant « qu'être moral », elles possédaient par l'intermédiaire de leurs membres.

Mais en 321, l'Eglise Catholique obtint de Constan-

1. Dig. 1. 20. de Rep. Pus.

2. *Id.* J. 18, de Her inst. Serrigny *op. cit.* p. 405 t. I.

tin, une constitution par laquelle les établissements religieux du nouveau culte étaient reconnus aptes à recevoir par actes entre vifs et testamentaires : « *Habeat unusquisque licentiam sanctissimo catholico venerabilique relinquere* » (1).

Alors « ce que les diverses corporations chrétiennes (*concilia*), possédaient sous le nom de personnes interposées, (*singuli non quasi collegium sed certi homines*) (2), apparut sous son véritable jour, et les richesses accumulées par l'Eglise depuis trois siècles, furent révélées au public » (3). C'est la raison pour laquelle l'Eglise paraît si riche à partir de 321.

Ces richesses n'allaient qu'en s'accroissant, le pouvoir civil étant favorable à l'extension de l'Eglise. Telle était du moins la politique de Constantin et de ses successeurs. Plus tard, on finit par s'effrayer des empiètements inquiétants de l'Eglise, et des mesures furent prises pour restreindre ses acquisitions extraordinaires de biens.

Cet accroissement continuuel de nouvelles richesses ne fut un moment interrompue que par le passage de Julien aux affaires. Imitant ses prédécesseurs qui avaient confisqué les biens des collèges païens pour les donner aux associations chrétiennes, il prenait les

1. *Ced. The.* t. IV de *Episc et cod. J.* II de *Sacros. Eccl.*

2. *Dig. d.* I 20 de *Reb. Priv.*

3. Serrigny. *op. cit.*, t. I. p. 400.

richesses de l'Église pour les rendre aux temples ; et comme les chrétiens murmuraient : « Votre admirable loi, disait-il, vous enjoint de renoncer aux biens de la terre afin d'arriver plus allègrement au royaume des cieux, nous voulons vous en faciliter le voyage (1) » !

SECTION I. — *Personnalité morale des Associations.*

La notion de la personnalité civile n'apparaît qu'assez tard en Droit Romain. Embarrassés dans le formalisme, les légistes concevaient difficilement l'existence d'un être fictif, créé arbitrairement par la loi, se distinguant des agrégations d'individus, et planant au-dessus d'elles !

Et cela se conçoit sans peine, si l'on songe aux difficultés qu'une telle fiction entraînait dans la pratique. La personne morale, une fois reconnue, comment se mêlerait-elle aux actes de la vie civile ? Qui la représenterait, l'obligerait ? On ignorait encore l'usage du mandat, dans un de ses caractères essentiels : la représentation de la personne. On ne comprenait pas comment un lien de Droit pouvait se former entre absents par l'intermédiaire d'un tiers.

De là l'incapacité des municipes pendant si longtemps.

1. De Buretel de Chassey, p. 47.

2. Jacquier. *Du régime légal des communautés en France*, 1869, p. 47 à 50.

Il en était de même des corporations et des collèges.

« Ulpien n'avait pu résoudre la question, ou plutôt
« il l'avait résolue comme ses prédécesseurs, en pen-
« sant que les municipes, temples et collèges formaient
« des corps incertains, ne pouvant ni recevoir, ni
« s'engager. »

Cependant les idées juridiques finirent par s'élargir
et on reconnut aux corporations autorisées une per-
sonnalité juridique.

Elle se distingue par deux traits principaux.

1° Cette personnalité collective constitue un être à
part et distinct des individus dont elle se compose.

2° Elle s'exerce par l'intermédiaire d'administrateurs
et se trouve placée à plusieurs égards dans la situation
d'un pupille infans représenté par son tuteur.

Grâce à la fiction de la personnalité civile, les asso-
ciations, comme les municipes peuvent avoir des biens,
une caisse, et constituer un syndic pour les représen-
ter dans tous les actes de la vie civile : « *Quibus
autem permissum est corpus habere collegii ; socie-
tatis, sive cujusque alterius earum nomine pro-
prium est ad exemplum reipublicae habere res com-
munes, arcam communem, et actorem sive syndicum,
per quem, tamquam in republica quod communiter,
agi fierique oportet agatur fiat* » (1).

« En d'autres termes, ces corporations constituaient

1. Dig. II § I *Quod cujus univ.*

des personnes morales entièrement distinctes des membres qui les composaient (1), à la différence des sociétés purement privées (2) qui en droit romain ne formaient point des personnes juridiques.

« *Nec obstat 122 de Fidejuss, portant : Hereditas personæ vice fungitur, simul municipium et decuria et societas* ».

Une des conséquences de la personnalité civile est que les dettes de la Société ne sont pas celles de ses membres et inversement. (*Si quid universitati debetur, singulis non debetur, nec quid debet universitas singuli debent Dig. 1. 75* (3) *Quod cujus univ.*).

Une autre de ces conséquences est pour la société le droit d'ester en justice. Les associations autorisées vivant sous leur nom propre, et en dehors de leurs membres, ont besoin de quelqu'un qui les représente, qui incarne l'Être purement juridique qu'elles sont.

Ce représentant et administrateur a reçu des noms divers.

On l'a appelé souvent : *syndicus, actor, procurator*,

1 Dig. 19. *Hæc ita privatis sanctatibus* ».

2. Serrigny, *op. cit.*, t. 2, p. 298.

3. — Les derniers mots se réfèrent aux sociétés ou corporations autorisées par le gouvernement et mentionnées dans la loi. 1. *Quod cujus univ.* C'est ce qui résulte des rapprochements avec les mots *municipia et decuria*. — Voir Serrigny, t. I, p. 298 et Savigny *Droit Romain*, t. II § 253.

defensor, et quand il s'agit d'un administrateur de biens ecclésiastiques, *œconomus* ou *apocrisarius* (Jacquier, *op. cit.* p. 50).

Il était nommé par la loi ou par les parties. Par la loi, c'est ainsi qu'elle fixait souvent la classe des décursions qui représenteraient les intérêts de la Curie.

Par les parties, leur consentement pouvait alors se manifester dans toutes les formes, soit qu'elles choisissent elles-mêmes leurs mandataires, soit qu'elles en confiasse le soin à une personne étrangère. Dans ce cas tous les associés devaient être convoqués ; la présence des $\frac{2}{3}$ suffisait pour la validité des délibérations et la majorité des voix.

Le rôle de cet administrateur était le même que celui du *procurator* des particuliers, il devait veiller aux intérêts de l'association dans les limites du mandat qu'il en avait reçu. Le syndic devait donc représenter la corporation au procès, quand elle était sous le coup d'une poursuite. S'il ne se présentait pas, un étranger avec l'agrément du magistrat et dans les conditions ordinaires pouvait prendre en main l'affaire de la communauté (1).

Ne semble-t-il pas que nous ayons dans cette disposition législative l'origine de ce droit qui appartient à tout contribuable de la commune de plaider en son nom avec l'autorisation du conseil de Préfecture, en cas du

1. Jacquier et suiv., L. 193.

refus du conseil Municipal et du maire de soutenir un procès où elle est intéressée, soit en demandant, soit en défendant ?

Le mandataire spécial ne pouvait être choisi pour une contestation future, mais seulement pour un litige né, sinon le mandat dont il était investi devait être considéré comme nul (1).

Cependant ce ne fut pas sans hésitation que les jurisconsultes finirent par admettre la Personnalité civile ; l'existence de cet être métaphysique, et surtout la représentation. On n'y arriva qu'à l'aide de subterfuges.

Longtemps on avait admis que les personnes civiles ne pouvant posséder, se trouvaient dans l'impossibilité d'acquérir « *Municipi per se nihil possidere possunt quia vim consentire non possunt sed nerva filius, ait per servum, quæ peculiariter adquisierint et possidere et usucapere posse ; sed quidam contra putant quoniam ipsos servos non possedeant* » (2).

Mais pour acquérir, ces personnes morales, municipalités, collèges, corporations devaient être propriétaires de ces esclaves avant d'acquérir par eux. On tournait dans un cercle vicieux. Pour en sortir il était nécessaire de supposer préexistant ce droit de propriété sur les esclaves. Aussi les principes écartés sur ce point prin-

1. D. L. 651.

2. D. *De acquirenda vel amittenda possessione*.

cipal les autres difficultés furent-elles facilement tournées, et c'est alors que les modes de représentation et d'acquisitions dont nous avons précédemment parlé furent universellement reconnus et pratiqués.

L'Eglise cependant avait quelques privilèges spéciaux. Elle recueillait à titre lucratif les biens d'un décurion. La curie à laquelle il appartenait n'avait pas le droit d'exercer sur ses biens le prélèvement qui lui aurait appartenu s'ils avaient passé au même titre à une autre personne non curiale (1).

Les donations faites à l'Eglise étaient valables sans confection d'acte et sans insinuation pourvu que la valeur des biens donnés n'excédât pas 500 *solidi* (1), même avant que cette disposition ne fût devenue de droit commun pour toutes les donations faites à des particuliers.

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude d'envisager avec plus de détails le régime des biens à cette époque.

SECTION II. — *Des Impôts.*

En ce qui concerne les impôts, l'Eglise et les associations qui s'étaient formées dans son sein jouissaient d'une exemption complète.

« Constantin avait exonéré les clercs de toutes les

1. *Nov.* 131, c. 5. C. J. t. 19 de *Episcopis*.

charges civiles disant qu'il ne fallait pas détourner du service divin même les sous-diacres, les exorcistes, les lecteurs et les acolytes. « *Qui divino culturi religionis impendunt id est, hi qui clerici appellantur, ab omnibus omnino muneribus, excusentur; ne sacrilegio levare quorundam...* (1) Ils étaient dispensés de supporter les charges sordides, impôts des patentes, charges curiales.

L'exemption des charges réelles n'existait que pour les biens appartenant à l'Eglise, ceux des clercs restaient frappés.

Même pour les Eglises, les successeurs de Constantin revinrent sur la mesure qu'il avait prise, et en frappèrent les biens. Pourtant l'Eglise et ses clercs à quelque époque qu'on se place, ne furent jamais astreints aux charges extraordinaires : entretien des ponts, réparation des chemins, transports ou charrois, et autres charges de ce genre (2). Quand ils eurent à payer les impôts, jamais ils ne furent tenus que des ordinaires.

Enfin on ne pouvait pas prescrire contre l'Eglise par 10, 20 ou 30 ans, mais seulement par 100 années.

Tous ces privilèges exorbitants du droit commun amoncelèrent des biens immenses dans le sein de l'Eglise ; les exemptions de toutes sortes ne firent d'ail-

1. C. Th. 12 de epis. Serrigny, *op cit.* t. I, 407.

2. Nov. 37, *Ecclesia non fuisse.*

leurs que s'accroître dans notre ancienne législation française, et s'étendirent aux impôts « ordinaires réels dont le clergé eut le crédit de se faire exonérer en ne contribuant que par des dons gratuits ».

Il est possible, croyons-nous, avant d'étudier les destinées du Monachisme dans notre ancien droit français,¹ de résumer en quelques mots cette longue période que nous venons de parcourir.

Le monastère nous y apparaît comme une institution publique, investi de la personnalité civile au moment même de sa fondation.

Son existence crée son droit.

Il est administré à l'intérieur par l'abbé, au dehors par des apocrisaires : le syndic, le procurator selon le nom que prend ce personnage aux diverses époques.

L'évêque contrôle la gestion de l'abbé, surveille la discipline, couvre la congrégation de sa juridiction. Il ratifie l'élection de l'abbé par les moines, il l'intronise.

La personnalité du religieux s'absorbe dans celle du monastère.

Le Sacerdoce et l'Empire sont intimement unis, et l'Empereur se considérant comme le chef suprême de la religion, empiète par des règlements minutieux sur la règle canonique.

Mais cette alliance des deux pouvoirs ne sera pas de longue durée, et à l'âge suivant nous assisterons à la lutte du Sacerdoce et de la Royauté.

1. Serrigny, *op. cit.* p. 409, t. I.

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES DANS L'ANCIEN DROIT

Avant de poursuivre notre étude de la législation des associations religieuses au moyen-âge, nous croyons indispensable, pour montrer dans son ensemble l'importance de notre sujet, de retracer à grands traits l'histoire de leur développement.

A la chute de l'Empire d'Occident la vie monastique était déjà prospère, et de nombreux monastères couvraient le sol de la Gaule. Saint-Martin y avait fondé en 360 à Ligugé, le premier couvent de femmes, en 410, Saint-Honorat le monastère de Lerins, enfin en 415 Cassien à Marseille l'abbaye de Saint-Victor.

Mais ces divers lieux de refuge n'avaient entre eux aucune unité, aucun lien qui les rapprochait. Sans doute on menait dans tous une vie de pénitence, de travail et de prière ; mais les prescriptions qui les régis-

saient n'étaient pas également sages, car tous obéissaient à des règles diverses.

Des principes uniformes semblaient nécessaires, une réforme s'imposait.

Ce fut Saint-Benoît qui s'en chargea.

S'étant réfugié au Mont-Cassin pour fuir les persécutions il y rédigea : « cette règle immortelle qui
« par la mesure qu'elle apportait dans les austérités,
« l'équilibre qu'elle faisait régner entre les pratiques,
« et cette sage constitution du monastère dans un gouvernement électif dans son origine et tempéré dans
« son exercice, devait exciter l'admiration des législateurs de tous les temps ».

La règle de Saint Benoît confirmée par le pape saint Grégoire au Concile de Rome, en 595, ne tarda pas à se répandre dans toute l'Europe où elle fut portée par les disciples du Maître.

Son ami, son élève préféré, Saint Maur, l'introduisit en France où elle se fondit avec la règle de Saint Colomban qui était alors en vigueur au célèbre monastère de Luxeuil.

« Saint Benoît est ainsi devenu le tronc de cet arbre
« monastique dont les innombrables rameaux ont couvert toute l'Europe et à l'ombre duquel les nations
« modernes ont pris naissance et ont grandi.

« Les ordres mêmes où l'on mène au lieu de la vie
« commune, la vie érémitique, les camaldules, les
« wallombrosiens, se glorifient d'avoir adopté la règle

« de Saint-Benoît ; les Chartreux en ont pris les principes.

Nous n'avons pas le dessein de suivre à travers les siècles le développement, le progrès, puis la décadence du monachisme. Qu'il nous suffise de citer les grandes réformes.

Au x^e siècle, nous rencontrons la réforme de Cluny qui a réuni sous une règle commune, les monastères jusque-là indépendants, et celle de Cîteaux, qui, par la « Charte de Charité » créa l'institution du Chapitre général chargé d'interpréter la règle.

Au xii^e siècle, apparaissent les Ordres militaires créés pour la lutte contre l'Islamisme. Ils sont issus du grand mouvement des croisades.

La règle monastique, et le régime militaire ont bien des points communs, et le moine peut aisément devenir soldat.

Ainsi naissent les Templiers, ordre purement militaire et qui dura deux siècles ; les chevaliers de Calatrava ; ceux d'Alcantara en 1156 ; les chevaliers de Saint-Jacques-de-l'Épée ; les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui, institués dans le principe, pour soulager les pauvres et soigner les malades, prirent bientôt les armes pour la défense de leurs hospices et la conquête des lieux Saints.

L'organisation de ces ordres militaires était puissante.

1. Ravelet, *Traité des Congrégations religieuses*, page V. Introduction.

Leur influence allait s'étendant sans cesse par les maisons qu'ils créaient dans les divers pays d'Europe.

Ils étaient gouvernés par un grand-maître dont l'autorité était considérable, et qui était assisté d'un Conseil d'Etat électif, dans le sein duquel étaient prises toutes les décisions importantes.

A côté d'eux se forment deux ordres pacifiques, celui des Trinitaires ou Mathurins, fondé en 1198, et l'ordre de Notre-Dame de la Merci, en 1230.

A peu près à la même époque Saint Dominique et Saint François concurent, presque en même temps, le dessein de créer des ordres nouveaux, destinés à réformer les abus qu'un accroissement considérable de richesses avait introduit dans les cloîtres.

« Ces ordres, puissamment centralisés, se divisèrent en provinces administrées par un général qui résidait à Rome et se trouvait immédiatement sous la main du Souverain Pontife. Ils se recrutaient par le moyen de noviciats communs donnant à tous les religieux une seule tendance et un même esprit. » (1)

Saint François d'Assise rédigea une règle nouvelle qui fut la quatrième des grandes règles approuvées par l'Eglise. Il y était décidé, que, dans la crainte qu'ils se fixassent quelque part et n'allassent pas répandre en tous lieux la parole évangélique, la pauvreté serait imposée non seulement aux religieux, mais à l'ordre lui-même.

1. Ravelet *Int.* VI.

Cette prescription est tout entière dans la règle Franciscaine : « *Fratres nihil se approprient, nec domum, nec locum, nec aliquam rem, sed tanquam peregrini et advenæ in hoc sæculo in paupertate et humilitate Domino servientes vadant pro electis mosyna confidentes.* »

Sous les auspices de Saint Thomas d'Aquin et de Saint Bonaventure la pauvreté en commun entra dans le droit Canon. Elle fut déclarée plus parfaite que la propriété et plus convenable pour les ordres qui s'occupent du soin des âmes.

Elle caractérisa les ordres fondés au ^{xiii}^e siècle, qui furent réduits pour vivre à faire appel à la Charité publique, et qui pour cette raison prirent le nom « d'ordres mendiants ».

Les plus célèbres d'entre eux furent les Franciscains, les Dominicains et les Capucins ; nous nous en tiendrons à ces noms, car il serait trop long d'énumérer ici toutes les branches de la famille de Saint François.

Un grand mouvement de vie religieuse se manifesta en Espagne au ^{xvi}^e siècle.

Nous assistons à la naissance des Carmes déchaussés ; et des Carmélites fondées par la Mystique Sainte Thérèse.

Ces divers ordres font profession de pauvreté et Sainte Thérèse en inscrit le principe dans les règles des Dames du Carmel.

Dans la règle des Jésuites, approuvée en 1540 et en 1550, les maisons « professes » de la compagnie ne pouvaient posséder que des meubles et les immeubles nécessaires à l'usage des religieux, habitations et jardins. Elles ne pouvaient même pas avoir des « meubles » productifs de revenus, tels que des rentes, des actions industrielles et des créances portant intérêt.

« Seulement il est permis à tous ces ordres, sauf cependant aux Franciscains, d'acquérir des immeubles « *animo vendendi* ». Cette propriété temporaire n'est pas contraire à l'esprit de la règle.

Cependant, un moine Augustin Luther, chargé par le général de son ordre de s'opposer aux prédications des Dominicains qu'on accusait de vendre des indulgences, après s'être élevé violemment contre le trafic des consciences et la corruption qui régnait dans les couvents de tous ordres, n'avait pas tardé à se séparer de l'Eglise et à jeter le froc aux orties.

Les accusations n'étaient pas sans fondement. Un relâchement extraordinaire s'était introduit dans les mœurs religieuses. Une réforme s'imposait.

Pour répondre aux attaques du célèbre Augustin contre les vœux monastiques, le concile de Sens rendit en 1528 un décret confirmant l'excellence de ces vœux, mais le concile de Vicence réuni en 1537 s'assembla dans le but d'opérer une réforme générale.

L'Eglise fut aidée dans cette difficile tâche par les

ordres mendiants, par les Théatins et par plusieurs institutions religieuses fondées à cette époque en Italie, en France et en Espagne.

C'est de ce dernier pays que sortit : « un ordre véritablement nouveau, approprié aux besoins actuels de l'église et destiné à servir l'Orthodoxie contre l'hérésie Luthérienne comme autrefois les ordres mendiants l'avaient servie contre l'hérésie Albigeoise. Il s'agit des Jésuites » (1).

L'institution de l'ordre des Jésuites fut approuvée par le concile de Trente, qui en 1563 rendit un décret de réforme qui dut être appliqué à tous les couvents de moines réguliers.

Ce décret recommandait expressément aux religieux et religieuses de garder fidèlement les trois vœux, d'obéissance, de pauvreté et de chasteté qu'ils avaient prêtés.

Tandis que les monastères d'hommes formaient depuis le ^x^e siècle des congrégations très importantes, dépendant d'un supérieur général, vivant sous une même autorité ; les monastères de femmes restèrent longtemps isolés. Dans l'ordre des Carmélites, dans celui des Visitandines, les maisons sont indépendantes. Les congrégations de femmes n'apparaissent qu'au ^{xviii}^e siècle.

1. Ravelet. *Administration des Congrégations Religieuses*, p. 8.

C'est seulement à cette époque, que l'institution des supérieures générales pénètre dans le droit canon. « Elle exista dans l'ordre des Jésuitesses, ordre de courte durée qui fut supprimé par décret pontifical, moins d'un siècle après sa fondation.

Aujourd'hui l'institution des supérieures générales est presque universelle.

Saint François de Sales dans l'ordre de la Visitation réalisa une idée nouvelle déjà appliquée au xvi^e siècle dans les ordres de clercs réguliers.

Il diminua l'austérité de la vie des religieuses et remplaça les macérations corporelles qu'elles pratiquaient jusque-là, par des sacrifices purement spirituels, il fonda sur la vie intérieure tout le principe de la sainteté, sa réforme fut universellement suivie.

La Révolution Française amena la suppression des ordres religieux, non seulement en France, mais encore dans toute l'Europe. Ce fut « un orage qui passa sur l'Eglise », tempête de courte durée d'ailleurs, car elle n'était pas terminée que déjà les Congrégations apparaissaient de toutes parts.

Nous venons d'indiquer à grands traits l'histoire des ordres monastiques, pénétrons maintenant dans le détail des faits et voyons quel était sous l'ancien régime, leur situation vis-à-vis du pouvoir civil.

CHAPITRE I

FONDATIONS DES MONASTÈRES

Il est impossible d'indiquer en quelques mots la situation juridique des associations religieuses dans l'ancien droit. Elle a varié selon les époques, se transformant dans le cours du temps.

Si le point de départ et le point d'arrivée diffèrent, il est cependant incontestable que les solutions adoptées dans le droit romain, les règles que nous avons étudiées antérieurement ont servi de bases à notre ancien droit.

En ce qui concerne le monastère, jusqu'au ^{xvii}^e siècle aucune autorisation du pouvoir civil ne fut nécessaire pour en permettre la fondation.

L'autorisation de l'évêque suffisait. Si son avis était défavorable, les intéressés ne pouvaient pas le contester, appel ne pouvait même pas en être formé devant le métropolitain. Son pouvoir était discrétionnaire.

« *Monasterium novum nisi episcopo permittente aut probante incipere aut fondare nemo præsumat* ».

C'est donc une erreur de prétendre comme on dit quelquefois, qu'en droit une autorisation était nécessaire. Cependant en fait, les monastères y avaient recours selon M. Laisné Deshayes (p. 19), pour faire respecter leur institution. Les lettres qui leur étaient alors délivrées prenaient le nom de « *Emunitate* » nom tiré de leur conclusion. « *Sub omni emunitati hoc ipse monasterius sibimet omnes fredos concessos debeant possidere* ».

Les partisans de l'autorisation préalable la font reposer d'ordinaire sur une constitution de l'Empereur Nicéphore Phocas de 969 défendant d'ériger de nouveaux monastères, hôpitaux ou hospices et de donner des terres aux établissements fondés sans autorisation impériale.

Valable pour l'Empire d'Orient, cette constitution ne fut sans doute jamais connue en Occident.

L'Empire était depuis de nombreux siècles divisé à cette époque, et il nous semble puéril de se fonder sur un tel argument.

Jusqu'à l'Edit de 1629, aucun acte des ordonnances, aucune disposition de la jurisprudence ne vint en France limiter la fondation des monastères. C'est aujourd'hui clairement démontré.

Quelles furent à partir du ^{xvii}^e siècle les formalités préalables à la fondation des monastères ?

Aux termes des Edits de 1629 et de 1749 quatre conditions étaient indispensables, c'étaient :

- 1° Approbation de l'évêque ;
- 2° Avis des personnes intéressées ;
- 3° Autorisation du roi ;
- 4° Enregistrement des lettres d'autorisation par le Parlement.

L'approbation de l'évêque, fut de tous temps exigée. Les Constitutions Impériales, le 27^e canon du concile d'Agde la prévoient. Nous la retrouvons enfin dans l'article 5 de l'ordonnance d'août 1749 (1).

Avant que le roi ne statuât par lettres patentes sur la demande d'autorisation qui lui était adressée, la jurisprudence exigeait qu'une enquête de *commodo et incommodo* fût ouverte pour recueillir l'avis des personnes intéressées.

L'expression personnes intéressées figurant aux ordonnances est volontairement très large, très indéterminée, la loi laissant aux Parlements le soin de la préciser.

Après délibération du Parlement l'enquête était ouverte par les soins du Procureur Général.

L'intérêt de cette enquête était évident.

Il était impossible qu'un établissement religieux s'établît dans une ville, dans une contrée sans être à charge aux habitants. Jouissant de l'immunité en matières d'impôts, il rejetait sur les habitants les tailles et les charges réelles ; les héritages ou donations qu'il acquérait, entraînaient la mise hors du commerce

1. Richer, *Traité de la mort civile*.

d'une quantité quelquefois considérable de biens fonds ; les cures et fabriques avaient intérêt à ce qu'il n'ouvrit pas une chapelle particulière, sous peine de voir tarir la source de leurs revenus.

En un mot comme le disait Fevret. « Il était indispensable de proportionner la saignée aux forces du malade » (1).

Cette enquête était prévue par l'ordonnance du 8 juin 1659.

AUTORISATION DU ROI.

A partir du xvii^e siècle cette autorisation devint indispensable pour sanctionner l'avis favorable de l'évêque. L'Edit du 21 novembre 1629 statua : « Qu'il
« ne pourrait ci-après être fait aucun établissement de
« monastères en quelque ville et lieu que ce soit,
« même des ordres ci-devant reçus et établis dans le
« royaume, sans notre expresse permission, par lettres
« signées par l'un de nos secrétaires d'Etat et scellées
« de notre grand sceau afin que nous puissions juger
« de l'utilité d'iceux, et, selon les occasions ordonner
« et assigner les lieux et villes auxquelles nous juge-
« rons plus à propos de les faire établir pour l'utilité
« de nos sujets et avancement de la foi et religion
« catholique, apostolique et romaine ».

1. Béquet, *Répertoire v. cultes*, tome II, et Denisart, *Répertoire. Gens de Mainmorte*.

Cette innovation, dit M. Laisné-Deshayes, « que le
« texte même de l'édit ne méconnaissait pas, n'était
« l'expression d'aucun sentiment hostile aux ordres
« religieux. Le but de Louis XIII était d'achever par
« la conversion, les victoires qu'il venait de remporter
« sur les protestants. Anéantis comme parti politique,
« il voulait les détruire comme secte religieuse. A cet
« effet, il désirait masser pour ainsidire, les congré-
« gations, dont la réforme avait appris à redouter la
« science et la parole, dans les localités occupées par
« les protestants ».

Nous ne saurions être absolument de cet avis. Sans contester que l'Edit de 1629 ait été le premier texte législatif qui exigea l'autorisation préalable du pouvoir royal pour l'établissement des ordres religieux, nous croyons que dans l'acte de Louis XIII il y avait une mesure restrictive contre les congrégations qui jusqu'alors s'étaient formées trop librement et un peu au hasard. Elles avaient sans doute en diverses circonstances rendu de réels services à la religion et au pouvoir civil, mais leurs empiètements étaient vus d'un mauvais œil, et les quantités considérables de biens que les donations mettaient hors du commerce étaient une véritable souffrance pour le pays, une mesure anti-économique.

1. Isambert, tome XVI, p. 347.

2. L. D., p. 35.

Aussi pensons-nous que l'Edit de 1629 a été surtout une mesure de police, et qu'il n'a fait que sanctionner législativement une disposition qui depuis longtemps était déjà dans les mœurs.

A aucune époque, en effet, la fondation des monastères ne fut absolument libre ; si la loi semblait se contenter de l'autorisation de l'évêque, en fait la coutume s'était établie pour les monastères de rapporter des lettres « *de emunitate* » et l'agrément royal pour être déguisé n'en était pas moins réel.

A l'appui de notre thèse nous citerons seulement un extrait de lettre de Pépin le Bref, à l'archevêque de Mayence au sujet d'un couvent que ce dernier voulait fonder en Franconie : « *Sicut ex auctoritate sancti Petri principis, apostolorum, pro quo legatione fungeris, privilegio sedis apostolicæ sublimatum esse constat monasterium a te noviter constructum, ita etiam nostræ auctoritatis præcepto quod actum ita etiam nostræ auctoritatis præcepto quod actum est roborari convenit* ».

Ce texte semble assez clair et sans vouloir en exagérer la portée on peut, semble-t-il, avancer que de tous temps l'autorisation royale sinon de Droit, du moins de fait, fut nécessaire en France pour ériger une congrégation.

Si l'on veut bien se souvenir qu'à l'époque de Pépin le Bref et de Charlemagne, la tradition Romaine était encore dans toute sa force, et que l'union était intime

entre l'Eglise et l'Empire, on comprendra sans peine que dès avant le xvii^e siècle, avec l'éclosion des privilèges de l'Eglise Gallicane, le principe de l'autorisation n'ait été qu'en s'accroissant.

Cette opinion d'ailleurs se reflète dans des actes antérieurs à l'édit de 1629. Des arrêts de l'ancien régime ont sanctionné le principe de la nécessité de l'autorisation gouvernementale : témoins, l'arrêt de règlement du Parlement de Normandie du 18 mars 1618, un de ces arrêts qui, comme disait Merlin, « ne « font que confirmer des usages anciens ou éclairer « quelque ambiguïté pouvant se trouver dans la pratique de ces usages (1) ».

Quant aux édits de 1629, de 1666 et de 1749 ce qui nous fait penser qu'ils n'étaient en réalité que des mesures de police tendant à restreindre l'excessif développement des ordres religieux c'est le commentaire qu'en donnait devant le Parlement de Paris le 18 avril 1760 l'avocat général, Joly de Fleury : « Dans l'Etat toute assemblée particulière qui n'est point autorisée donne lieu à des soupçons légitimes que la police a intérêt à vérifier, et présente toujours matière à des inquiétudes qu'il est du bon ordre d'écarter. »

Les preuves ne nous manquent pas pour légitimer ce que nous avançons :

C'est ainsi qu'une déclaration royale du 7 janvier

1. Bèquet. *Répertoire V^e Cultes*, tome II.

1596 expulse une première fois les jésuites du royaume. Rétabli en septembre 1603 « sous condition d'un serment pour ses membres et autres obligations » l'Institut de Jésus fut de nouveau chassé de France par un arrêt du Parlement de Paris du 6 août 1762 dans lequel nous lisons : « Qu'il y a abus de la part de la « Société, comme tendant à introduire, sous le voile « spécieux d'un Institut religieux, un corps politique « dont le but est de parvenir d'abord à une indépendance absolue, et successivement à l'usurpation de « toute autorité. Ordre était donné d'expulser les « Jésuites du royaume irrévocablement et sans retard (1) » !

Enfin une déclaration royale du 7 juin 1659 dissout les couvents fondés sans autorisation depuis moins de 10 ans. Au XVIII^e siècle les mesures prises contre les ordres religieux allèrent toujours en augmentant de rigueur.

Pourtant, la religion catholique romaine était toujours religion d'Etat, et le roi fils aîné de l'Eglise. Aussi faut-il en chercher les causes dans les empiètements et les intrigues politiques de certains ordres monastiques.

Les lettres patentes accordées par le roi, à la suite des formalités que nous avons décrites, devaient pour être valables, recevoir l'Enregistrement des Parlements

1. Béquet. V^o *Cultes*, tome II.

et des bailliages. C'est l'Edit de 1659 qui exigea cette formalité.

La sanction de cette loi était extrêmement rigoureuse :

L'établissement non reconnu, n'ayant pas la personnalité civile ne pouvait pas ester en justice, son existence était illicite.

Si, fatigué d'attendre l'accomplissement des longues formalités nécessaires, l'établissement se fondait avant d'avoir rapporté l'autorisation royale, il était déclaré indigne de recevoir jamais le bénéfice de la reconnaissance légale.

Il était incapable d'accepter toute donation.

L'Edit d'août 1749 alla plus loin. Il ordonna la recherche et la dissolution de tous ordres religieux fondés sans autorisation, postérieurement à l'année 1636. Il aggrava encore les pénalités, au point « de dépasser les bornes de la justice et de faire appel aux passions mauvaises ». Tous les contrats passés par la communauté avant l'acte d'autorisation, n'avaient aucune valeur légale et étaient annulés, le monastère ne pouvait réclamer les sommes par lui payées à leur occasion (Art. 9) (1).

Ces actes étant considérés comme nuls par l'Edit de 1749 non seulement les contractants pouvaient les attaquer, mais leurs héritiers. Si ces derniers n'usaient point de leur droit, le législateur s'adressait alors au seigneur

1. Laisné-Deshayes, page 37.

du fief et lui permettait de s'approprier les biens acquis par les congrégations (art. 10, 11, 12). « Celui-ci était-il lui-même trop scrupuleux ? Le fisc prenait sa place et le dernier mot de cette législation était celui-ci : Confiscation » (1) !

1. Voir Laisné-Deshayes.

CHAPITRE II

LES RELIGIEUX. LEUR POSITION DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE. LEUR CAPACITÉ.

On pourrait établir un parallèle entre la liberté de la profession religieuse et celle de la fondation des ordres monastiques.

Au début nous voyons s'appliquer la législation Justinienne avec les principes libéraux qu'elle avait consacrés ; la profession est libre, toute personne peut à sa volonté se consacrer à Dieu. L'entrée d'un homme dans les ordres était cependant un fait assez grave pour l'Etat. En entrant au couvent il privait le roi d'un soldat, le fisc d'un contribuable, le gouvernement d'un fonctionnaire. « Néanmoins les rois n'avaient pas apporté d'entraves à ces déterminations qu'ils considéraient comme une réponse à un appel de Dieu, et comme l'exercice de la plus inaliénable des libertés, celle de la perfection » (1).

1. Ravelet. *Traité des congrégations religieuses*. Introduction, page XLIII.

C'est Clovis qui le premier, en 511, au *concile d'Orléans*, mit une entrave à la libre vocation religieuse.

Il ne permit l'entrée dans les ordres, qu'à ceux qui en avaient obtenu la permission du magistrat ou du roi (1). Mais la défense ne tarda pas à s'adoucir.

Au concile de Reims, en 630, Dagobert restreignit la nécessité de l'autorisation royale, à ceux qui étaient sujets au Cens.

Ces règles restrictives ne s'appliquaient point aux moines, mais aux clercs. Le clergé en effet était doté de nombreux bénéfices. On aspirait par ambition et cupidité à en faire partie, et pour contenir cette cupidité et ces ambitions, les fonctions ecclésiastiques étaient réservées à quelques grandes familles. C'était dans ce but que le roi intervenait (2).

Mais aucune défense n'interdit positivement le libre accès des monastères. « Si un homme libre veut donner à l'Eglise sa personne et ses biens, dit la loi des Allamans, que ni duc, ni comte, ni aucun autre ne puisse l'en empêcher ; mais que le chrétien ait la faculté de servir Dieu librement et de racheter son âme, en lui faisant l'abandon de ses biens ».

Ce n'était cependant là qu'une prescription théorique ; car en fait la liberté de la profession monastique était limitée dans deux cas dérivant tous les

1. Thomassin. *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, t. III, des *Cong.*, p. 219.

2. Ravelet, *op. cit.*

deux du vieux droit de propriété. Il remplaçait à ces époques reculées la théorie de la souveraineté développée par les jurisconsultes romains, mais à la conception de laquelle le Moyen-Age n'avait pas su s'élever.

SECTION I. — *Entraves mises par le pouvoir civil à la liberté de la profession religieuse.*

1° En principe, l'esclave, ne pouvait faire profession qu'avec l'autorisation de son maître. Aussi pour éviter tout conflit entre le droit du maître et l'obligation résultant des vœux, l'esclave fugitif devait être rendu à son maître si celui-ci le réclamait dans un délai moindre de 3 ans. Ce délai écoulé, l'esclave était considéré comme ayant prescrit sa liberté et le monastère n'était tenu d'aucune indemnité envers le maître déposé.

2° L'autorisation du souverain était généralement exigée, car la profession le privait d'un soldat : « *De liberis hominibus qui ad servitium Dei se tradere volunt, ut prius hoc non faciant quam a nobis licentiam postulent.*

Hoc adeo quia audivimus aliquos ex illis non tam causa devotionis hoc fecisse, quam pro exercitu, seu alia functione regali fugiendâ ; quosdam vero hoc adeo fieri prohibemus » (1).

1. Baluze, *Capitul*, lib. 1.

En dehors de ces prescriptions d'ordre général, des dispositions avaient été édictées en faveur des religieux. Sentant quel attrait pouvait avoir pour une âme mystique le séjour du cloître ; sachant par expérience la mystérieuse influence du surnaturel sur les hommes, la loi civile avec beaucoup de sagesse avait voulu mettre l'aspirant religieux en garde contre lui-même, le préserver d'un entraînement irréfléchi dont il aurait à supporter les désastreuses conséquences ; le soustraire s'il était besoin à des influences intéressées.

SECTION II. — *Des conditions requises pour entrer en Religion.*

Aussi les garanties étaient-elles théoriquement très grandes.

L'âge requis pour prêter les vœux varia selon les époques et il est assez difficile de donner sur ce point une réponse décisive.

A l'origine la profession était permise à la puberté. Puis selon *de Héricourt* l'âge de 16 ans fut requis.

L'ordonnance d'Orléans en 1560 exige 25 ans, l'ordonnance de Blois en 1579 revient à 16 ans.

Mais l'on considéra que cet âge n'était pas assez avancé.

« A 16 ans un mineur sans expérience, qui ne peut pas aliéner un pouce d'héritage, ni même emprunter

valablement un écu, pouvait néanmoins aliéner sa personne sans espérance de restitution ».

Enfin, l'ordonnance de 1778 décida qu'à l'avenir l'âge nécessaire pour entrer en religion, serait selon le sexe, de 18 et de 24 ans. De plus dans le très ancien droit, le mineur de 25 ans qui voulait valablement contracter ses vœux devait rapporter l'autorisation de ses père et mère. « *Ne pueri si voluntate parentum tonsuerentur, vel puellæ velentur modis omnibus inhibiti-um est* » (1).

Pour protéger les postulants contre la contrainte toujours possible, les ordonnances avaient prescrit certaines formalités destinées à assurer les garanties. Pour les filles une déclaration du 7 février 1641 décidait que pour la « prestation des vœux, la supérieure, abbesse ou prieure, devait « un mois avant la profession, avertir l'évêque afin qu'il examinât lui-même « ou par quelque prêtre commis, la vocation de la « jeune fille; qu'il s'enquit de sa volonté, et s'il y avait « eu contrainte ou induction qu'il lui fit entendre la « qualité du vœu à laquelle elle s'oblige » (2).

Avant de faire profession un noviciat d'au moins un an était exigé par les ordonnances, pour que le futur religieux pût se ressaisir et éprouver sa vocation.

1. Baluze *capitul lib.*I. Arrêts Parlements. 1583-1586, 1601-1602.

2. Bequet, *Cultes*, t. II.

Dans les premiers siècles, les novices conservaient l'habit laïque, ils prirent le costume monacal seulement à partir du ^{xiii}^e siècle.

Cette année écoulée, le religieux faisait profession.

La profession consistait dans l'émission solennelle des vœux.

Les trois vœux fondamentaux du Monial sont les mêmes dans tous les ordres religieux : « Obéissance, chasteté, et pauvreté ». Le dernier, le vœu de pauvreté était plus ou moins rigoureux selon l'ordre auquel s'agrégeait le profès. Il allait jusqu'à la pauvreté en commun pour les ordres mendiants au ^{xiii}^e siècle. Nous en avons précédemment parlé.

SECTION III. — *Des vœux.*

A l'origine le religieux prêtait un quatrième vœu ; celui de stabilité par lequel il s'engageait à demeurer perpétuellement en clôture. Mais la coutume de prêter ce vœu se perdit et on permit aux religieux de changer de Monastères, et même d'entrer dans un ordre différent. Ces mutations ayant paraît-il donné lieu à de nombreux abus, un édit de février 1773 les prohiba à l'exception du cas où la demande était fondée sur une cause de maladie, ou quand le religieux quittait un ordre doux pour entrer dans un plus sévère (1).

1. Bequet, *op. cit.*

Les vœux à l'origine étaient de deux natures — simples ou solennels.

Selon d'Héricourt, le vœu simple est celui qui se fait en particulier et sans aucune solennité. Le vœu solennel au contraire est prêté en public, mais pour qu'il ait ce caractère, *certaines circonstances sont indispensables*, elles sont au nombre de 5.

1° L'aspirant *doit s'engager* dans un ordre approuvé par l'Eglise et par l'Etat.

2° Les vœux doivent être reçus par un supérieur compétent.

3° Le novice doit avoir l'âge requis par l'Eglise et les Ordonnances.

4° L'espace d'un an a dû s'écouler entre la vêtue et la profession. Si les vœux étaient prêtés par une femme ils ne pouvaient valablement être reçus qu'après examen de la novice par l'évêque ou un de ses prêtres commis à cet effet (Ordonnance de 1667, art. 15, titre 20. — Déclaration de 1736, art. 16).

5° Enfin la liberté du consentement comme dans tout contrat devait être absolue.

Vers le xiv^e siècle les vœux simples furent presque partout abandonnés, les solennels se généralisèrent.

« Au milieu d'une cérémonie imposante, le novice

1. Bequet *op. cit.*

Ordonnance de Moulins, art. 55, février 1566. Déclaration royale, 10 juillet 1566. Ordonnance, avril 1667. Déclaration, 9 avril 1736.

« renonçait à jamais au monde, et se donnait à Dieu
« pour la vie sans réserve ».

Les preuves de profession du vœu monacal durent être reçues par lettres et non par témoins.

Une déclaration du 9 avril 1736 porte : « Sera tenu
« registre des noviciats et professions des vœux des
« communautés. « Lesquels registres seront en bonne
« forme, reliés et les feuilles parafées » par première et
« dernière, par le supérieur ou la supérieure des mai-
« sons religieuses, et seront approuvés par un acte
« capitulaire inséré au commencement du registre.
« Chacun acte de noviciat ou profession sera écrit de
« suite et sans blancs, et signé tant par le supérieur
« et inférieur que par celui qui aura pris l'habit ou fait
« profession et par les deux plus proches parents ou
« amis qui y auront assisté dont le supérieur ou la su-
« périeure seront tenus de délivrer extrait vingt-quatre
« heures après qu'ils en auront été requis (Ordonnance
d'avril 1667).

Malgré ces sages mesures, la violation de la liberté des vœux donna bien souvent naissance à des abus exorbitants. L'organisation de la famille, les privilèges du droit d'aînesse faisaient du couvent le lieu de proscription des cadets de famille, et le refuge obligatoire des filles nobles sans dot !

Aussi la loi tout en admettant la perpétuité des vœux, tout en prêtant au besoin à l'autorité ecclésiastique « le bras séculier » pour faire réintégrer son couvent

à un moine fugitif, admettait-elle cependant qu'ils pussent être rescindés pour *fraude* ou *violence*.

L'action en nullité devait être intentée dans les cinq ans de la profession. C'est-à-dire du moment où la cause donnant ouverture à nullité a pris fin, en vertu du principe : « *Contra non valentem agere non currit præscriptio* ».

L'instance était introduite devant l'Officialité et l'Ordinaire faisait une enquête.

Si le religieux gagnait son procès, il rentrait dans la vie civile, recouvrait sa capacité perdue par suite de l'acte de profession. Il rentrait enfin, en possession de ses biens, droits et héritage, mais dans l'État où il les trouvait.

Le moine, ce qui était le cas général, perdait-il devant l'évêque, il pouvait appeler de sa décision devant le Parlement par la voie de l'abus.

La juridiction civile retenait l'affaire et statuait sur le fond.

En fait les procès étaient rares.

On hésitait à intenter une action qui tournait toujours au scandale.

La justice était lente, le moine sans communication avec le dehors, à la merci de ses supérieurs, pouvait difficilement la mettre en mouvement.

Aussi le plus souvent, le malheureux qui n'avait pas

la foi préférerait-il souffrir en silence ; et mourait ainsi victime des vœux imprudents qu'il avait prêtés !

Qui ne se souvient de la *Religieuse* de Diderot ? L'aventure de sœur Suzanne Simonin est dans toutes les mémoires !

CHAPITRE III

DE LA CAPACITÉ CIVILE DES RELIGIEUX

SECTION I. — *Effets de la mort civile.*

C'est à partir du XIII^e siècle que la mort civile frappa le religieux. Jusqu'à cette époque on avait suivi les prescriptions du dernier état du droit Romain, de la législation Justinienne, que nous avons exposée d'autre part.

Le moine était incapable mais restait propriétaire et gardait l'aptitude à succéder. Néanmoins la coutume s'était établie qu'il se dépouillât de sa fortune en entrant au couvent.

Selon quelques auteurs, son aptitude à succéder n'étant pas absolue, il fallait distinguer entre les successions qui pourraient lui échoir.

S'agissait-il de *biens patrimoniaux* : ce moine était capable ; héritait-il au contraire d'un fief, il ne pouvait le recueillir car il ne remplissait pas les conditions requises.

En effet le lien existant entre suzerain et vassal

était sanctionné par l'hommage dont la principale obligation était pour celui qui le prêtait d'aller à « l'Ost du Seigneur » quand il en était réquis.

Or le moine était incapable de porter les armes, sa profession lui interdisant l'effusion du sang. Ne pouvant pas remplir les obligations du service féodal il était naturel qu'il ne pût hériter d'un fief (1).

Mais cette jurisprudence relativement bienveillante ne tarda pas à se modifier et dès le ^{xiii}^e siècle, les religieux furent frappés de mort civile.

Bien qu'il ne rentre pas dans le cadre de notre étude d'envisager ici les questions de droit privé que nous rencontrons sur notre chemin ; bien que nous nous soyons uniquement préoccupé d'étudier les communautés et congrégations au point de vue du droit public, il nous semble cependant impossible de passer outre, sans indiquer très sommairement quelle fut la capacité du religieux du ^{xiii}^e siècle, à la fin de l'ancien régime.

Il était, avons-nous dit, frappé de mort civile. On désignait par ces mots « une abominable fiction » qui faisait considérer comme mort, un individu vivant. Soit la profession religieuse, soit un arrêt valablement rendu par une cour de justice en matière criminelle faisaient d'un vivant un mort.

Si, pour les moines et les prêtres, la mort civile a cessé à la Révolution Française, pour les condamnés

1. Lainé-Deshayes, page 27.

de droit commun, elle a fleuri longtemps dans notre code civil dont l'article 25, énonçait complaisamment les déchéances qu'elle faisait encourir. C'est seulement la loi du 31 mai 1854 qui en a effacé les derniers vestiges.

Nous en trouvons les traces dans les coutumes. La coutume de Paris la mentionne dans son article 337, celle d'Orléans dans son article 330.

L'Edit de Châteaubriand, mai 1532, appliqua au Dauphiné et à la France entière le principe admis par les coutumes. Et l'édit de mai 1579 (1) et l'ordonnance de Michel de Marillac (au Code Michaud) confirmèrent cette prohibition de faire les actes de la vie civile.

Ces incapacités n'étaient pas comme on pourrait le croire, une invention de la législation civile.

Elle n'avait fait sur ce point que suivre les principes consacrés par le Droit Canon. (2)

Ce dernier frappait de l'incapacité de succéder et d'acquérir le moine qui avait fait profession. Cette règle fut reconnue dès le ^{xiii}^e siècle, nous la trouvons exposée dans Beaumanoir. « Moines profès qui rentrent
« dans le monde n'ont nuls droits aux héritages qui
« peuvent venir de leurs lignages ».

Mais *quelles étaient au juste les incapacités encourues ?*

1. Ord. de Blois (art. 28.)

2. Beaumanoir, ch. VI. t. II. p. 325.

Le religieux n'était frappé de mort civile que par la profession, c'est-à-dire au moment de l'émission des vœux recueillis par le supérieur, enregistrés et consignés en présence des témoins. C'était l'acte de profession qui pouvait seul établir la déchéance du religieux, à la condition d'avoir été préalablement insinué, comme un jugement régulier.

Les vœux simples ne suffisaient pas pour entraîner la mort civile, les vœux solennels étaient nécessaires.

Pourtant, disait Pothier, les moines ayant prêté les vœux simples « sont quelquefois incapables de recueillir les successions qui leur sont échues ou qui leur écherraient par la suite, lorsqu'ils ont vécu longtemps de cet état (1) ».

Pothier dans ce passage fait allusion aux Jésuites qui avaient coutume de ne pas prêter leurs grands vœux dans les premières années de leur entrée dans l'ordre. C'était une clause expresse des statuts de leur congrégation.

Les conséquences de la mort civile étaient terribles : la profession ouvrait la succession du religieux, dissolvait son mariage. Il ne pouvait ni recevoir par testament, ni tester, ni donner, ni s'obliger de quelque façon que ce fût, ni ester en justice. Il était mort au monde.

« Toutefois le droit civil dénatura sur ce point

1. Pothier. *Traité des personnes*, Titre III, Section I.

« encore le droit canon. D'après le droit canon la personnalité du moine profès était plutôt transformée que détruite. Il vivait dans la personnalité morale de son monastère, il était comme l'esclave antique pour son maître, ou le fils romain pour son père. En conséquence, ce qu'il acquérait par donation, succession ou autrement profitait au couvent (1) ». La législation civile avait repoussé ce principe encore admis en 1340, et au moment de la rédaction des coutumes il fut éliminé.

L'édit de Châteaubriand, nous l'avons vu, appliqua la même décision aux pays de droit écrit.

Le moine ne peut être ni exécuteur testamentaire, ni témoin dans un acte public, ni en principe ester en justice. Moins subtile que le droit canonique la loi civile ne distingue pas. Le texte écrit est rigoureux.

SECTION II. — *Exceptions au principe général interdisant aux religieux de paraître en justice.*

Pourtant sur quelques points, la loi avait admis des tempéraments.

C'est ainsi qu'un édit de février 1773 (art. 5) décida qu'un religieux pourrait recevoir une pension viagère modique, ou un legs particulier de peu d'importance, destiné à compenser pour le couvent les dépenses nécessitées par son entretien.

1. Ravelet, *op. cit.* p. LV.

De même, bien que le religieux ne pût ester en justice; la loi civile avait été tenue d'admettre quelques dérogations.

A la règle générale, il était fait quatre exceptions:

1° En matière répressive les principes les plus élémentaires d'humanité exigeaient que le moine pût se défendre devant la juridiction civile ou criminelle, quand l'autorité diocésaine l'avait livré au bras séculier.

2° Le religieux pouvait se pourvoir contre les décisions ecclésiastiques le frappant par la voie d'appel comme d'abus devant le Parlement.

3° Dans le cas où le profès voulait réclamer contre ses vœux.

Enfin en quatrième lieu quand il possédait un bénéfice.

Dans ce cas la loi était très large, elle admettait que le religieux pouvait ester en justice, pour tout ce qui concernait l'administration de son bénéfice.

Hors ces quatre cas, interdiction absolue était faite aux moines de paraître en justice. Pour toutes autres actions, le couvent les représentait.

La rigueur excessive des ordonnances contre les religieux fit encore admettre une dérogation à l'impossibilité qu'ils avaient d'acquérir. On admit qu'ils pourraient avoir l'usage de certains biens, pécules au bénéfices, qui à leur mort retourneraient au couvent sous le nom de « *cotte morte* » (1).

1. Ravelet. *op. cit.*, LV.

En agissant ainsi la loi civile modifiait le principe canonique ; sous prétexte de consacrer la pauvreté monastique, elle la faussait. Elle entravait en effet la propriété commune permise par l'Eglise et facilitait la propriété industrielle qu'elle interdit.

Bien qu'on en puisse penser, les déchéances de la mort civile n'étaient pas, croyons-nous, considérées comme une peine qui frappait le religieux au moment de sa profession.

Ce n'était que l'application des règles du droit canon, consacrées par la loi civile ; une sanction aux engagements pris par le Monial ; une conséquence nécessaire du vœu de pauvreté.

CHAPITRE IV

DES BIENS.

SECTION I. — *Leur administration.*

Valablement reconnues, les communautés ou congrégations formaient des personnes civiles investies de la plus large capacité. Elles pouvaient ester en justice, emprunter, acquérir. Les emprunts devaient être approuvés par le supérieur de l'ordre, l'évêque, et homologués par le Parlement, s'ils étaient inférieurs à 10.000 livres, sinon l'autorisation du roi était nécessaire quand ils dépassaient ce chiffre (ordonnance de février 1773, art. 17).

Pour les autres actes l'aveu de l'ordinaire suffisait, les baux cependant devaient être authentiques.

L'abbé ou l'abbesse placé à la tête du monastère, étaient dans le principe chargés de cette administration.

Elus d'abord par les moines, intronisés par l'évêque, ils étaient investis de fonctions viagères.

Ils furent dans la suite élus seulement pour deux années. Puis à partir du xvi^e siècle ces fonctions redevinrent perpétuelles.

Mais le roi vint encore en cette matière empiéter

sur les droits des couvents, il revendiqua pour lui la nomination des abbés et l'obtint dans la plupart des ordres à partir du xvi^e siècle à la suite du concordat de 1516.

Bien que l'abbé ou l'abbesse eussent la direction générale ; pour représenter les couvents dans la passation des contrats, nous retrouvons à notre période ces syndics, ces procureurs dont avons nous parlé à l'âge précédent.

Une hiérarchie s'établit entre les monastères, au-dessous de l'abbaye apparaît le prieuré dont le chef, le prieur, est subordonné à l'abbé ; plus tard nous assistons à partir du xv^e siècle à la formation de grandes congrégations monastiques. Il apparaît nécessaire de maintenir plus efficacement la discipline dans les divers couvents d'un même ordre. Un général, chef suprême de l'Ordre, est élu, il réside à Rome près du Souverain Pontife. Les abbés des différents monastères sont rangés sous ses lois, les couvents sont divisés en provinces. Le prieur principal devient l'intermédiaire entre le chef et les abbés particuliers.

« Tous les 3 ans, d'après les prescriptions du quatrième Concile de Latran, de Benoit XI et de Clément V, les abbés des diverses maisons d'un même ordre se réunissaient en chapitres généraux pour discuter les affaires de la congrégation et statuer sur le sort des biens (1) ».

1. Béquet. *Rép. cultes*, t. II.

Au début de notre Ancien Droit, les principes de la législation romaine étaient encore en vigueur, et le monastère acquérait librement. Le pouvoir civil lui concédait gracieusement des lettres de « garde ou de protection » (*de emunitate*), et certains capitulaires défendirent même de faire obstacle aux libéralités et fondations pieuses (1).

Mais ces acquisitions démesurées de l'église ne tardèrent pas à inquiéter le pouvoir royal. La constitution de la mainmorte était un danger économique, et le fait pour les congrégations de n'aliéner jamais les biens acquis privait le trésor des droits de mutation, soit entre vifs, soit par testament.

L'intérêt économique, la crise immobilière n'apparaissaient pas aux esprits du XIII^e siècle, l'intérêt fiscal les préoccupait davantage c'est à lui qu'ils songèrent d'abord en frappant les acquisitions des gens de mainmorte du droit d'amortissement.

SECTION II. — *De l'amortissement.*

On entendait par ces mots dans l'ancienne législation « la concession faite aux gens de mainmorte, par laquelle le roi leur permettait de tenir et posséder des biens sans pouvoir être contraints d'en vider leurs mains » et l'on nommait droit d'amortissement

1. *Lex Rajuvariorum*, tit. I, cap. I.

l'impôt ou « finance » qui devait à cet effet être payé au roi pour la validité de l'amortissement, et pour tenir « lieu du dédommagement de la perte que souffraient « l'Etat et le public par la sortie de ces biens du com-
« merce (1) ».

On discute sur l'origine de ce droit. Suivant certains auteurs il remonterait à Louis IX, d'après d'autres il serait beaucoup plus ancien et on en retrouverait la trace dans un capitulaire de Charles le Chauve.

Tous les gens de mainmorte y étaient soumis, à moins qu'ils n'en eussent été dispensés nominativement en considération de l'œuvre qu'ils poursuivaient.

Le taux en était déterminé dans le dernier état du Droit par l'Edit d'août 1749.

Ce droit d'amortissement perçu sur les biens de mainmorte n'était que l'équivalent des droits payés en cas de mutation par les particuliers.

Sous le régime féodal, il appartenait au seigneur de fief de percevoir certaines redevances pour mutation ou transport de propriété.

Lorsque le vassal mourait ou aliénait son bien on considérait que ce dernier ne passait pas de plein droit à l'héritier ou à l'acquéreur, qu'il faisait au contraire retour au seigneur, et que le successeur n'en pouvait être saisi qu'en vertu d'une nouvelle investiture.

1. Bosquet. *Dict. des domaines*, v. *amortissement*.

« Obligatoire pour le souverain elle n'était pas gratuite. Une redevance était stipulée et portait le nom de droit de relief et de rachat, lorsqu'il s'agissait de mutation par décès, et de « *lods et ventes* » quand il y avait aliénation » (1).

Soit par les énormes libéralités dont elles furent gratifiées, soit par les ventes de propriétés immobilières qui leur furent faites, les congrégations n'aliénant jamais, les produits des droits de rachat, de *lods et ventes* diminuèrent.

« Pour compenser cette perte, le roi, souverain du « fief, qui en en cas de deshérence avait un droit éventuel de retour sur les biens, droit qui disparaissait « avec la réunion du fief aux mains de mainmortables, « assujettit toute corporation de biens de mainmorte « à l'obligation d'obtenir moyennant finance des lettres d'amortissement » (2).

Le droit « d'indemnité » perçu tout d'abord au profit du seigneur équivalait à deux ou trois années de revenu du nouvel acquêt. Plus tard, il se modifia. Au lieu de payer plusieurs années de revenu, les corporations durent choisir pour les représenter auprès du seigneur, un homme « vivant et mourant » ou « vicaire de main-morte » dont le décès donnait ouverture au droit de mutation comme si la propriété eût réellement reposé sur sa tête.

1. *Dictionnaire des finances* t. 1. p. 499. *Mainmorte*.

2. De Buretel de Chassey, *op. cit.* p. 162.

Les textes les plus importants sur la matière sont (1) : les déclarations du 17 mai 1731 pour la Bourgogne, du 1^{er} juin 1739 pour le ressort du Parlement de Metz, celle du 9 juin 1738 pour la Flandre et le Hainaut, puis l'Edit général d'août 1749 concernant tous les gens de mainmorte du royaume, et l'arrêt du Conseil du Roi du 21 janvier 1738.

« Guidé par l'équité, Saint Louis voulut que les congrégations indemnisassent le possesseur du fief. Il établit en 1269 ce droit d'amortissement que Loisel résume ainsi (1) : « Gens d'Eglise, de morte main et de communauté, peuvent acquérir au fief, seigneurie et censive d'autrui ; mais ils sont contraignables d'en vider leurs mains dans l'an et jour du Commandement à eux fait après l'exhibition de leur contrat.

« Après l'an ils n'y peuvent être contraints ; mais sont tenus à en payer indemnité au seigneur et à prendre amortissement du roi ».

Les communautés et congrégations étaient tenues en principe de vendre le bien dans le délai d'un an, au cas contraire le Seigneur pouvait saisir l'immeuble et en percevoir les fruits.

Dans trois cas cependant il était obligé de renoncer à ce droit :

1° Lorsque l'établissement religieux n'ayant pas vendu le bien acquis dans l'an et jour, le seigneur avait

1. Laisné-Deshayes, p. 29.

2. Loisel, I. I, t. I, *règles* 57-58.

laissé passer un certain temps sans faire valoir ses droits. C'était en général 30 ou 40 ans. La coutume d'Orléans l'avait étendu à 60.

2° Lorsqu'il avait implicitement agréé l'acquisition par exemple lorsqu'il avait admis la constitution d'un vicaire (homme vivant et mourant, à la mort duquel la communauté s'engageait à payer le droit d' « indemnité »).

3° En dernier lieu lorsque l'établissement représentait des lettres d'amortissement émanées du roi.

SECTION III. — *Quelles personnes avaient droit à l'amortissement ?*

Mais à qui ce droit d'amortissement était-il payé ?
A qui profitait-il ?

Aux termes du Droit féodal, trois personnes y pouvaient prétendre. Le Roi, le Seigneur haut justicier dans la mouvance de qui se trouvait le fief, et le seigneur féodal ou foncier.

A chaque mutation le seigneur féodal touchait, nous l'avons exposé précédemment, un droit déterminé par la Coutume, et dont le nom variait selon les lois. Pour les mutations entre vifs c'étaient les « Lods et Ventes » pour les mutations par décès « Relief ou Rachat ».

La communauté n'aliénant ni ne mourant jamais, le droit était sans objet. Aussi les lettres d'amortissement se chargeaient-elles de le dédommager. Il y avait

entre la communauté et le seigneur une sorte de forfait, et ce dernier au lieu de profits futurs touchait en général un capital certain pour l'indemniser des profits de « quints et ventes » qu'il ne toucherait plus. De plus il y avait constitution d'un « homme vivant et mourant pour porter l'hommage du fief de la communauté, et donner par sa mort ouverture aux droits de mutation par décès.

Cette dernière indemnité n'était pas comme la première un capital une fois payé. Elle a varié dans le cours du temps et selon Pothier (1) librement débattue tout d'abord entre l'Eglise et le Seigneur, elle devint de $\frac{1}{3}$ de la valeur de l'immeuble. Enfin une déclaration Royale du 21 novembre 1724 la réduisit au $\frac{1}{5}$ de cette valeur. L'homme de fief ou vicaire devait avoir l'âge requis pour porter les armes et prêter l'hommage (2).

Il devait en outre être domicilié dans la province.

Sa mort naturelle donnait seule ouverture aux droits de mutation, non sa mort civile.

Le seigneur haut justicier avait droit à une indemnité en cas d'acquisition par gens de mainmorte d'un fief ou d'une censive par suite du préjudice qui lui était causé. Il était en effet privé des droits de batar-

1. L. VII. Bacquet, *amortiss.*, ch. 33, n° I, t. II, p. 386. *Préambule de l'Edit d'août*, 1749.

2. Voir Jacquier, *op. cit.*, p. 135-36-37-38.

dise, deshérence, aubaine et confiscation qui auparavant s'ouvraient à son profit.

L'indemnité qui lui était due fut fixée par un arrêt de règlement du 28 mars 1692 au $\frac{1}{10}$ de la somme payée au Seigneur censier.

Enfin le roi avait droit à l'amortissement, car selon les légistes, tout fief, toute censive relevant de lui directement ou indirectement, puisqu'il était souverain « fieffeux » du royaume, il y avait perte réelle pour sa seigneurie « universelle lorsque les gens de mainmorte » acquéraient des biens dans le royaume (1).

Le Droit d'amortissement d'abord réel, devint personnel par la suite, de là, conséquence, que si des gens de mainmorte vendait un bien, l'acquéreur devait un droit de Quint (2).

Le roi pouvait seul délivrer des lettres d'amortissement, car seul il avait la souveraineté universelle des fiefs.

Les lettres d'amortissement obtenues du roi devaient être enregistrées en Chambre des Comptes.

Bien que l'amortissement fût général et s'appliquât en principe à toute acquisition des gens de mainmorte, en fait il y avait quelques exceptions :

Les bâtiments servant au logement des communautés et les jardins compris dans le cloître. (3)

1. Depuis la Décl. Roy., du 2 nov. 1749, l'indemnité payée était de $\frac{1}{5}$ ou $\frac{1}{6}$ de la valeur des biens.

2. Voir Jacquier. *Banage Coutum*, art. 140, p. 203.

3. Denisart, n° 19.

Il y avait également des édits exemptant les hôpitaux du droit d'amortissement. « Il n'y a pas de seigneur qui ne fasse de très grande remises aux hôpitaux. »

A défaut de paiement de l'indemnité en temps voulu, le seigneur pouvait saisir l'immeuble et en percevoir les fruits jusqu'à ce qu'il ait été désintéressé.

Etant domanial, le droit d'amortissement était imprescriptible, selon les principes introduits dans le droit public de l'ancienne France par l'ordonnance de Moulins du 13 février 1566.

« Pour y obvier, un arrêt du Conseil du 21 décembre 1666 décida qu'on ne pourrait inquiéter les commutés qui ne paient pas de décimes pour les biens dont la propriété remonte avant 1600 et pour celles payant les décimes, elles ne peuvent être recherchées pour les immeubles acquis avant 1644, date d'un amortissement conclu à Mantes avec le clergé ».

Les contestations en matière d'amortissement étaient portées devant les bureau des finances, plus tard les intendants héritèrent de cette compétence, et appel put être formé de leurs décisions devant le Conseil du roi.

SECTION IV. — *Actes de gestion.*

L'administration des biens des communautés et congrégations était abandonnée aux administrateurs sous la

1. Voir Jacquier, p. 133.

surveillance de l'abbé et de l'évêque. Moyennant l'aveu de l'ordinaire en général, et quelquefois l'autorisation du roi, les biens étaient libres entre les mains de ces derniers.

Il n'y avait de restriction, que pour les aliénations et quelques donations de nature particulière.

Le Droit byzantin avait prohibé de bonne heure les aliénations des biens appartenant à l'Eglise.

Sur ce point notre ancienne législation ne se montra pas tout d'abord fidèle aux principes hérités du droit romain.

Pour aliéner, une délibération favorable des religieux était nécessaire. Elle devait être confirmée par l'évêque.

En 1563, Charles IX s'arrogea le droit d'autoriser les aliénations de biens monastiques, et depuis cette époque, il en fut toujours ainsi. Le principe a même passé dans notre droit moderne.

Aussi ces biens devinrent-ils inaliénables en fait à partir de cette époque.

Pourtant selon Denisart, certaines exceptions subsistèrent et l'aliénation fut librement permise dans les cas suivants :

- 1° Pour payer les dettes valablement contractées et ayant tourné au profit de la communauté.
- 2° Pour satisfaire à un devoir de justice.
- 3° Pour les besoins urgents des pauvres.

1. Conciles de Meaux et de Beauvais.

4° Pour acquérir en échange un fonds plus avantageux.

5° Pour décharger le monastère de l'entretien d'immeubles qui lui étaient onéreux.

6° Pour le bien public.

Dans ces cas, autorisation d'aliéner devait être donnée par les supérieurs ecclésiastiques, elle était précédée d'une enquête *de commodo* ordonnée par le procureur du roi sur l'opportunité de la vente. Ensuite autorisation du juge royal, ou lettres patentes enregistrées en Parlement.

La vente était faite par adjudication.

En ce qui concerne les donations, certaines restrictions avaient été admises pour tenir compte de considérations de personnes.

Une personne ne pouvait rien léguer à la communauté dont faisait partie son confesseur.

On redoutait les captations de testament.

Certains ordres, Franciscains, Capucins, Récollets, ne pouvaient recevoir que des objets mobiliers.

Enfin, la législation civile, pour des raisons que nous trouvons exposées dans le préambule de l'Edit d'août 1749 avait cru nécessaire de prendre certaines mesures nouvelles.

1° Dans l'intérêt des familles.

2° Dans l'intérêt économique pour empêcher la con-

1. De Héricourt, t. III, règle 7.

centration des héritages entre les mains des gens de mainmorte.

Dans cet ordre d'idées l'édit prend des mesures radicales et distingue les biens en deux catégories :

Les fonds de terre, maisons, droits réels, rentes constituées, rentes foncières etc.

Puis rentes sur le roi ou sur le Clergé, pays d'Etat, diocèses, villes ou communautés.

Les biens de la seconde nature pouvaient seuls être acquis par les congrégations. Quant aux premiers, l'édit leur en interdisait la possession. La prohibition n'était aussi formelle que pour des acquisitions à cause de mort, par actes entre-vifs elles étaient tolérées.

CHAPITRE V

DES IMPOTS AUTRES QUE L'AMORTISSEMENT

Constantin avait exempté de toutes charges fiscales, tant réelles que personnelles, ordinaires qu'extraordinaires, les clercs et les moines.

Les successeurs, moins respectueux du caractère sacré des lévites, et du but charitable assigné à leurs biens, revinrent sur les privilèges que dans son zèle de néophyte, le grand empereur avait imprudemment consentis. Aussi, sous le droit du Bas-Empire, voyons-nous les ecclésiastiques supporter comme les laïques « *les munera ordinaria* ». Ils sont seulement exonérés des impôts extraordinaires, et des taxes ou obligations portant sur la personne, ce qu'on nommait « les charges sordides ».

Notre ancien droit Français si restrictif sur d'autres points devait être sur celui-là plus large que la législation Justinienne.

A partir de Clovis nous trouvons des textes exonérant de toutes taxes les clercs et les moines.

Nous avons sur ce point le témoignage du premier Concile d'Orléans : « *de oblationibus vel agere quos do-*
« *minus noster rex ecclesiis suo manere cauforre di-*
« *gnatus est, vel ad huc non habentibus. Deo inspi-*
« *rante cautulerit ; ipsorum agrorum vel clericorum*
« *immunitate concessa* ».

Pendant de longs siècles cette situation privilégiée fut conservée, et c'est seulement sous le règne de Philippe-Auguste que nous voyons s'établir sur les biens du clergé les dîmes saladiées « *de omnibus mabilibus suis et de redditibus suis.* »

Elles ne pouvaient être instituées qu'après autorisation du clergé approuvée par le Pape. Leur but souvent plus théorique que pratique était de fournir les ressources nécessaires à l'équipement des Croisés pour la guerre contre les Turcs ; mais bien souvent les sommes perçues étaient employées par le roi à d'autres usages.

SECTION I. — *Les décimes ecclésiastiques.*

Les décimes payés tout d'abord par le clergé pour les croisades en Terre Sainte se généralisèrent et s'étendirent peu à peu à d'autres besoins de la Chrétienté. Ils étaient demandés tantôt par le roi, tantôt par le pape. Sous Philippe-le-Bel il semble qu'ils aient été à peu près annuels.

Les rois François I^{er} et Henri II, pour subvenir aux

frais des longues guerres qu'ils avaient entreprises, obtinrent du pape Léon X et de ses successeurs un octroi de nouveaux décimes.

Le contrat de Poissy passé à Saint-Germain-en-Laye entre les députés de l'assemblée du clergé tenue à Poissy en 1561 et le roi, rappelle le caractère de ces levées extraordinaires. Il les appelle « subventions extraordinaires et dons gratuits » et se propose d'y mettre fin.

A partir de cette époque le clergé contribua aux charges publiques au moyen de dons gratuits dont le chiffre était fixé entre le clergé et le roi, d'abord de 10 ans en 10 ans, puis de 6 ans en 6 ans.

Ce contrat destiné à remplacer les décimes autrefois irrégulièrement perçus s'appelait contrat des décimes.

SECTION II. — *Les dons gratuits.*

L'église et les monastères formés dans son sein donnaient encore d'autres secours aux rois pour la défense du royaume.

Les évêques et abbés possesseurs de fiefs devaient au roi le service de guerre et lui fournissaient des hommes en nombre réglé par la coutume.

Mais l'exercice du droit de milice se perdit peu à peu, et au lieu des hommes d'armes, des abbés et des moines, le roi préféra les lever lui-même, sauf à demander la dépense au clergé.

Le « Droit de gîte » ou obligation pour les monastères et églises de fournir soit aux juges royaux, soit aux princes, soit à de hauts fonctionnaires le logement et les provisions de bouche, disparut à la fin du moyen-âge.

Aussi peut-on dire qu'à partir du x^v^e siècle toutes les charges imposées au clergé, sont fondues dans une seule contribution « celle des décimes et dons gratuits ». Il en fut de même pour certains impôts établis plus tard : La capitation et les vingtièmes.

Comme le fait remarquer avec raison M. Esmein « les dons gratuits étaient une institution féodale qui à « l'égard des églises, représentaient à la fois une tutelle et une exploitation. En définitive, le principe se « dégagea que les possessions ecclésiastiques étaient « soumises comme les autres terres du royaume à la « puissance royale. Cela devait conduire à les soumettre à l'impôt ».

Nous nous bornons à signaler ici le droit de garde universelle, d' « annates » qui lui aussi constituait un véritable impôt perçu à intervalles irréguliers sur les biens du clergé.

Nous nous sommes efforcé de décrire aussi exactement que possible le régime légal des associations religieuses au Moyen-âge et sous notre ancien Droit Français.

Nous arrivons à 1789 et nous allons assister à la chute de cet édifice si laborieusement élevé pour le voir se reconstruire après la tourmente Révolutionnaire.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION ACTUELLE

INTRODUCTION

SECTION I. — *Période du droit intermédiaire.*

« Les lois Révolutionnaires sur les Congrégations religieuses ont été sur beaucoup de points la conséquence logique des ordonnances de l'ancien régime.

« La monarchie s'était arrogé le droit d'autoriser et de dissoudre ces associations. « La Révolution trouva ce principe dans le droit public et le garda. Elle ne fit que l'appliquer plus rigoureusement. Libre d'autoriser les maisons religieuses, elle n'en autorisa point, maîtresse d'en supprimer, elle les supprima toutes ».

La loi des 4-11 août 1789 abolit les privilèges de l'Eglise en supprimant les dîmes, les annates, les bénéfices. Celle du 2 novembre 1789 confisqua les biens ecclésiastiques. Ce n'était là qu'un prélude, et dans les

1. Ravelet, *op. cit.*, p. LVII.

années qui suivirent, l'Assemblée poursuivit l'œuvre commencée en détruisant peu à peu la règle conventuelle.

Un décret des 26 octobre et 1^{er} novembre 1789 ajourne la question des vœux monastiques et en suspend provisoirement l'émission dans tout le royaume ; le décret des 13-19 février 1790 les abolit par son article premier : « La loi constitutionnelle du royaume ne reconnaît plus de vœux monastiques solennels des personnes de l'un et de l'autre sexe : en conséquence les ordres et congrégations religieuses dans lesquels on fait de pareils vœux sont et demeurent supprimés en France quoiqu'il puisse en être rétabli de semblables à l'avenir (1). »

Cette loi toute de justice et d'équité ouvrait les portes des couvents, donnant à leurs membres la faculté de rentrer dans le monde en leur rendant la capacité civile perdue par la profession.

Mais ce n'était qu'une faculté aucune dissolution n'avait lieu, ceux qui voulaient continuer la vie en commun le pouvaient, une pension convenable était affectée aux religieux qui quittaient le cloître. Ce n'était que justice, la nation ayant confisqué les biens ecclésiastiques (D. 24 novembre 1789) assurait la vie des moines (art. 2).

Pourtant les anciens congréganistes ne recouvraient pas la pleine capacité civile. Ils étaient incapables de

1. Voir Jacquier, *op. cit.* p. 189.

succéder et de recevoir par donation entre-vifs ou par testament autre chose que des pensions viagères. (Lettres patentes des 20 février, 26 mars 1790).

Cette incapacité cessait cependant quand ils étaient en présence du fisc, un décret du 18 vendémiaire an II décida même que les ci-devant religieux et religieuses seraient désormais admis à partager les successions s'ouvrant à leur profit.

Bientôt le port du costume ecclésiastique fut défendu (D. 8. 14 octobre 1790). Cette prohibition fut renouvelée par la loi du 18 août 1792 qui l'interdit sous les peines les plus sévères. Cette même loi venait dissoudre violemment les ordres monastiques et dans son préambule resté célèbre, s'exprimait ainsi : « L'Assemblée nationale, considérant qu'un État vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie.... décrète, etc.

Et c'était au nom de la jeune liberté qu'on fermait les couvents et qu'on en chassait les moines !

Il ne faudrait pas en conclure que l'idée anti-religieuse dominât chez les membres de l'Assemblée nationale. Ce qu'ils voulaient surtout frapper en supprimant les congrégations, ce n'était pas la vie religieuse en commun, mais l'esprit comparatif. Ils poursuivaient un but économique, non une œuvre de parti.

La loi de 1792 était le pendant de celles des 2-17 mars 1791 qui abolissait les corporations de métiers, et

16 juin 1791, qui défendait aux artisans d'une même profession de se réunir pour la défense : « de leurs prétendus intérêts communs ».

La législation voulait la République une et indivisible, et défendait la formation dans son sein de toute association puissante qui aurait pu devenir un obstacle à la liberté.

Bien qu'en aient prétendu les défenseurs à outrance des congrégations, le Concordat et les articles organiques ne modifièrent en rien le régime précédent.

Nous ne pouvons exposer ici les éléments de cette célèbre discussion toujours ouverte entre Ultramontains et Gallicans : de savoir si le concordat a ou non consacré la suppression des associations religieuses.

A vrai dire la convention du 26 messidor an IX ne parle pas des congrégations. Mais en présence de l'article XI de la loi du 18 germinal an X, le doute ne semble plus possible : « Les archevêques et évêques pour-
« ront avec l'autorisation du Gouvernement, établir
« dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des
« séminaires. Tous autres établissements ecclésiasti-
« ques sont supprimés ».

Il est impossible de s'expliquer plus nettement. Les articles organiques, à vrai dire, ne furent jamais approuvés par le Saint-Père.

Peut-être discutables au point de vue des rapports concordataires entre la France et Rome, ils n'en sont

pas moins loi de l'Etat et doivent être obéis sur tout le territoire National (1).

Les lois que nous avons citées, ne furent jamais appliquées dans toute leur rigueur. Dans cette difficile question, aux prises entre la conscience et la loi, les gouvernements surent généralement apporter une bienveillante tolérance à ce qu'avaient de trop rigoureuses les dispositions législatives (2).

Dès 1792 la plupart des congrégations religieuses hospitalières maintinrent leur existence.

En l'an XI et en l'an XII plusieurs d'entre elles furent même autorisées par des décisions du Gouvernement.

Néanmoins ce n'étaient que des dispositions exceptionnelles qui venaient reconnaître un établissement déterminé aucun texte, aucune disposition législative générale n'était intervenue en cette matière.

L'esprit officiel était encore contraire au rétablissement des congrégations. Nous en trouvons l'exacte expression dans le rapport Portalis sur les articles organiques : « Toutes les institutions monastiques ont « disparu : elles avaient été minées par le temps. Il « n'est pas nécessaire à la religion qu'il existe des « *institutions pareilles*, et quand elles existent il est « nécessaire qu'elles remplissent le but pieux de leur « établissement. La politique d'accord avec la piété, a

1. *Contra*. Lainé-Deshayes, *op. cit.*, p. XXXVIII.

2. Voir Consalvi. *Mémoires sur le Concordat*, t. I.

« donc sagement agi en ne s'occupant que de la régé-
« nération des clercs séculiers, c'est-à-dire de ceux
« qui sont vraiment préposés par leur origine et leur
« caractère à l'exercice du culte. La discipline ecclé-
« siastique ne sera plus défigurée par des exemptions et
« privilèges funestes et injustes ou par des établisse-
« ments arbitraires qui n'étaient point la religion ».

Cependant en l'an X un certain Paccanari ayant fondé l'Institut de Jésus ou des Pères de la Foi demanda l'autorisation du Gouvernement.

Elle lui fut refusée sur un rapport de Portalis (25 Fructidor anX) qui concluait ainsi : « Le Gouvernement
« ne peut encore se fier à ces Institutions qui, si elles
« avaient des principes autres que les siens, pourraient
« devenir infiniment dangereuses... Dans quelques an-
« nées il sera peut-être sage de favoriser des établis-
« sements qui pourront servir d'asiles à toutes les têtes
« exaltées. Mais dans ce moment, tout cela est préma-
« turé, et il est impossible de rien autoriser de pa-
« reil. »

Deux ans après, de nouvelles tentatives ayant été faites dans le même but, Portalis fit un rapport au Gouvernement sur les mesures à prendre. Voici un des principaux passages :

« Une objection, en général dit Portalis, une objec-
« tion qui frappe également contre toutes les congré-
« gations ou sociétés dont nous venons de parler c'est
« qu'elles se sont formées sans l'aveu de la puissance

« publique. N'est-il pas contre l'ordre public qu'il puis-
« se se former dans un état des associations, des or-
« dres sans l'autorité de l'Etat ? Le droit d'approuver
« ou de rejeter une corporation nouvelle, civile ou reli-
« gieuse, n'est-il pas une conséquence nécessaire du
« droit qu'ont les Etats à veiller à leur conserva-
« tion ?... Pour prononcer la dissolution des sociétés
« religieuses sur lesquelles on m'a demandé un rap-
« port, il suffit donc d'observer que ces sociétés se
« sont établies à l'insu de l'Etat, et sans représenter à
« la puissance publique les statuts selon lesquels elles
« croient pouvoir se diriger ».

Conformément aux conclusions de Portalis, le Gouvernement rendit le fameux décret du 3 messidor an XII qui dans son article 1^{er}, dissolvait les Paccanaristes et un certain nombre de communautés nominativement désignées.

Mais dans son article 4, ce décret donnait législativement aux congrégations le droit de se faire reconnaître. Art. 4. « Aucune agrégation ou association
« d'hommes ou de femmes ne pourra se former à l'ave-
« nir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait
« été formellement autorisée par un décret impérial,
« sur la vue des statuts et règlements selon lesquels
« on se proposerait de... etc. »

Enfin dans son article 5 il consacrait l'existence légale d'un certain nombre d'associations existant en fait depuis longtemps, art. 5. « Néanmoins les agrégations

connues sous le nom de Sœurs de la Charité, de Sœurs « Hospitalières, de Sœurs de Saint-Thomas, de Sœurs « de Saint-Charles et de Sœurs Vatelottes, continueront « d'exister en conformité des arrêtés des 1^{re} *Nivôse* « *an IX*, 24 *Vendémiaire an XI*, et des décisions des « 28 *Prairial an XI* et 22 *Germinal an XII*, à la « charge pour les dites agrégations, de présenter, « dans le délai de 6 mois leur statuts et règlements, « pour être vus et vérifiés en Conseil d'Etat, sur le « rapport du conseiller d'Etat chargé de toutes les « affaires concernant les Cultes ».

Toutes autres associations fondées en violation de ces règles devaient être dissoutes par les soins des procureurs généraux. Bien que ce décret maintint en principe la législation antérieure, il y faisait cependant une large brèche. « Toutes congrégations, sont et demeurent supprimées, aucune association de ce genre ne pourra être formée à l'avenir », disait la loi de 1790, et répétait après elle celle 1792. On ne tenait plus compte de l'interdiction de rétablir de tels ordres à l'avenir ?

Aussi quatre points importants ressortent du décret de Messidor an XII.

1^o Faculté pour le gouvernement d'autoriser l'existence de certaines Congrégations.

2^o Interdiction absolue de toutes les Congrégations non autorisées.

3° Faculté pour le Gouvernement de les dissoudre et d'en disperser les membres.

4° Faculté d'exercer des poursuites contre les délinquants.

Nous reprendrons ces divers points en examinant les Congrégations non autorisées.

Sous l'empire des dispositions législatives nouvelles, plusieurs congrégations d'hommes furent autorisées. Parmi elles nous pouvons citer : Les Trappistes du Mont Saint-Bernard, du Mont Genève, de la Grande Chartreuse, et à Paris les trois associations religieuses de Saint-Lazare, des Missions Etrangères et du Saint-Esprit.

Cependant un décret du 26 septembre 1809 révoqua trois décrets précédemment rendus et portant établissement ou confirmation de prêtres pour les Missions Etrangères, et notamment celui du 7 prairial, an XII, concernant une association de prêtres séculiers qui, sous le titre de prêtres des Missions Etrangères, seront chargés de missions hors de France, et du 2 germinal, an XIII, qui autorisait les missions connues sous le nom de Missions Étrangères, et du Séminaire du Saint-Esprit, ainsi que tous autres décrets rendus par suite et en exécution de ceux ci-dessus énoncés (1).

Le Gouvernement ne voulait plus accorder la reconnaissance légale à d'autres établissements reli-

1. Béquet-Dubief. *Répertoire de Droit Administratif* V° Cultes t. II, p. 282.

gieux d'hommes que ceux chargés du service des Montagnes. Aussi dans les années qui suivirent ne trouvons-nous que les Frères de la Doctrine Chrétienne (1), reconnus dans le décret de 1808 sur l'Université qui aient fait exception à cette règle.

Napoléon, rêvait de réunir toutes les associations religieuses et de les soumettre à un régime commun.

Il voulut commencer par les Congrégations de Femmes.

« Toutes les Hospitalières de l'Empire, toutes les
« sœurs du Refuge et, toutes les Enseignantes devaient
« former une vaste unité sous la présidence de Madame-
« Mère et sous la direction du Gouvernement.

« Cette pensée a donné naissance au Décret du 18
« février 1809, relatif aux Hospitalières, et au Décret
« du 26 décembre 1810, relatif aux sœurs du Refuge.
« Les sœurs enseignantes devaient aussi faire l'objet
« d'un règlement général. Il ne fut jamais rendu » (2).

Ces décrets sont intervenus à la suite de la convocation faite à Paris sous la présidence de Madame-Mère et du Cardinal Fesch, d'un chapitre général des sœurs consacrées au soulagement des pauvres. On lit dans le rapport adressé par Madame-Mère à l'Empereur : « J'ai

1. D. du 17 mai 1808 article 109. « Les Frères des Écoles Chrétiennes seront brevetés et encouragés par le grand Maître qui visera leurs statuts intérieurs, les admettra au serment, leur prescrira un habit particulier et surveillera leurs écoles ».

2. Bequet-Dubief, t. II.

« vu les sœurs de la Charité et des autres établis-
« ments consacrés au soulagement des pauvres. J'ai
« été pleinement satisfaite de ces respectables sœurs ;
« elles m'ont édifiée par leur piété, sans exagération,
« et par cette tendresse véritablement maternelle
« qu'elles portent à leurs enfants adoptifs, les pauvres
« et les malheureux. Il m'a été démontré qu'il est bien
« doux de concourir au bonheur de ces âmes pieuses
« qui, oubliant toujours le bien qu'elles font, ne se sou-
« viennent que de celui qu'elles reçoivent. J'ai reconnu
« que ces précieuses institutions se multiplient heureu-
« sement sur tous les points de l'Empire, que le bien
« qui en résulte pour l'humanité est incalculable, et
« que l'Etat ne saurait leur donner trop d'encourage-
« ment (1) ».

C'est à la suite de ce rapport que furent rendus :
1° Le Décret du 3 février 1808, aux termes duquel une
somme de 182.000 francs était accordée, pour frais de
premier *établissement*, à dix-neuf principales congré-
gations, qui devaient également *recevoir*, à l'avenir,
une subvention annuelle sur les fonds de l'Etat ; 2° le
Décret du 18 février 1809, qui posa les conditions
auxquelles ces congrégations seraient légalement re-
connues.

Des services indiscutables avaient été rendus sous

1. Rapport de Madame-Mère à l'Empereur. *Moniteur* de jan-
vier 1808. Voir *Calmette adm. temp. des Congrégations*, pages
16 et 17.

l'Empire dans les hôpitaux, et dans le service de l'instruction primaire par les Congrégations, et la législation de 1809 était insuffisante.

Aussi, avec la Restauration, avec l'esprit de réaction qui se manifeste à cette époque, voyons-nous les Congrégations revenir en faveur.

Les établissements de Saint-Lazare des missions étrangères et du Saint-Esprit supprimés par le Décret du 26 septembre 1809 furent rétablis par les ordonnances des 2 mai 1815 et 3 février 1816. Une ordonnance du 2 avril 1816 accorda un secours annuel aux Lazaristes et aux prêtres du Saint-Esprit. Enfin la société des Missions de France fut autorisée par l'ordonnance du 25 septembre 1818.

Il semble qu'une ère de prospérité s'ouvre pour les établissements religieux, après les jours sombres de la Révolution et les temps difficiles de l'Empire.

La loi du 2 janvier 1817 votée sous l'influence de l'abbé de Montesquiou, et de Lally-Tollendal vint consacrer la capacité civile des associations religieuses légalement établies.

Cette loi générale dans son application, fut complétée par une Ordonnance des 2-14 avril de la même année.

Une loi était nécessaire pour reconnaître la congrégation, lui donner la capacité civile et lui accorder par suite la faculté d'acquérir à titre gratuit ou onéreux.

Mais cette loi était trop générale, elle s'appliquait

à tous les établissements religieux, et ne s'occupait de leur capacité civile qu'au point de vue de leur aptitude à recevoir. « Article 1 : Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra accepter, avec l'autorisation du roi, tous les biens meubles, immeubles et rentes qui lui seront donnés par actes entre vifs, ou par actes de dernière volonté ».

Ce texte renouvelle la prohibition d'aliéner sans autorisation. Article 3 : « Les immeubles ou rentes appartenant à un établissement ecclésiastique seront possédés à perpétuité par ledit établissement et seront inaliénables, à moins que l'aliénation n'en soit autorisée par le roi ».

Mais par suite de sa généralité même cette loi n'avait pas grande signification et une législation spéciale s'imposait, surtout pour les couvents de femmes qui avaient pris en quelques années un excessif développement. Le Décret du 18 février 1809 était en effet insuffisant.

Plusieurs projets furent élaborés devant la Chambre des Pairs, et enfin la loi du 24 mai 1825 vint organiser définitivement la capacité des monastères de femmes.

Elle est intitulée : « *Loi relative à l'organisation et à l'existence légale des congrégations et communautés religieuses de femmes* ». C'est encore la loi organique en la matière, en la combinant avec le Décret-loi du 31 janvier 1852 qu'il a profondément modifiée.

Une circulaire du 17 juillet 1825 en régla l'application.

Nous en étudierons les dispositions diverses avec quelque détail.

Avant d'envisager les congrégations au point de vue civil dans la législation actuelle, qu'il nous soit permis d'indiquer très rapidement les principales dispositions canoniques qui les régissent.

SECTION II. — *Les congrégations au point de vue canonique.*

Comme le pouvoir civil, l'autorité ecclésiastique ne permet pas aux congrégations de s'établir au hasard sans besoin déterminé, et sans autorisation.

C'est un principe de droit canon formulé par Innocent III, renouvelé et canonisé par Grégoire X, qu'aucune congrégation nouvelle, qu'elle soit à vœux solennels ou à vœux simples, ne peut être fondée sans l'autorisation du pape.

Dans le cas où une congrégation se serait établie sans autorisation, les vœux prêtés devraient être considérés comme nuls et l'autorité ecclésiastique serait chargée de la dissoudre.

Avant d'autoriser, le Saint-Siège se fait rendre un compte exact du but que se proposera la société, des ressources qu'elle possède, de celles du pays où elle s'établit. S'il agréé la fondation, il rend un décret d'éloge pour féliciter les fondateurs.

Ce n'est qu'après le fonctionnement de l'Institut pendant un certain temps, quand il a définitivement prouvé sa vitalité, qu'il lui est accordé un décret d'approbation. Ce n'est enfin que plus tard après l'examen attentif des constitutions de l'établissement par le « sacré collège des évêques et réguliers » que l'approbation définitive est donnée par le Souverain Pontife. Et encore elle n'est en général que provisoire et ne devient définitive qu'après un délai de 3 à 5 ans quand le temps a victorieusement démontré la sagesse des constitutions, et la bonne gestion des administrateurs de la communauté.

Les congrégations ainsi approuvées sont sous l'autorité du Saint-Siège qui s'exerce par l'intermédiaire du « sacré collège des évêques et réguliers » (1).

Toute modification aux statuts, toute aliénation, constitution d'hypothèque, emprunts, ne peuvent être opérés sans son autorisation. Il approuve de même l'érection des provinces, l'établissement des noviciats.

Les supérieurs généraux ne peuvent être déposés que par le Pape qui seul peut dispenser les religieux et religieuses des vœux qu'ils ont formés.

Le Saint-Siège peut ordonner la visite de tous les couvents d'hommes et de femmes. Les visiteurs sont armés des pouvoirs nécessaires pour corriger, punir, réformer tous les abus, examiner la régularité, l'ob-

1. Ravelet. *Cond. juridique des Cong. int.*, p. XIX.

servation de la règle, la foi, les mœurs, le culte et l'administration temporelle.

La congrégation « des évêques et réguliers » se fait adresser par les supérieurs généraux tous les trois ans un rapport sur l'état matériel, administratif et disciplinaire de l'Institut, ainsi que sur le nombre et l'éducation des novices.

En dehors de cette surveillance incessante et rigoureuse, les congrégations sont encore soumises à l'autorité de l'évêque diocésain, dans une mesure qui varie selon les privilèges et la nature de la congrégation.

Le curé de la paroisse dont dépend la communauté a certains droits qui lui sont réservés, à moins d'exemption par un indult spécial du Souverain Pontife. Le curé administre le viatique et l'extrême-onction, confesse les religieuses soit à l'église paroissiale, soit à la chapelle de leur établissement. « La communion pascale doit être faite à l'église paroissiale, sauf pour les sœurs qui gardent la clôture ; elles la reçoivent alors à l'établissement ».

Les congrégations religieuses jouissent d'un régime assez libéral, en ce qui concerne leur administration intérieure. Elles sont régies par un supérieur général, un conseil d'administration et un chapitre.

Le chapitre général est élu par les membres de la communauté, il se compose du supérieur général, des supérieurs locaux, de leurs assistants et d'un ou deux religieux élus dans chaque maison de la congrégation.

D'après le concile de Latran il doit se réunir tous les trois ans sous la présidence du supérieur général. L'évêque diocésain préside en qualité de délégué apostolique les chapitres généraux de femmes (1).

Le supérieur général est nommé à l'élection. Les membres votent librement, mais les conditions d'éligibilité sont en général 40 ans d'âge et de 8 ans de profession.

Les pouvoirs du supérieur général, temporaires, durent en général douze ans, il en est ainsi chez les dominicains et les franciscains.

La sacrée congrégation approuve rarement, même dans les communautés de femmes, que ces fonctions soient à vie, elle admet rarement la réélection de la même personne quand les fonctions sont expirées.

Pour l'administration des biens de la communauté et la discipline de ses membres, le supérieur général est assisté d'un conseil composé d'assistants qui sont eux-mêmes élus parmi les religieux ayant un certain âge et un certain temps de profession.

Ce conseil délibère sur les affaires importantes de la Congrégation. Il nomme les supérieurs locaux, décide de la fondation et de la suppression des maisons, et ratifie les contrats passés par le supérieur général à l'occasion des biens de la Congrégation.

1. Ravelet.

2. Ravelet.

3. Ravelet, p. XXII.

Toute religieuse qui entre en religion doit fournir une dot qui varie selon l'ordre auquel elle s'agrège. Ce n'est autre chose qu'un contrat de rente viagère destiné à indemniser la congrégation des charges que la présence d'un nouveau membre lui imposera.

Elle est minime. Plusieurs décrets de la congrégation des évêques et réguliers la fixent à la somme de 1000 à 1500 francs pour les religieuses de chœur, à la somme de 500 à 600 francs pour les conversés.

Cependant elle varie selon les ordres et atteint un chiffre assez considérable chez les religieuses contemplatives.

Il est interdit à la congrégation de dépenser la dot des religieuses sous quelque prétexte que ce soit, même pour *payer les dettes*. Elle doit être versée en argent et placée. La Communauté en devient propriétaire à des moments distincts selon que l'Institut comporte des vœux solennels ou des vœux simples. Dans le premier cas, elle est acquise à la congrégation du jour de la profession de la religieuse, dans le second seulement à sa mort. Si la religieuse pour quelque cause que ce soit sort de l'établissement, elle a droit à la restitution sans intérêts de la dot qu'elle a apportée.

Les hommes en principe n'apportent point de dots, il est défendu à leurs congrégations d'en recevoir.

Les vœux prêtés par les religieux sont simples ou solennels.

Les vœux simples peuvent être formés à 16 ans.

Ils sont temporaires ou perpétuels.

Les vœux solennels étant toujours perpétuels ils ne peuvent en général être formés que trois ans après les vœux simples.

Ce sont toujours les trois mêmes vœux de chasteté, de pauvreté, et d'obéissance que nous avons rencontrés au moyen-âge.

En ce qui concerne les biens des religieux et les conséquences du vœu de pauvreté au regard du droit canon, nous ne pouvons mieux faire, pensons-nous, que citer textuellement Ravelet : « Le vœu de pauvreté
« quand il est simple, n'empêche pas les religieux et les
« religieuses de conserver la nue-propriété de leurs
« biens, ce qu'on appelle le domaine *radical*. Mais
« ils doivent transmettre à d'autres l'administration,
« l'usufruit et l'usage de ces biens. Cette cession peut
« être faite au profit de la congrégation, mais jamais
« les constitutions n'imposent cette obligation. Les re-
« ligieux demeurant nu-propriétaires de leurs biens,
« peuvent, pendant leur profession, les transmettre par
« donations entre vifs et par testament. Novices ils ont
« besoin pour cela de l'autorisation de l'évêque ; reli-
« gieux il semble qu'elle leur soit également né-
« cessaire. L'intervention de leur supérieur ne serait
« pas toujours sans inconvénients, car elle ferait sus-
« pecter leur liberté. Aussi saint François d'Assise
« défend-il à ses religieux sous peine de péché mortel,

« de donner un simple conseil aux novices sur la disposition de leurs biens. Ils doivent consulter des personnes étrangères à l'institut ».

La profession religieuse est, dans tous les cas, précédée d'un noviciat qui dure un ou deux ans. Afin de mieux éprouver leur vocation, les novices doivent être séparés des profès et soumis à un régime spécial.

Le noviciat accompli, la profession prononcée, le novice est admis dans la congrégation. La profession lie à la fois le religieux à la communauté. Celle-ci ne peut plus l'expulser avant que « la sacrée congrégation des évêques et réguliers » n'ait prononcé la dispense de ses vœux. Elle n'est accordée que pour des causes très graves.

A côté des profès, religieux proprement dits, se trouvent les convers. Ce sont les serviteurs attachés à la maison et soumis à la règle, ils prêtent les *vœux*, portent un habit spécial, mais ne peuvent prendre part aux élections, ni assister aux chapitres.

Il nous faut encore signaler « les oblats et oblates » qui peuvent être accueillis par la congrégation. A cause de leur âge, de leur santé, de leurs scrupules de leur ignorance, ce sont des personnes qui ne pourraient observer la règle et qui sont admises avec ou sans vœux. Elles suivent les exercices de la maison, et portent l'habit. Parmi eux peuvent se trouver des gens mariés.

D'après la règle canonique le mariage ne fait pas

obstacle à la profession religieuse, à condition toutefois que les deux époux embrassent en même temps l'état ecclésiastique. On admet cependant que l'un des conjoints peut rester dans le monde s'il s'engage à prêter le vœu de chasteté tout en consentant à la séparation, à condition toutefois que son âge en semble une garantie suffisante. Mais s'il refuse de le prêter en consentant à la séparation, le conjoint qui entre au cloître ne peut faire profession de vie religieuse, et est reçu à titre d'oblat.

Nous venons d'envisager les règles du droit canonique concernant la capacité des moines; voyons quelles sont sur ces divers points les solutions adoptées par la législation civile.

CHAPITRE I

CONGRÉGATIONS AUTORISÉES

SECTION I. — *Congrégations de femmes.*

Peut-être s'étonnera-t-on, qu'au cours de notre travail, nous n'ayons pas encore donné une définition des congrégations religieuses.

Si on nous l'adressait, croyons-nous, ce reproche ne serait pas fondé, car, la définition est une synthèse, et pour la formuler la connaissance des faits est nécessaire : elle est le terme de la science, elle n'en est pas le principe !

C'est la raison pour laquelle nous avons préféré retracer l'histoire des associations religieuses, montrer l'évolution des législations diverses qui les ont régies, avant de les définir.

On entend par congrégations religieuses des agrégations de personnes vivant, soit en commun, soit dispersées, mais suivant une même règle reconnue par l'Eglise, et obéissant à un supérieur général résidant dans l'établissement principal appelé maison mère.

La communauté est une association indépendante de toute autre maison conventuelle et dont les membres vivent toujours en commun, sous la direction d'un supérieur.

Enfin les établissements sont les maisons dépendant d'une congrégation, et distincts de la maison mère.

Les congrégations et communautés sont autorisées ou non autorisées.

Sont autorisées celles qui sont officiellement reconnues par la loi ; les autres ne sont que tolérées par le gouvernement et se trouve ainsi soumises au droit commun des associations.

La sanction de la reconnaissance est pour l'association religieuse l'acquisition d'un véritable état civil. Elle ne peut être dissoute sans l'accomplissement de certaines formalités, elle est apte à acquérir, à paraître en justice, à faire tous actes de disposition entre vifs. Investie de la personnalité civile elle est distincte des membres qui la composent et est assurée de la pérennité.

Toute autre est la condition de la communauté non autorisée, elle forme une association sans personnalité, inapte à accomplir les actes de la vie civile ; précaire dans son existence car sa vie dépend de l'arbitraire du gouvernement. Elle ne peut paraître en justice.

Sans se perdre dans des considérations morales et philosophiques, sans rechercher si l'intervention de l'Etat dans le domaine de la conscience pour limiter

les droits des citoyens qui désirent se réunir dans un but religieux, n'est pas contraire à la déclaration des droits de l'homme ; on peut cependant regretter que le droit public moderne n'ait pas modifié sur ce point les errements de l'ancien régime en donnant à tous le droit de s'associer.

Nous avons longuement étudié cette autorisation préalable en droit romain et dans notre ancienne jurisprudence, ce n'est pas un sujet nouveau. C'est un héritage des temps disparus inscrit dans nos lois par les hommes de la Révolution sur tant de points gardiens jaloux des institutions de l'ancienne monarchie.

Cette reconnaissance légale est nécessaire aux associations religieuses pour les faire jouir des bénéfices de la personnalité juridique. Tant qu'elles ne l'ont pas obtenue, elles ne peuvent invoquer que les droits possédés individuellement par les membres qui les composent. Elles ne sont pas des personnes morales.

Une personne physique, a-t-on dit, tenant son existence de la nature, sa capacité, attribut essentiel de l'existence, naît avec elle. La loi n'intervient que pour lui en assurer la garantie. Pour elle la capacité est la règle, l'incapacité l'exception.

Il n'en est pas de même des personnes morales ; êtres fictifs créés arbitrairement par la loi qui leur donne une capacité suffisante pour accomplir leur mission, pour elles l'incapacité est la règle, la capacité l'exception.

Ce sont soit des établissements publics, soit des établissements d'utilité publique.

Il nous est impossible de faire ici la distinction entre ces deux sortes de personnes civiles, cette discussion nous entraînerait trop loin. Qu'il nous suffise de dire que les congrégations doivent être rangées, sans que ce point n'ait jamais été sérieusement contesté dans les établissements d'utilité publique.

Les personnes civiles diffèrent des particuliers notamment en ce que ces derniers quand ils possèdent et acquièrent ne le font pas pour toujours. Leurs biens passent de main en main, ils les aliènent, ils les transmettent à leurs héritiers ; ils n'en est pas de même des personnes morales qui reçoivent mais ne transmettent pas.

Aussi pour empêcher que ces personnes ne constituent un danger pour l'Etat et la prospérité publique, le législateur a soumis leur faculté d'acquérir à titres gratuit et onéreux à des formalités rigoureuses. Une autorisation préalable leur est toujours nécessaire ; elle est généralement donnée par décret en Conseil d'Etat.

Si nous réclamons la liberté d'association, trouvant que l'Etat est toujours suffisamment armé vis-à-vis des agrégations qui se forment dans son sein puisqu'il a la faculté de les dissoudre quand elles constituent un danger public, nous sommes au contraire grandement partisan de l'intervention du gouvernement pour leur

permettre d'acquérir, car l'ordre économique et l'intérêt des familles sont en ce cas intéressés.

Nous nous occuperons plus longuement de ces questions en traitant des biens des congrégations.

L'autorité compétente en France pour autoriser les sociétés religieuses et spécialement les congrégations et communautés de femmes a varié selon les époques. sous l'empire du décret du 3 Messidor de l'an XII, un Décret impérial rendu sur le vu de leurs statuts et règlements suffisait pour les reconnaître.

Il en fut ainsi jusqu'à la loi du 2 janvier 1817.

De telle sorte que toutes les associations religieuses qui, antérieurement au 2 janvier 1817, ont été autorisées, soit sous l'Empire par un décret, soit sous la Restauration par une ordonnance, sont régulièrement reconnues et jouissent de tous les avantages de la personnalité civile.

C'est une question discutée de savoir si la loi du 2 janvier 1817 a substitué à l'autorisation par ordonnance la nécessité d'une loi. Nous l'examinerons plus loin à propos des congrégations d'hommes.

C'est en effet pour ces dernières qu'elle a seule de l'importance aujourd'hui, pour les associations de femmes, la loi du 24 mai 1825, et le décret du 31 janvier 1852 ayant donné des solutions précises.

« Le Gouvernement, embarrassé lui-même par l'interprétation de la loi de 1817, se borna à concéder par ordonnance des autorisations provisoires. Aussi

la plupart de ces associations ont après la loi de 1825 fait régulariser leur situation, et transformer leur autorisation de provisoire en définitive » (1).

Pour déterminer les conditions de l'autorisation nécessaire aux congrégations de femmes, nous devons nous référer à la loi de 1825, qui est encore organique en la matière, mais il convient de tenir un grand compte du décret du 31 janvier 1852 qui l'a modifiée en de nombreux points. Comme le disait justement le ministre des Cultes dans son Instruction du 8 mars 1852, sur l'exécution de ce décret « Il tranche les difficultés qui s'étaient élevées dans l'application des articles 1 et 2 de la loi de 1825; il explique et complète les articles et il en fixe le sens pour l'avenir ; rendu d'ailleurs sous l'empire de la Constitution du 14 janvier 1852, ce décret a force de loi ».

Pour les congrégations de femmes aux termes de la loi de 1825 et du décret de 1852, un décret en général suffit pour opérer la reconnaissance légale, une loi n'est qu'exceptionnellement nécessaire.

Les associations religieuses sont autorisées par un décret dans les cas suivants :

1° Lorsqu'elles déclarent adopter, quelle que soit l'époque de leur fondation, des statuts déjà vérifiés et enregistrés au Conseil d'Etat, et approuvés pour d'autres congrégations ou communautés religieuses.

1. Ravelet, p. 9.

2° Lorsqu'il est attesté par l'évêque diocésain que les associations qui présentent des statuts nouveaux, existaient antérieurement au 1^{er} janvier 1825 ;

3° Lorsqu'il y a nécessité de réunir plusieurs communautés qui ne peuvent plus exister séparément.

4° Lorsqu'une association religieuse de femmes après avoir été d'abord régie par une supérieure locale, justifiera qu'elle était réellement dirigée, à l'époque de son autorisation par une supérieure générale, et qu'elle avait formé à cette époque des établissements sous sa dépendance ;

5° Lorsqu'une association à supérieure générale sollicite l'autorisation de fonder un établissement de religieuses de son ordre, ou la reconnaissance légale d'un établissement déjà créé.

Reprenons en détail ces divers cas, en indiquant sommairement la marche à suivre et les pièces à produire pour obtenir cette reconnaissance.

Formalités à remplir par une association religieuse, qu'elle que soit sa date de fondation, déclare adopter des statuts déjà approuvés par le gouvernement.

Toute communauté ou congrégation pour se constituer doit avoir des statuts. Ce sont les règles écrites qui forment la base de toute association. C'est l'acte fondamental sur lequel toute l'attention doit se porter puisqu'il détermine le but que poursuivra l'établissement après sa reconnaissance.

Soumis d'abord à l'autorité diocésaine qui vérifie s'ils sont conformes à la règle canonique, les statuts doivent ensuite être expressément approuvés par le gouvernement.

Ils ne doivent pas contenir de nombreux détails. On y doit indiquer clairement si l'association poursuit la reconnaissance comme *communauté* ou comme *congrégation*.

On y trouve indiqué le mode de nomination des supérieures et dignitaires ; ainsi que la quotité de la dot à apporter, et la déclaration que la nouvelle association sera soumise pour le temporel aux tribunaux civils et pour le spirituel à la juridiction de l'ordinaire.

Il n'y a plus de ces exemptions de juridiction que nous avons rencontrées dans l'ancien régime. On ne peut plus aller au pape sans passer par l'intermédiaire de l'évêque.

Pour éviter toute difficulté à propos des biens des religieuses on a coutume d'insérer dans les statuts la disposition suivante : « Chaque sœur conserve la propriété et l'administration des biens qui lui appartiennent et de ceux qui pourraient lui survenir par succession ou autrement ; elle peut en disposer conformément aux lois (1) ».

1. Calmette, *De l'administration temporelle des Congrégations*, pages 50-51.

La brièveté claire et précise sur tous les points fondamentaux est la qualité principale des statuts.

Les règlements concernant la discipline intérieure échappent complètement à la compétence du gouvernement. L'évêque Diocésain doit seul en connaître, il est chargé de les approuver.

Les statuts d'un institut religieux peuvent être modifiés, à condition toutefois que les modifications ne portent que sur des points de détail, et ne touchent en rien au but fondamental de l'institution.

Un décret suffit pour autoriser de simples modifications aux statuts des associations religieuses autorisées.

On doit produire :

1° La délibération du conseil d'administration de l'association faisant connaître les causes et la nécessité de la modification projetée.

2° La copie des statuts déjà approuvés.

3° La copie des statuts modifiés; elle doit être signée par *toutes les religieuses* et approuvée par l'*évêque diocésain*.

4° L'avis de l'évêque.

5° L'avis du préfet en forme d'arrêté.

Les congrégations déjà reconnues étant nombreuses, il sera facile à une association nouvelle de trouver des statuts antérieurement approuvés.

En déclarant les adopter elle échappera aux lenteurs qu'entraînent toujours la préparation d'une loi.

La demande en reconnaissance légale formulée sur

papier timbré (art. 12 tit. II. Loi du 13 Brumaire an VII) doit faire connaître « le but de l'association, l'époque
« précise et le lieu de sa fondation, le nombre de ses
« membres, et si elle désire être reconnue comme con-
« grégation, le nombre et la résidence des établis-
« sements de son ordre qu'elle aurait déjà fondés. Cette
« demande doit être signée pour tous les membres de
« l'association.

« On doit produire à l'appui :

« La copie des statuts que l'association déclare adop-
« ter, avec mention de la date de leur enregistrement
« au Conseil d'Etat, et déclaration de leur adoption sans
« aucune modification. Cette déclaration signée de tous
« les membres de la nouvelle association religieuse,
« doit être accompagnée de l'approbation de l'évêque
« diocésain ;

« L'état de l'actif et du passif de l'association faisant
« ressortir ses recettes et ses dépenses annuelles. In-
« diquer si l'association est propriétaire ou locataire
« des immeubles qu'elle occupe. (1) »

L'actif de l'association comprend la valeur et le re-
venu annuel des biens, meubles et immeubles qu'elle
possède (bâtiments, terres, rentes, actions industriel-
les etc).

On inscrit au passif le montant des dettes, les dé-
penses pour la nourriture, l'entretien des membres de
l'association, les honoraires du médecin etc.

1. Avis du Conseil d'Etat. (31 janvier 1840).

La balance est établie, et l'état est certifié sincère et véritable par la supérieure de la communauté ou congrégation (1).

Le dossier ainsi formé est transmis avec le consentement de l'évêque au préfet qui le fait compléter selon les dispositions contenues dans la circulaire ministérielle du 8 mars 1852.

Il y fait notamment annexer le procès-verbal de l'enquête *de commodo* faite dans le lieu où la congrégation ou communauté désire s'établir, l'avis du Conseil municipal et même l'avis du sous-préfet. Il transmet ensuite ces diverses pièces en y joignant son avis au ministre compétent.

Les formes de l'enquête ne sont pas déterminées.

Quant à l'avis du Conseil municipal il n'est que CONSULTATIF, il doit autant que possible indiquer si l'établissement à autoriser présente des avantages pour la commune, et s'il ne sera pas à charge à ses habitants. Le Conseil d'Etat dans un avis du 31 mai 1836 considère l'avis FAVORABLE du Conseil municipal comme nécessaire à l'établissement d'une congrégation.

Aucun texte, ni la loi de 1825, ni le décret 1852 n'exigeant cet avis, nous ne saurions suivre le Conseil d'Etat sur ce terrain. Convaincu que dans cette circonstance il fait des dispositions législatives, une interprétation erronée, en fausse l'esprit et commet ainsi un véritable excès de pouvoir.

1. *Instruction ministérielle*, mars 1852.

Pour donner à ses prétentions quelque apparence de vérité, le « comité de l'Intérieur du Conseil d'Etat » dans cet avis du 31 mai 1826 invoquait les dispositions de l'édit de décembre 1659, exigeant le consentement des habitants et l'article 3 de la loi du 24 mai 1825 qui demande l'avis du conseil à l'appui de la requête.

Il semble assez bizarre d'invoquer ici les pratiques de l'ancien régime et l'édit de 1659. La législation a été complètement remaniée en cette matière, et l'article 3 de la loi de 1825 nous donne raison, puisqu'il exige l'avis, et non l'assentiment du conseil municipal.

L'autorisation accordée, le décret doit être promulgué dans la quinzaine au *Bulletin des lois*. Cependant un retard dans l'insertion n'entraînerait pas déchéance.

Quand, une association religieuse justifiant de son existence de fait antérieurement au 1^{er} janvier 1825, présente des statuts nouveaux, elle peut être autorisée par décret. Ce principe maintenu par la loi de 1825 a été consacré par le décret de 1852.

La demande en reconnaissance formulée comme nous l'avons précédemment indiqué doit préciser la date de la fondation de fait. Une déclaration écrite de l'évêque diocésain doit y être jointe pour certifier le bien fondé de cette affirmation.

1. Ravelet, p. 13, *op. cit* en ce sens

Ce que l'évêque certifie c'est l'institution canonique de la communauté ou congrégation. En effet ces dernières auraient pu se fonder avant le 1^{er} janvier 1825 sans recevoir l'institution canonique, et s'occuper d'œuvres charitables ou de bienfaisance. Elles ne rentrent pas dans les conditions exigées pour obtenir la reconnaissance.

Il peut se faire qu'une communauté ou congrégation, par suite de la diminution de ses membres, ou pour tout autre motif, n'ayant plus les ressources pécuniaires indispensables pour se soutenir, se trouve dans la nécessité de se réunir à une autre de règle analogue consentant à l'admettre dans son sein.

Pour opérer cette union il y a lieu de produire :

1^o La délibération du conseil d'administration de chaque communauté, contenant les motifs qui les empêchent de subsister séparément et la demande de réunion à une autre congrégation désignée.

2^o Le consentement de l'évêque, ou des évêques diocésains, si les communautés sont établies dans des diocèses différents ;

3^o Une copie des statuts de chaque communauté ;

4^o L'engagement contracté par toutes les religieuses de se conformer aux statuts que suivra la communauté après la réunion ;

5^o L'état du passif et l'actif de chaque communauté. On y joint un état spécial constatant la nature, l'ori-

gine et la valeur estimative des biens qui appartiennent à chacune d'elles ;

6° Le procès-verbal de l'enquête administrative faite sur le projet de réunion dans chacune des communes où les établissements sont situés ;

7° L'avis du Conseil municipal de chacune des communes ;

8° L'avis du sous-Préfet ;

Le dossier ainsi constitué est transmis avec son avis par le préfet au ministre des cultes.

Quand une association à supérieure locale veut se faire ériger en congrégation, elle se trouve dans l'un des deux cas suivants :

1° Ou, lors de sa reconnaissance légale comme communauté, elle était déjà instituée canoniquement comme congrégation ;

2° Ou d'abord instituée canoniquement et légalement comme communauté, elle a été postérieurement instituée canoniquement comme congrégation, et demande à ce que le gouvernement confirme la reconnaissance canonique.

Un décret dans les deux cas est suffisant, le but de l'association est resté le même. Toute difficulté disparaîtrait d'ailleurs devant la déclaration de l'autorité spirituelle.

L'Institut devra produire les mêmes pièces que pré-

1. Calmette, ouv. cité, p. 59-60.

cédemment, sauf toutefois le procès-verbal d'enquête *de commodo* et l'avis du conseil municipal.

Ces formalités sont inutile. Il ne s'agit pas d'une nouvelle association religieuse à autoriser, mais d'une simple modification de statuts.

Bien qu'une congrégation soit légalement reconnue et que ses statuts lui permettent de créer des établissements de son ordre, elle ne peut les fonder sans une autorisation spéciale.

Cette autorisation sera donnée par décret en Conseil d'Etat. Il s'agit en effet de créer une nouvelle personne morale et nous retombons dans la règle générale. C'est à la loi seule qu'il appartient de donner naissance à la fiction de la vie civile.

Elle donne dans ce cas délégation au gouvernement pour agir à sa place.

Aux termes d'un avis du Conseil d'Etat du 24 février 1840, le gouvernement n'autorise un établissement de cette sorte qu'autant qu'il présente des conditions propres à garantir sa durée.

Les pièces à fournir sont les mêmes que celles exigées pour la création d'une communauté ou congrégation, y compris l'avis du conseil municipal, du maire, le procès verbal d'enquête et l'autorisation de l'évêque diocésain (1).

1. Calmette, *op. cit.*, 62, 63 65.

Le décret d'autorisation une fois rendu sur la proposition du ministre des Cultes, le Conseil d'Etat consulté, doit être dans la quinzaine suivante publié au *Bulletin des lois*. Un retard dans la publication n'entraînerait aucune déchéance.

La bienveillance du décret du 31 janvier 1852 à l'égard des congrégations de femmes a supprimé en fait l'intervention du législateur pour autoriser leur fondation.

Théoriquement il n'y a plus qu'un cas ou une loi soit nécessaire, c'est celui d'une communauté qui n'existant pas (même canoniquement) avant le 1^{er} janvier 1825 présenterait des statuts absolument nouveaux à l'autorisation du gouvernement.

Nous n'en connaissons pas d'exemple. Si ce cas venait à se présenter ce serait alors aux Chambres à donner l'autorisation et les pièces à produire pour obtenir la reconnaissance légale seraient les mêmes que celles que nous venons d'indiquer.

Nous avons vu naître et se développer les associations religieuses de femmes voyons quelle est leur fin ; en un mot comment elles meurent.

DISSOLUT IONDES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES DE FEMMES.

Bien que l'autorisation gouvernementale semble donner aux congrégations religieuses la perennité en leur

assurant les bénéfices de la personnalité civile : certains faits peuvent venir interrompre le cours prospère de leur existence.

L'arrêt de mort qui les frappe peut selon les cas venir de l'autorité ecclésiastique ou de l'autorité civile.

Quelquefois elles portent en elles-mêmes le germe de leur dissolution.

Une association religieuse, en effet, peut prendre fin ; par le retrait de l'institution canonique par la révocation de l'autorisation accordée par le pouvoir civil ; ou par suite du manque de religieuses nécessaire pour constituer la congrégation ou communauté.

Envisageons ces diverses hypothèses.

Il est indiscutable que pour des causes très graves, en observant la procédure canonique, l'évêque diocésain pourrait prononcer la suppression d'une communauté ou congrégation religieuse précédemment approuvée.

Un avis du « Comité de l'Intérieur du Conseil d'État du 25 avril 1854 considère qu'une telle suppression prononcée par l'autorité ecclésiastique contre un établissement reconnu par le Gouvernement ferait un excès de pouvoir et pourrait donner lieu à un recours d'abus devant l'assemblée générale du Conseil d'État (1)

1. Nous empruntons les détails suivants à Ravelet *ouv. cit.* page 149 et suivantes

Le ministre de l'Instruction publique et des Cultes a développé cette thèse en 1858.

« La communauté des sœurs hospitalières de la Charité de Notre-Dame, desservant l'hôpital de S., avait été reconnue par décret du 14 décembre 1810.

Le 30 septembre 1850, une décision épiscopale en prononça la dissolution canonique ; la plupart des religieuses se retirèrent dans leurs familles, et des secours viagers furent alloués aux sœurs indigentes par un arrêté préfectoral du 13 septembre 1853. Plus tard, la communauté se reconstitua avec l'autorisation de l'évêque, dans un autre quartier, dans une maison lui appartenant, et elle changea un peu le but de son institution. Elle demanda une nouvelle autorisation au Gouvernement. Le préfet crut qu'elle n'en avait pas besoin. Le ministre des Cultes consulté à ce sujet fut du même avis, considérant que le retrait d'autorisation canonique n'était qu'une suspension de la vie civile de la congrégation, et que la loi seule pouvait lui retirer les bénéfices de l'existence civile que la loi lui avait donnés ».

Ravelet qui rapporte cet exemple considère « cette opinion du ministre des Cultes comme inadmissible ». A son sens « l'autorisation du Gouvernement ne soustrait pas les congrégations religieuses à la juridiction de leurs supérieurs hiérarchiques. Au contraire la loi elle-même exige que l'évêque soit consulté sur tous les actes qui les concernent... Il en conclut : « que la ré-

vocation de l'institution canonique, priverait du même coup cette congrégation de la personnalité civile et de tous les bénéfices de son autorisation par le Gouvernement ».

Nous ne saurions être de son avis. Nous nous rangeons complètement à l'avis du comité de l'Intérieur et à l'opinion émise par le ministre des Cultes en 1858 : La loi n'a nullement entendu subordonner l'une à l'autre les deux autorités civile et religieuse, et ce que le gouvernement a fait en accordant à la congrégation la personnalité civile, lui seul peut le défaire en opérant le retrait de l'autorisation.

Les deux autorités sont absolument indépendantes l'une de l'autre.

Si, en fait, le retrait de l'institution canonique amène la dissolution de l'association religieuse, en droit elle n'en reste pas moins autorisée. Et nous n'imaginons pas, que dans de telles circonstances la dévolution des biens prévue par l'article 7 de la loi du 24 Mai 1825 puisse avoir lieu.

La retrait de l'institution canonique n'est qu'une suspension, une « sorte de paralysie dans l'existence civile des communautés autorisées » comme le disait justement le ministre des cultes dans l'opinion que nous avons rapportée.

2° L'autorité civile peut dissoudre la congrégation en lui retirant la reconnaissance légale qu'elle lui avait

précédemment accordée par application de l'article 6 de la loi du 24 mai 1825.

« L'autorisation des congrégations religieuses de femmes ne pourra être révoquée que par une loi.

« L'autorisation des maisons particulières dépendant
« de ces congrégations ne pourra être révoquée qu'a-
« près avoir pris l'avis de l'évêque diocésain et avec
« les autres formes prescrites par l'article 3 de la pré-
« sente loi ».

Aussi il convient de distinguer deux cas.

1° S'il s'agit de retirer l'autorisation à une congrégation, ou à une communauté indépendante, une loi est nécessaire. Et il n'y a pas lieu de distinguer si l'autorisation a été accordée ou non par décret. C'est un fait extrêmement grave que cette dissolution. Des tiers ont pu passer des contrats avec l'Institut religieux la dissolution en amène la rupture. De plus la situation des religieuses est lamentable, elles ne peuvent plus suivre la règle qu'elles ont choisie, la perturbation la plus profonde de leur existence a lieu, elles sont sans maison, sans asile où se réfugier.

Toutes ces considérations ont été d'un grand poids dans l'esprit du législateur pour décider qu'une loi seule pourrait opérer le retrait d'autorisation.

Les mêmes inconvénients n'existant pas pour un établissement dépendant d'une congrégation, un décret suffit dans tous les cas.

On ne saurait, en effet, mettre en avant que les re-

ligieuses se trouveront, dans ce cas, sans asile, puisqu'après la dissolution il leur sera toujours loisible de se retirer à la maison mère.

L'avis de l'évêque et celui du conseil municipal devraient être demandés, et une enquête *de commodo et incommodo* ordonnée.

Dans l'hypothèse où une commune aurait fait des sacrifices pour l'établissement d'une communauté dans son sein ; où des donateurs ou ayants-cause auraient la faculté de réclamer le bénéfice du droit ouvert à leur profit par l'article 7 de la loi de 1825, il serait nécessaire que ces divers intérêts soient mis en demeure de se faire connaître avant que la dissolution puisse être prononcée. Sans distinguer si le retrait de l'autorisation a lieu d'office, ou est demandée par les membres de cette association (avis du Conseil d'Etat, 3 octobre 1837) (1).

Quand la suppression a lieu par une loi dans le cas de congrégation ou de communauté indépendante, la loi de 1825 ne précise pas les formalités qui doivent la précéder.

Le législateur n'est lié que par les formes constitutionnelles ; mais il est bien certain qu'il ne prendra pas une décision aussi grave sans s'entourer de tous les renseignements nécessaires pour statuer en connaissance de cause.

1. Calmette, *op. cit.*, p. 69.

2. Gaudry. *Traité des cultes*, t. II. *Communautés religieuses*.

En dehors de la révocation expresse de la communauté ou congrégation, soit par l'autorité civile, soit par l'autorité ecclésiastique, la dissolution peut être provoquée par *défaut de religieuses*.

L'article 7 de la loi du 24 mai 1825 prévoit ce cas d'extinction ; il règle dans ces circonstances le sort des biens, mais il n'indique pas clairement à quel signe on reconnaîtra cette dissolution. Le Conseil d'Etat n'admet pas l'extinction de fait d'une congrégation, tant qu'il existe des religieuses. Calmette est d'un avis contraire.

« Qu'arriverait-il si toutes les religieuses abandon-
« naient en même temps la maison ? Il est certain
« qu'elle serait anéantie de fait ; elle ne le serait pas
« de droit. Ainsi il n'est pas douteux que l'évêque n'ait
« la faculté de recevoir de nouveaux membres de l'é-
« tablissement, soumis aux mêmes règles et jouissant
« des mêmes avantages ».

Nous ne sommes pas absolument partisan de cette doctrine et de la distinction qu'elle propose entre la dissolution de fait et la dissolution de droit.

Il nous semble que si la dissolution de fait se prolonge un certain temps elle doit être considérée en pratique comme ayant entraîné la dissolution de droit. On ne saurait admettre qu'une communauté éteinte de fait vînt se reconstituer 30 ans 40 ans après, sans avoir besoin de solliciter une nouvelle autorisation. Nous nous rallions complètement sur ce point à la jurisprudence du Conseil d'Etat et nous considérons

que le seul criterium de l'extinction de fait est « le défaut de religieuses ».

La loi de 1825 règle longuement dans son article 7 le sort des biens de la congrégation en cas de dissolution ou d'extinction : quand une association est dissoute, pour connaître le sort des biens il faut distinguer : s'il s'agit d'un établissement particulier dépendant d'une *congrégation* ou d'une *communaute indépendante*.

Dans le premier cas les biens reviennent à la maison mère. Ils ne peuvent être valablement revendiqués par les héritiers du donateur sous le prétexte que la maison donatrice est éteinte. En faisant sa libéralité, le donateur n'ignorait pas en effet que dans une congrégation la maison particulière est une partie du corps social et que la maison mère est le principe et la vie de toutes ces maisons.

L'établissement particulier cessant d'exister, l'association n'en subsiste pas moins.

Il en sera donc toujours ainsi sauf disposition contraire prise par le bienfaiteur dans l'acte de donation.

Cette clause n'ayant rien de contraire à l'ordre public devrait être respectée.

Que décider en cas de dissolution quand il s'agit d'une communauté indépendante ? Fondée pour la vie en commun, elle ne pouvait être assimilée à une société civile formée dans un but de lucre en vue d'intérêts matériels, aussi ne pouvait-on admettre le partage des biens entre les associés. Ils ont en effet été

constitués pour atteindre un but religieux. La société en est propriétaire, ses membres n'en ont que la jouissance.

Aussi l'article 7 décide-t-il : les membres de l'association dissoute ont droit à une pension alimentaire qui doit être prélevée : 1° Sur le produit des biens acquis à titre onéreux; 2° Subsidiairement, sur le produit des biens acquis à titre gratuit, lesquels dans ce cas ne font retour aux familles des donateurs ou testateurs, qu'après l'extinction desdites pensions. Cette pension est pour les religieuses un droit, et non une *allocation de faveur*.

« A l'égard des biens donnés ou légués, s'il existe
« des donateurs, ou des héritiers du donateur ou
« testateur, au degré successible, ils rentrent dans
« les biens donnés ou légués par droit de retour. Cette
« disposition est de toute justice et devrait même être
« suppléée par l'application des principes ordinaires de
« la loi, car le non accomplissement des conditions de
« la donation ou du testament en entraîne la révoca-
« tion (C. C. art. 953 et 1046).

Après ces prélèvements, les biens sont dévolus de plein droit, moitié aux établissements *ecclésiastiques*, et moitié aux hospices du *département* du siège de la communauté.

La dévolution des biens étant ainsi réglée par la loi de 1825 fait pour les communautés religieuses échec

au droit commun qui attribue à l'Etat les biens vacants et sans maître (Art. 539 713, Code civil). On ne saurait donc soutenir comme quelques-uns l'ont prétendu que le gouvernement puisse avoir un intérêt fiscal à la suppression des Communautés.

SECTION II. — *Du régime intérieur des congrégations de femmes.*

Nous savons comment elles naissent et comment elles meurent, préoccupons-nous de leur existence en étudiant deux points principaux.

1° Leur régime intérieur ;

2° Le contrat d'entrée en religion et la capacité civile des religieuses.

1° Régime intérieur.

Il serait illusoire de prétendre ramener à un type unique, les statuts des diverses congrégations et communauté. Leur variété est, en effet, très grande et nous nous contenterons de signaler les règles générales inscrites dans la plupart d'entre eux.

A la tête de l'Association est placée une supérieure générale, ayant une action immédiate sur toutes les maisons qui en dépendent, s'il s'agit d'une congrégation, et une supérieure locale s'il s'agit d'une communauté indépendante. La Supérieure a le droit de régle-

menter la discipline intérieure et de faire tous actes nécessaires à l'administration des biens. Aux termes de l'article 3 de l'Ordonnance du 2 avril 1817, elle achète, vend, accepte, transige, etc., avec l'autorisation du Gouvernement et après l'accomplissement des formalités que nous verrons par la suite. Elle a sur les membres de l'Association les pouvoirs les plus étendus ; elle peut leur retirer les fonctions dont elle les a chargés, les faire passer d'un établissement dans un autre, leur donner des ordres dans la limite de la règle et de la morale.

Les supérieures des congrégations et communautés religieuses de femmes sont nommées à l'élection.

Le Pape pourrait les nommer directement, mais il n'use pas de son droit.

La religieuse, pour voter, doit avoir fait profession et faire partie des « religieuses de chœur » ; les converses n'ont pas entrée au corps électoral.

L'élection se fait sous la présidence de l'évêque ou, à son défaut, d'un ecclésiastique commis par lui. Le vote est secret.

Pour être élue la supérieure, aux termes des canons du Concile de Trente, doit avoir quarante ans d'âge et huit ans de profession. Un indult papal peut abaisser la condition d'âge à trente ans et la durée de la profession à cinq.

La supérieure est rarement élue à vie. Les statuts de chaque ordre déterminent la durée de ses fonctions.

Elles sont en général de six ans. Une dispense de l'Ordinaire est indispensable pour que la même personne soit réélue.

Dans chaque établissement dépendant de la Congrégation, une supérieure locale représente la supérieure générale. Son mode de nomination varie selon les statuts. Quelquefois élue, elle est en général nommée par la supérieure générale en Conseil d'Administration.

La nomination de la supérieure n'a pas besoin d'être approuvée par le Gouvernement. Elle doit néanmoins lui être notifiée, à cause des rapports fréquents qu'il est appelé à avoir avec la Congrégation ; aussi notification en est-elle faite au Ministre des Cultes (1).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Près de la supérieure générale ou locale est presque toujours placé un Conseil d'Administration chargé de donner son avis et de l'assister dans l'administration spirituelle et temporelle de l'Association.

Il est composé sous la présidence de la supérieure : de conseillères, d'assistantes, de la maîtresse des novices et dans quelques ordres de la sœur tourière plus spécialement chargée des rapports avec le public. Une des religieuses faisant partie du conseil remplit les fonctions de trésorière.

1. En ce sens, Ravelet, *op. cit.*, page 23.

Le conseil est élu dans les conditions déterminées par les statuts

Bien qu'aucun texte législatif n'ait expressément reconnu le conseil d'administration, certains cependant s'y réfèrent et le visent.

Nous le trouvons mentionné dans l'instruction ministérielle du 29 janvier 1831 rendue pour l'exécution de l'ordonnance du 14 du même mois, et dans celle du 8 mars 1852 rendue en exécution du décret-loi du 31 janvier précédent.

Il résulte de ce qui précède qu'une mission assez importante au point de vue temporel est dévolue au conseil d'administration. Il serait à souhaiter qu'un décret en déterminât l'exact fonctionnement, et en fixât les jours de réunion. La supérieure devrait être tenue de rendre mensuellement compte de sa gestion devant son conseil. Nous désirerions de plus que pour faciliter « la surveillance que doit exercer l'évêque diocésain sur l'administration temporelle des associations religieuses, il fût tenu, en exécution de l'article 20 (1) de l'instruction ministérielle du 17 juillet 1825, par les soins de la trésorière, un registre sur lequel seraient

1. Inst. ministérielle du 7 juillet 1825.

Art. 20. Les livres de chaque établissement où seront inscrits tous actes, délibérations, comptes en recettes et dépenses, quelque sur papier non timbré, seront cotés et paraphés par la supérieure, et tenus sans lacune.

transcrites, successivement et avec le plus grand soin, toutes les délibérations prises par le conseil d'administration »

Nous ajouterons de plus qu'avec un registre aussi rigoureusement tenu, les congrégations échapperaient difficilement à la perception du droit d'accroissement et à l'impôt de 4 0/0 sur le revenu. Le fics se le ferait représenter, et, on éviterait ainsi les taxations arbitraires toujours regrettables (1).

Mais les réformes les plus simples sont bien souvent les plus longues à venir, aussi n'exprimons-nous qu'un desideratum sans espoir qu'il se change en réalité. Il ne suffirait pourtant que de tenir la main à la mise en pratique de la décision ministérielle de 1825.

Les communautés et congrégations de femmes situées en France sont aux termes du droit canon soumises à la juridiction de l'ordinaire. Le droit civil exige la même subordination (2). Elle doit même être formellement exprimée dans les statuts. « Il ne sont approuvés par le Conseil d'Etat et enregistrés dans la forme des bulles d'Institution canonique, que s'ils contiennent la clause que la congrégation est soumise dans les choses spirituelles à la juridiction de l'Ordinaire ». Cette juridiction s'étend non seulement sur la

1. Calmette, *ouv. cité*, p. 31.

2. Article 18 du décret du 18 février 1809 rappelé loi du 24 mai 1825. Loi 24 mai 1825, art. 2.

maison mère, mais encore sur les établissements qui en dépendent.

En vertu de cette soumission, l'évêque a le droit de visiter les religieuses malgré la clôture toutes les fois qu'il le juge opportun.

Il approuve l'admission des membres nouveaux et l'exclusion des anciens ; mais il ne pourrait accorder la dispense des vœux, celle même des vœux simples est réservée au Saint-Siège.

L'évêque nomme les confesseurs pour un temps qui ne dépasse pas trois ans. Il a le droit de nommer le médecin, mais il n'use pas de cette faculté.

Cependant, l'évêque ne pourrait pas s'occuper du gouvernement intérieur de la maison. La supérieure étant canoniquement seule compétente pour régler la discipline et choisir les fournisseurs.

Le rôle de l'évêque se borne au contrôle général.

SECTION III. — *Contrat d'entrée en religion.*

DES VŒUX

Le droit canon exige que l'entrée en religion soit précédée d'un certain nombre d'actes destinés à éprouver la vocation de la postulante.

« La première épreuve est la postulation, durant laquelle on recueille sur la postulante diverses informations nécessaires : le nom de ses parents, le lieu de sa naissance, la nature de sa conduite antérieure,

« les motifs qui déterminent son entrée en religion. »

La durée de la postulation varie selon les instituts religieux, elle est fixée par les statuts.

A son expiration, la postulante entre au noviciat. La durée en est de même fixée par les statuts et varie selon les ordres de un à deux ans.

Dans notre ancien droit, nous avons vu que la loi religieuse et l'autorité civile étaient d'accord sur ce point : le Concile de Trente et l'Ordonnance de Blois fixant à une année au moins le temps de noviciat.

Par le fait même de leur reconnaissance légale, les associations religieuses sont autorisées à fonder des noviciats dans leur sein : mais la loi civile leur « interdit de recevoir aucune novice si elle n'est majeure, ou si ses parents n'ont expressément consenti à son entrée en religion (1).

Après le noviciat vient la profession, les articles 7 et 8 du décret du 18 février 1809 interdisent aux novices de contracter des vœux si elles n'ont seize ans accomplis ; si la jeune fille n'est pas majeure, ils ne sont valables que pour une année passé vingt-et-un ans ils peuvent être contractés pour cinq ans.

La religieuse mineure ne peut émettre les vœux

1. Calmette, p. 33. En ce sens, Ravelet, p. 42. Le consentement nécessaire des parents date de notre ancienne jurisprudence, arrêts de 1587 ; 10 août 1601, 24 mars 1604, voir Pothier, *Traité des Personnes particulières* ; tit. II, sect. II.

qu'avec l'assentissement de ses parents ; le consentement à mariage est nécessaire selon les formes déterminées par les articles 143, 150, 159 et 160 du Code civil.

« Le décret du 18 février 1809 n'ayant pas prescrit l'observation de l'article 151, on doit en conclure que les filles majeures ne sont pas obligées de requérir le consentement de leurs parents.

« En effet les vœux religieux ne présentent pas les mêmes conséquences que le mariage et ne sont jamais autorisés que pour une durée limitée. » (1)

Les vœux accompagnent ordinairement la profession mais ce serait une erreur de croire qu'ils sont nécessaires à la formation de l'association religieuse.

Il y a en effet un certain nombre d'associations, plutôt tolérées qu'approuvées expressément par l'Eglise où l'on ne fait pas de vœux, ou bien l'on ne fait que des vœux simples ou temporaires. On n'y embrasse en effet que d'une façon imparfaite la vie religieuse. Des différences nombreuses au point de vue canonique les séparent des précédents, mais nous n'avons pas à nous en occuper, le droit civil ne faisant aucune distinction entre elles et les rangeant sous les mêmes lois.

Les vœux sont de diverses sortes, et leur étendue diffère selon les règles.

Ils sont simples, perpétuels ou solennels.

Les congrégations à vœux simples ne sont pas en général reconnues par le Saint-Siège (pourtant depuis

1. Calmette, *ouv. cité*.

1815 il en a approuvé quelques-unes) autorisées par l'Ordinaire, elles sont tolérées par l'Eglise.

Les vœux perpétuels engagent la religieuse pour toute sa vie ; les vœux solennels la frappent d'une incapacité radicale de faire non seulement licitement mais validement certains actes contraires aux vœux.

« C'est ainsi que le vœu de chasteté par exemple créant en droit canonique, un empêchement dirimant au mariage, la religieuse ne pourrait pas « validement » se marier.

Au contraire aurait-elle prononcé des vœux simples elle pourrait se marier non pas « licitement » mais « validement ». Elle pécherait sans doute gravement en manquant à ses vœux mais son mariage n'en serait moins valable en *droit canonique*. (1)

Il ne faut pas oublier que les vœux simples généralement temporaires peuvent être perpétuels.

Le droit civil exige que l'engagement des « novices soit contracté en présence de l'évêque ou d'un ecclésiastique délégué par lui et d'un officier de l'état civil qui dresse l'acte et le consigne ensuite sur un registre double, dont un exemplaire est déposé entre les mains de la supérieure de la communauté, l'autre à la mairie, et, pour Paris, à la préfecture de police » (art. 8, décret du 18 février 1809).

L'absence de l'officier de l'état civil, malgré les termes exprès de l'art. 8. du décret de 1809, n'entraîne point la nullité de l'engagement qui peut être constaté d'une

1. Ravelet.

manière suffisante par la signature de la novice et celle de l'évêque ou de son délégué (1).

Mais au point de vue du droit civil quelle est la valeur des vœux ?

Nous touchons à une question extrêmement controversée.

Il est incontestable, sans doute, que notre droit moderne a abrogé sur ce point les dispositions de notre ancien droit. Le religieux n'est plus frappé de mort civile, il a pleine capacité de disposer de sa personne et de ses biens. De plus l'union qui exista si longtemps entre le sacerdoce et l'Etat ayant aujourd'hui disparue, le bras séculier ne vient plus au secours de l'autorité ecclésiastique méconnue, et la religieuse ou le moine fugitifs ne pourraient être réintégrés « *manu militari* » dans le couvent qu'ils ont déserté.

Mais de cette indifférence du pouvoir civil doit-on conclure que les trois redoutables vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance n'engagent que le for intérieur et n'ont aucune sanction temporelle ?

La question est très difficile, nous l'exposerons en toute impartialité.

En faisant profession la religieuse s'engage à ne pas se marier, à ne pas exercer les droits de propriété, à rester dans la maison en observant la règle et à obéir à ses supérieurs dans la limite des statuts.

1. Circulaire du Ministre des Cultes 1887. Cassation 1849 (Daloz, 1849, I. 161).

Toute infraction grave à ces promesses amènerait la sortie volontaire de la moniale de son couvent, ou son expulsion. Dans tous les cas l'obligation contractée serait violée. La communauté, si le scandale provenait du fait de la sœur, serait lésée dans ses intérêts, dans sa considération dans la tranquillité et le calme de son existence.

A ce point de vue nous admettrions volontiers que les parties portassent le litige devant le juge de droit commun, c'est-à-dire les tribunaux civils. La religieuse en abandonnant la communauté l'a privée de services sur lesquels elle était en droit de compter du fait de la passation du contrat d'entrée en religion ; d'autre part la communauté en expulsant la religieuse ne tient pas son engagement qui était de la nourrir et soigner « tant en état de bonne santé que de maladie » (1), aussi cette dernière a-t-elle droit à réparation.

Le contrat a été violé, il doit se résoudre en dommages-intérêts au profit de l'une ou l'autre partie (2).

Nous nous en occuperons plus longuement en traitant de l'aumône dotale.

Mais en dehors de cette sanction purement civile, l'Etat, se fondant sur la promesse des vœux, peut-il s'opposer à ce que la religieuse ne viole les promesses solennelles qu'elle a faites au jour de la profession ?

1. D. 18 février, 1809.

2. Voir Ravelet, *ouv. cit.* p. 34.

Nous ne le croyons pas.

Mais ici une difficulté surgit :

Le décret du 18 février 1809, dans son article 7 porte :

Art. 7. — Les élèves ou novices ne pourront contracter des vœux si elles n'ont seize ans accomplis. Les vœux des novices âgées de moins de 21 ans, ne pourront être valables que pour un an. Les novices seront tenues... etc.

Art. 8. — A l'âge de 21 ans, ces novices pourront s'engager pour cinq ans.

Le décret du 26 décembre 1810 relatif à l'institution publique des maisons dites du refuge renouvelle ces dispositions.

Ces décrets sont venus modifier la loi du 13 février 1790 qui dissolvait les congrégations et prohibait leur rétablissement à l'avenir.

Ils semblent ainsi donner une certaine sanction à la profession religieuse.

Néanmoins ce texte n'a jamais été considéré comme suffisamment explicite pour aller à l'encontre des principes du droit commun.

En effet, bien que les vœux constituent un véritable engagement personnel; comme nul engagement ne peut valablement lier la personne contre sa volonté « il en résulte que, sauf pour le mariage, la violation des vœux ne saurait que donner lieu à une répression spirituelle et ne pourrait dans aucun cas autoriser une commu-

munauté, à retenir un de ses membres par la force, et à appeler, comme autrefois, l'autorité publique en aide à une contrainte personnelle. La séquestration constituerait le crime prévu par l'article 341 du Code Pénal, et si elle était dénoncée, les officiers de police judiciaire seraient tenus d'y mettre fin ; car il est de principe que nul ne peut aliéner sa liberté, et que nul ne peut en être privé, si ce n'est en vertu d'un mandat de justice et pour être placé dans une prison reconnue ».

Bien entendu nous ne nous plaçons ici qu'au point de vue du droit civil, en droit canon les vœux ont toujours leur valeur absolue, ils valent en tant qu'engagement de conscience, la loi civile n'a jamais à notre époque la prétention de réglementer le for intérieur.

Reprenons l'examen des trois vœux successivement. Le vœu d'obéissance nous l'avons indiqué ne peut être sanctionné par le droit civil, sous peine du crime de séquestration arbitraire de la part de celui qui voudrait le faire observer.

Le vœu de pauvreté, si la loi lui donnait force exécutoire, irait directement à l'encontre de notre droit privé.

Il devrait comporter une ouverture anticipée de la succession de la religieuse. Une renonciation de sa part à toute acquisition, à toute hérédité fut e.

De telles conséquences n'ont pu être approuvées par

1. Calmette, *op. cit.* p. 34.

le législateur de 1809 ! Que deviendraient alors ces principes fondamentaux : qu'on ne peut pas renoncer par avance au droit d'être propriétaire : que les pactes sur succession future sont nuls et de nul effet ; qu'on ne peut pas se frapper d'incapacité légale même pour un temps limité !

Admettre des principes contraires serait retourner à la mort civile ! Qui donc oserait le proposer ?

La question est encore plus délicate pour le troisième des vœux, celui de chasteté.

Dans toute sa rigueur, s'il est sanctionné par la loi, le vœu de chasteté est un obstacle à la célébration du mariage de la religieuse.

Telle est la conclusion à laquelle aboutissent en fait la plupart des jurisconsultes.

Mais cet empêchement doit-il être considéré comme dirimant ou prohibitif ?

L'opinion courante reconnaît à cet empêchement le caractère de prohibitif, un empêchement dirimant est trop grave dit-on pour qu'il en soit autrement. Un texte serait nécessaire pour l'établir. Or le Décret de 1809 est loin d'être explicite ; ces prétendus empêchements en sont seulement tirés par voie de conséquence.

S'il y a empêchement, il nous paraît bien certain qu'il ne peut être dirimant. La moniale qui prête le vœu n'est frappée d'aucune incapacité absolue. L'officier de l'état civil au moment de la célébration du mariage pourra s'arrêter devant une opposition s'il le juge à pro-

pos, sinon le mariage n'en sera pas moins valable.

D'ailleurs comment un empêchement dirimant au mariage existerait-il en droit français alors qu'on ne le rencontre même pas en droit canon.

« La loi canonique n'attache cet effet de produire un
« empêchement dirimant au mariage qu'aux vœux de
« chasteté solennels. Or la loi civile ne reconnaît pas
« les communautés où l'on forme de semblables vœux ».

Comment reconnaîtrait-elle les effets d'un acte qui, s'il a lieu, se passe à son insu ?

Les auteurs discutent encore le point de savoir, si les vœux sont sanctionnés pour toutes les congrégations et communautés religieuses, ou si cette sanction s'applique seulement aux Hospitalières et aux Dames du Refuge. Nous avons en effet trouvé la limitation des vœux à une durée de cinq ans dans les décrets de 1809 et 1810.

Selon Demolombe (1), et Aubry et Rau (2), cette limitation n'existe que pour les Hospitalières et les sœurs du Refuge. Les autres religieuses se trouvant en dehors de ces décrets ne sauraient être régies par les dispositions qu'ils renferment et leurs vœux n'auraient d'autre valeur que celle de simples promesses.

Ravelet n'admet pas cette restriction. Il pense que les dispositions du décret de 1809 sur les vœux ont

1. *Du mariage*, t. I n° 132.

2. T. III, p. 228.

3. *Ouv. cité*, p. 44.

été tacitement étendues par le législateur à toutes les congrégations et communautés autorisées : et la preuve, dit-il, « c'est que pour toutes il s'occupe de la durée des vœux ».

D'ailleurs les statuts sont toujours vérifiés, ils sont enregistrés au Conseil d'Etat ; par conséquent la congrégation prend le caractère d'institution publique et doit être respectée dans son organisation, dans ses règles. Or le vœu de chasteté est la principale de ces règles. Sans lui pas de congrégation.

Quelle que soit la valeur de cette considération, il nous semble absolument arbitraire d'étendre ainsi le sens d'une loi. Le décret de 1809 est spécial aux Hospitalières, laissons-lui sa spécialité.

De plus si grande que soit l'autorité des jurisconsultes qui persistent à voir un empêchement prohibitif au mariage dans la profession religieuse, nous ne saurions être de leur avis.

Le texte 1809 est bien obscur, bien peu explicite on le fausse en lui donnant autant de portée. Pour qu'il y ait un empêchement dirimant ou prohibitif au mariage un texte serait indispensable pour l'établir, on ne suppose pas plus l'un que l'autre. Or en droit une telle disposition n'existe pas. Il ne faut voir dans l'article 7 du décret du 18 février 1809 qu'une mesure de police.

D'ailleurs, si, abandonnant la théorie, on se place dans le domaine des faits, on s'aperçoit facilement que

ce prétendu empêchement n'aura pas grande valeur pratique.

L'empêchement n'étant que prohibitif, le maire pourra passer outre à l'opposition et célébrer le mariage sans encourir aucune responsabilité. L'union sera valable. Mais aurait-il le désir de s'arrêter, refuserait-il de célébrer le mariage que dans la plupart des cas, il ne le pourra pas par suite de l'ignorance où il sera, de la profession religieuse de l'un des conjoints. Il faut aller plus loin ; l'officier de l'état civil n'assistant pas en général à la prestation des vœux ne les aura point enregistrés et ne pourra les connaître « la future épouse ne
« se vantera point de sa profession dont elle méconnaît
« les engagements, et la supérieure de la communauté
« dont elle dépend se gardera bien de faire opposition
« au mariage de crainte de scandale » (1).

Les vœux, pensons-nous, n'ont donc aucune sanction légale, leur observance relève tout entière de la juridiction spirituelle.

Il nous semble qu'au point de vue purement religieux, cette solution est encore la meilleure.

Il serait blessant de voir l'autorité publique intervenir à chaque moment dans les affaires des communau-

1: En ce sens M. Massigli à son cours.

La jurisprudence est formelle en ce sens. La Cour de Cassation a reconnu en 1833, que même pour le prêtre, la prestation, les vœux n'étaient pas un empêchement prohibitif au mariage,

tés pour s'occuper des membres qui les composent et imposer de force la discipline monastique.

D'ailleurs l'accès du cloître étant libre, les personnes qui y entrent ne le faisant qu'après mûre réflexion il est à présumer que c'est toujours en toute liberté, et quand on a la certitude d'une irrésistible vocation qu'on se hasarde à prononcer les redoutables vœux.

Dans le cas où la religieuse en faisant profession a trop présumé de ses forces, quand après d'infructueux efforts pour se soumettre à la règle elle se sent incapable d'en subir le joug, n'est-il pas préférable qu'elle puisse quitter librement le cloître, et en contractant mariage, reprendre dans la société une place honorable sans être dans la nécessité d'attendre le terme de cinq ans qui doit lui rendre la liberté!

Il nous semble que l'intérêt supérieur de la religion, et la liberté individuelle, imposent cette solution libérale.

SECTION IV. — *De la capacité de la religieuse et de l'aumône dotale.*

Les vœux ne sont pas le seul engagement pris par la religieuse au moment de sa profession.

La plupart des congrégations et communautés font de la dot une condition à l'entrée de tout nouveau membre. On a rompu bien des lances dans la jurisprudence et dans la doctrine pour déterminer exactement

la nature du contrat de constitution de dot religieuse.

On a prétendu qu'il consacrait une donation prohibée par la loi du 24 mai 1825, et les héritiers des religieuses décédées ont quelquefois prétendu à la restitution de la dot. Mais avec beaucoup de raison les tribunaux judiciaires ont toujours considéré l'acte intervenu entre les parties, non comme une donation, mais comme un contrat commutatif destiné à assurer à la religieuse le vivre et le couvert. Ils ont en conséquence repoussé toujours ces prétentions (1).

Autant que possible la dot doit être en espèces. En ce cas contrat est passé entre la personne qui entre en religion (ou plus généralement des père et mère et tuteur) aucune autorisation n'est nécessaire. La jurisprudence admet en effet, qu'il y a contrat commutatif de rente viagère et non libéralité. L'association religieuse s'engage en échange de l'aumône dotale, à loger la nouvelle religieuse et à pourvoir à sa nourriture et à son entretien.

Si la dot était constituée au moyen d'un immeuble, on considère qu'il y aurait libéralité et par suite une autorisation du Gouvernement serait nécessaire à la

1. Ainsi jugé par la cour d'Alger, arrêt du 22 mars 1836, la communauté de la Visitation de Saint-Céré contre le sieur et la dame de Bressac, et arrêt du 12 juillet suivant, le sieur Daynac contre les Ursulines de Sausseyrac.

Décision ministérielle du 11 février 1843, arrêt de la Cour de Lyon, 8 mai 1844.

communauté ou congrégation pour recevoir. Cette distinction dans la possibilité d'acquérir plus ou moins facilement des meubles ou des immeubles ne se justifie que par la crainte qu'a le législateur de voir se reconstituer la propriété de mainmorte (1).

De ce que la constitution de dot n'est pas une libéralité résultent plusieurs conséquences :

1° Elle n'a pas besoin d'être faite dans la forme ordinaire des donations. Elle peut être établie soit par acte authentique soit par acte sous-seing privé. Il a même été reconnu que la constitution de dot résulterait suffisamment d'un règlement de comptes dressé entre les congrégations et la religieuse postérieurement à l'entrée de celle-ci dans la maison, si dans ce règlement la religieuse se reconnaissait débitrice de la congrégation (2).

2° La communauté ou congrégation ne peut « en aucun cas être soumise aux obligations qui pèsent sur les donataires, obligation de subir la réduction si la donation excède la quotité disponible, obligation de restituer le bien donné, s'il survient des enfants au donateur qui n'en avait pas au moment où il a fait la libéralité » (3).

1. Décisions ministérielles spéciales sur les dots de cette nature, du 18 mai 1839 et 18 octobre 1841. Avis du Conseil d'Etat, 12 octobre et 9 novembre 1847.

2. Agen, 12 juillet 1836. Dalloz, *Répertoire*, v° *Cultes*, n° 671.

3. Ravelet, *op. cit.*, p. 131.

1° La constitution de dot étant un contrat aléatoire, il peut y avoir soit profit, soit bénéfice pour l'une des parties sans que ce gain ou cette perte puissent donner lieu à une réclamation postérieure, les parties ayant connu d'avance l'aléa.

4° Le seul fait de l'entrée en religion ne fait pas acquérir de plein droit à l'association la dot que la jeune fille doit apporter aux termes des statuts de l'ordre. Il doit y avoir consentement exprès pour sa constitution (1).

Néanmoins la présence de la personne dotée n'est pas utile au moment de la passation du contrat, puisque la plupart du temps elle n'y est pas à proprement parler partie. Cependant si elle accepte, la constitution de dot devient irrévocable, car c'est une stipulation au profit d'un tiers. Et il suffit que ce dernier déclare vouloir en profiter pour qu'elle ne puisse plus être révoquée, même du consentement du constituant et de celui avec qui il a contracté.

5° La dot ne peut pas figurer dans le calcul du quart au-delà duquel les membres des communautés ne peuvent disposer d'après l'article 5 de la loi du 24 mai 1825, au profit de ces communautés ou des religieux qui les composent.

La déclaration royale du 23 avril 1693 exigeait la forme notariée pour la constitution de la dot.

1. Cassation, 2 décembre 1845

6° L'article 747 du Code civil relatif au droit de retour au profit de l'ascendant donateur ne peut s'appliquer au cas d'aumône dotale.

7° En ce qui concerne les droits à payer au trésor lors de la constitution de dot, la régie de l'enregistrement avait décidé le 19 mars 1851 que l'acceptation de la dot constitue un acte de société passible d'un droit fixe de 5 francs.

Le tribunal de Mauriac s'était déjà même prononcé en ce sens (1).

Mais il a été heureusement jugé et la jurisprudence est très ferme en ce sens ; qu'il n'y a pas constitution de société entre la religieuse agrégée et la communauté ; qu'il y a seulement entre les deux parties un bail de nourriture passible d'un droit d'enregistrement de 2 0/0 (2).

8° La dot n'étant pas une libéralité en faveur de la congrégation, la prohibition qui frappe ces établissements de donner, recevoir, aliéner, échanger sans autorisation du gouvernement ne s'applique pas aux sommes promises ou donnés pour pourvoir à l'entretien et à la nourriture des filles qui entrent en religion (3).

1. Juillet 1847.

2. Castres, 19 août 1853. Limoges, 8 mars 1848. Cassation, 1853.

3. Agen, 12 juillet 1836. Décision ministérielle du 18 mars 1839 ; 18 octobre 1851 ; 11 février 1843 ; Figeac, 30 décembre 1844 ; Conseil

Cependant, si sous prétexte de constitution de dot, on se permettait en faveur de la communauté des donations hors de proportions avec les charges imposées à l'établissement pour l'entretien de la religieuse, les tribunaux annuleraient ces conventions contraires à l'ordre public (1).

Aussi quand la religieuse vient à quitter volontairement le couvent, elle n'a pas droit de reprendre sa dot si elle consistait en capital. La communauté ayant contracté envers elle l'engagement de l'entretenir pendant son séjour au cloître, il est juste qu'en retour elle profite du bénéfice que peut lui procurer la retraite anticipée de la moniale. Si elle a des chances de perte, n'est-il pas juste qu'elle profite de celles de gains !

C'est d'ailleurs la règle ordinaire des contrats aléatoires, elle se justifie d'elle-même.

Si la dot consistait en une rente annuelle, elle cesserait d'être due du jour où la religieuse aurait quitte le cloître, car dans ce cas il y aurait à proprement parler une série de créances annuelles qui disparaîtraient pour l'avenir avec la condition qui les avait fait consentir (1).

d'Etat, 8 octobre 1844. Cassation requêtes, 22 décembre 1851.
Paris, 24 janvier 1881.

1. Voir pour plus de détails Bequet, Répertoire. tome IX, *Cultes, congrégation*.

SECTION IV. — *Capacité civile de la religieuse.*

La loi du 13 février 1790, en supprimant les corporations et en prohibant leur rétablissement à l'avenir, avait, en rompant les vœux, rendu aux religieux la capacité civile perdue par la profession.

Cette capacité d'abord restreinte en 1790 à la faculté de recevoir des pensions viagères, fut rendue complète par un décret de *l'an II*.

Désormais, le moine et la religieuse ne sont plus des êtres à part dans l'Etat, jouissant de privilèges importants, mais frappés des redoutables déchéances qu'entraînait après elle la mort civile.

Ils peuvent se présenter en justice, faire des actes juridiquement valables; disposer de leurs biens, soit par actes entre vifs, soit par testament.

Avec notre droit moderne, le moine a disparu pour faire place au citoyen.

Quelles seront les conséquences de la capacité civile de la religieuse vis-à-vis de la congrégation?

Indépendamment de la constitution de dot, la moniale peut, en entrant en religion, contracter d'autres engagements envers l'association qui l'accueille.

Elle peut, si elle est propriétaire, abandonner la jouissance de ses biens à l'association et donner à la supérieure mandat de les administrer.

En vain soutiendrait-on qu'il y a de ce fait donation

d'usufruit en faveur de l'Institut religieux, la jurisprudence a maintes fois jugé qu'il s'agit d'un contrat commutatif, analogue à la constitution de dot. Ni la religieuse, ni ses héritiers, ne pourraient dès lors demander compte des revenus; le contrat étant aléatoire (1).

La supérieure est capable de faire tous actes d'administration, mais ne pourrait sans ratification de son mandant aliéner ou hypothéquer.

De plus, le mandat étant essentiellement révocable, la religieuse peut toujours reprendre la délégation qu'elle a donnée et exercer ses droits elle-même ou choisir une personne quelconque pour la représenter.

Il est bien entendu que si la supérieure ne doit pas compte des revenus, elle est tenue de compter de clerc à maître avec la religieuse ou ses héritiers, des capitaux qui lui ont été confiés. Dans le cas où elle ne pourrait les représenter, elle devrait être déclarée pécuniairement responsable (2).

Le décret du 18 février 1809, tout en affirmant pour les personnes le principe de la capacité, a institué en leur faveur certaines prohibitions. C'est ainsi que dans son article 9, il décide :

La religieuse ne peut par actes entre-vifs disposer de ses biens « ni y renoncer au profit de sa famille,

1: Cassation, 21 déc. 1851, Paris, 19 mars 1860. Cassation Requêtes, 8 mars 1861.

2. Ravelet, *ouv. cité*, p. 132.

ni en disposer, soit au profit de la congrégation, soit en faveur de qui que ce soit ».

Bien que relative aux seules hospitalières, cette disposition avait été étendue aux autres congrégations. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de ces extensions abusives que rien ne justifie.

Quoiqu'il en soit, la mesure était bonne en elle-même. Elle plaçait la religieuse au-dessus de toutes les pressions, et en diminuant sa capacité l'empêchait de se dépouiller au profit de l'ordre dont elle faisait partie, protégeant ainsi les intérêts de la famille.

Mais ces prescriptions légales étaient malheureusement faciles à tourner ! Il suffisait que la religieuse, avant de faire profession, fit donation de ses biens à la communauté. La sage prescription du décret de 1809 était ainsi éludée et les intérêts familiaux lésés au profit de l'Institut religieux.

Nous verrons en étudiant la capacité des congrégations que le gouvernement a essayé de lutter contre cet abus en prohibant par l'ordonnance du 14 janvier 1831 l'acceptation par les établissements religieux de biens universels ou à titre universel.

Il n'y a qu'imparfaitement réussi.

Tout en poursuivant le même but, la loi du 24 mai 1825 vint à la fois atténuer les dispositions de l'article 10 du décret de 1809 et introduire une restriction nouvelle à la capacité des religieuses : « Aux termes de l'article 5, nulle personne faisant partie d'un établis-

« sement religieux ne peut disposer, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ni au profit de cet établissement, ni de ses membres au-delà du quart de ses biens, à moins que le don ou legs n'excède pas 10.000 francs. »

Cette prohibition cesse d'avoir son effet relativement aux membres de l'association si la légataire ou donataire était héritière en ligne directe de la personne qui fait la libéralité.

La loi de 1825 porte que cette disposition recevra son exécution seulement six mois après l'obtention de la reconnaissance légale par la Congrégation.

Une circulaire du Ministre des Cultes aux évêques du 21 mars 1845 a appelé leur attention sur la nécessité de régulariser la position des Communautés non encore autorisées, et de profiter des dispositions de l'article 5.

La loi n'a frappé les religieuses de l'incapacité de l'article 5 qu'après six mois de la fondation de l'Institut religieux afin de leur permettre de faire toutes les libéralités qu'il leur plairait en faveur de leur ordre.

Sans cette disposition, une congrégation ne recevrait jamais les sommes nécessaires à sa fondation; aussi ne la blâmons-nous pas.

Mais il n'en saurait être de même de la disposition de l'article 5. Nous admettons parfaitement que la religieuse ne puisse disposer en faveur des membres de l'établissement que jusqu'à concurrence du

quart de ses biens, mais pourquoi cette restriction : « à moins que la valeur des biens ne soit moindre de 10.000 francs ». Nous n'admettons pas cette restriction.

Combien en effet de pauvres familles pour qui une somme de 10.000 francs est une véritable fortune ? (1)

En voulant protéger la famille la loi de 1825 a manqué son but, il y a dans le texte une fissure qui anéantit les dispositions protectrices !

Quant à la double incapacité prévue par l'article 5 de la loi de 1825 elle a pour fondement la présomption qui fait considérer comme profitant à l'association les libéralités faites à ses membres. C'est une présomption légale qui ne peut être combattue par la preuve contraire.

Mais comment est-il possible de concilier cette persistance de capacité de la religieuse sur ses biens avec le vœu de pauvreté ?

La question est difficile sans doute, et les statuts y pourvoient de leur mieux.

Dans certaines communautés : les religieuses conservent la jouissance de leurs biens personnels.

Dans d'autres, on a soin de leur faire disposer de leurs biens soit par actes entre vifs, soit par testament au profit de la maison où elles entrent ou au profit de leur famille, avant la prestation des vœux. La novice est pleinement capable, cette restriction à sa capa-

1. En ce sens Ducrocq à son cours.

citée civile édictée par la loi de 1825 ne la frappe qu'après la profession, elle peut donc disposer de sa fortune comme elle l'entend.

Si des biens lui surviennent par la suite comme elle a conservé sa capacité elle en dispose comme bon leur semble.

Enfin suivant certains statuts les religieuses conservent la propriété de leur patrimoine, mais ainsi que nous l'avons indiqué précédemment, elles en transmettent la jouissance à la congrégation et l'administration à la supérieure.

Ravelet estime que ce contrat est régulier, et valable « il figure dans beaucoup de statuts approuvés par le gouvernement et admis par la jurisprudence (1) ».

Nous ne pouvons en terminant que regretter l'impuissance du législateur à empêcher certaines fraudes. Si parfaite que soit une loi il y a toujours moyen de la tourner. Et par les dispositions que prennent les novices en faveur de la communauté où elles entrent, les prohibitions de la loi de 1825 se trouvent la plupart du temps écartées !

1. Bequet. *Répertoire*, v. *Cultes*, t. II.

CHAPITRE II

DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DES CONGRÉGATIONS DE FEMMES AUTORISÉES.

Il était impossible que la loi entourât de circonstances solennelles la reconnaissance des Congrégations, sans leur donner par cela même le moyen d'atteindre le but qu'elles se proposent en leur accordant les bienfaits de la personnalité civile.

Pour vivre, pour agir, pour remplir sa mission, n'est-il pas, en effet, nécessaire que l'association religieuse, comme le dernier des citoyens, soit apte à paraître en justice, à transiger, à administrer, à posséder !

En un mot, qu'elle soit habile si elle contracte des devoirs à acquérir aussi des droits !

Mais quelle devait être l'étendue de cette personnalité juridique ? Les congrégations devaient-elles être considérées comme de simples sociétés civiles, ou convenait-il de leur accorder une personnalité de faveur et les reconnaître en tant qu'établissement d'utilité publique ?

Nous n'entrerons pas ici dans les longues discussions

qui se manifestèrent sur ce point au sein des Chambres de la Restauration, quand, après les événements révolutionnaires, on songea à reconstituer en France, les Instituts religieux dissous par la loi du 13 février 1790 (1).

De ce choc d'opinions contraires sortirent les lois de 1817 et de 1825 qui firent des congrégations et communautés religieuses de véritables établissements d'utilité publique.

Dès lors, il nous est facile de déterminer l'étendue de la personnalité civile des Congrégations et Communautés en leur appliquant les règles générales de notre droit qui régissent les personnes publiques. Nous avons indiqué précédemment quels étaient ces principes, nous avons montré qu'en dehors de l'acte législatif qui les reconnaît, ces personnes ne peuvent acquérir sans le contrôle du gouvernement. Nous n'avons pas à y revenir.

Qu'il nous suffise de mentionner une dernière restriction à la capacité des personnes morales.

En outre de la nécessité d'une autorisation préalable pour l'acceptation, la capacité des établissements publics et d'utilité publique se trouve encore limitée par la règle de la spécialité.

Il ne faudrait pas conclure de ce fait qu'ils ont la faculté de posséder et d'acquérir, qu'ils sont par cela

1. Voir Jacquier, *ouv. cité*, p. 233.

même capables de recevoir soit entre vifs, soit par testament, toutes espèces de biens, meubles et immeubles.

C'est un principe incontesté à toute époque que les établissements ne peuvent recevoir que dans les limites légales de la mission spéciale qui leur a valu le bienfait de la reconnaissance par l'autorité publique.

Mais quelles sont exactement ces limites ? Question difficile à résoudre et qui a donné lieu à des variations nombreuses dans la jurisprudence.

Il y a eu difficulté relativement à la plus ou moins grande spécialité des établissements ecclésiastiques, et « les variations de la jurisprudence ont suivi les fluctuations de la politique gouvernementale en matière religieuse ! » Quelque pénible qu'il soit de voir la jurisprudence s'inspirer davantage des opinions religieuses des hommes qui sont au pouvoir, que de la stricte équité, en des espèces où le Droit et la Justice devraient seuls être consultés, le fait ne doit cependant pas nous surprendre.

C'est le Gouvernement en Conseil d'État qui statue en cette matière, et il est, on peut le dire, le souverain appréciateur des faits. On ne saurait donc s'étonner que les solutions se modifiassent avec les hommes qui se succèdent aux affaires.

Le Conseil d'État, corps politique, subit les influences du Gouvernement, et sa jurisprudence se modifie, trop souvent, selon les inspirations du régime qui est au pouvoir !

De là ces changements subits, ces revirements inattendus, sans raison apparente, qui frappent douloureusement tout lecteur attentif des arrêts du Conseil d'État !

SECTION I. — *Administration des biens des
Congrégations.*

En ce qui concerne la gestion de leurs biens, les Congrégations et Communautés religieuses ne peuvent être complètement assimilées aux autres établissements d'utilité publique.

Les articles 4 et 5 de la loi du 24 mai 1825 et l'Ordonnance du 14 janvier 1831 (art. 12) les ont mis en dehors du droit commun des personnes publiques ; en énumérant les actes pour lesquels elles doivent être autorisées par le gouvernement :

Telles sont les acquisitions à titre et gratuit et onéreux : les aliénations, échanges, rétrocessions de biens, placements de fonds libres, emprunts, transactions.

En dehors de ces cas spécialement déterminés ; aux termes d'un avis du Conseil d'État du 13 janvier 1835, ces associations demeurent libres de faire tous les actes pour lesquels une disposition légale ou réglementaire n'a point expressément exigé l'autorisation du gouvernement (1).

1. Calmette. *ouv. cité.* page 74.

Exposons les règles applicables aux actes d'administration qui nécessitent l'intervention gouvernementale.

SECTION II. — *Capacité des Congrégations.*

ACQUISITIONS A TITRE GRATUIT.

La reconnaissance de la capacité civile des congrégations, n'a pas produit les effets rétroactifs de celle de fabriques. Elles n'ont pas comme ces dernières été remises en possession de leurs anciens biens qui, confisqués par la Constituante au profit de l'Etat, n'avaient pas été aliénés.

Aucun texte analogue aux arrêtés du 5 prairial an III et du 7 thermidor an XI, n'existe pour les congrégations religieuses. Il a même été jugé qu'une ancienne congrégation qui, en fait, n'ayant pas été dissoute, avait grâce à la tolérance des autorités locales conservé ses biens (malgré la main mise de l'Etat sur les propriétés ecclésiastiques), bien que reconnue postérieurement par décret, n'é ait pas fondée à conserver son ancienne dotation: les biens des associations religieuses ayant été attribués aux bureaux de Bienfaisance par la loi du 12 janvier 1807 (1).

La même solution a été adoptée pour des rentes, et un droit d'affouage conférés sous l'ancien régime à une congrégation; les lois de confiscation n'ayant éta-

1. Cons. d'Etat, 20 mai 1843. Voir Bequet, *Congrégations*.

bli aucune distinction entre les biens corporels et incorporels (1).

On a même été plus loin en décidant que la gestion des biens des Congrégations ayant à partir du 13 janvier 1791 passée aux administrations de Département et de District : les quittances données postérieurement à cette époque par les membres de ces corporations aux fermiers sont nulles, et ne peuvent être opposées à la régie des Domaines (2). Les congrégations au moment de leur reconstitution n'ayant pu rentrer dans ceux de leurs biens qui n'étaient pas encore aliénés durent, pour vivre, faire appel à la bonne volonté des citoyens.

De là cette importance considérable que prit pour elles la question des Dons et legs.

Selon l'article 910 du Code civil combiné avec l'article 1^{er} de l'Ordonnance du 2 avril 1817 et l'article 4 de la loi du 24 mai 1825, les associations religieuses légalement reconnues ne peuvent accepter des libéralités sans y avoir été préalablement autorisées par le Gouvernement et seulement à titre particulier.

L'article 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831 apporta une restriction à cette règle générale, en décidant que nulle donation avec réserve d'usufruit en faveur du donateur ne pourrait être faite à ces établissements.

1. Conseil d'Etat, 11 novembre 1813.

2. Cassation, 16 Messidor an II.

Ces restrictions s'appliquent à toute espèce de libéralité même à celles faites à une communauté ou congrégation par un de ses membres.

Nous l'avons indiqué en étudiant la capacité des religieuses.

Contrairement à sa jurisprudence antérieure, beaucoup plus favorable aux congrégations, la section de l'Intérieur au Conseil d'Etat a décidé le 18 février et le 21 juillet 1880 que : « La capacité d'un établissement autorisé ne peut servir à abriter l'incapacité d'un établissement dépourvu d'existence légale. « Ainsi la jurisprudence du Conseil d'Etat s'oppose-t-elle à ce que le gouvernement permette à une congrégation religieuse autorisée de recevoir une libéralité à elle faite dans l'intérêt d'un de ses établissements particuliers non autorisé, ou faite directement à cet établissement ».

Cette jurisprudence avait été adoptée par la Cour de Douai en 1843, mais la Cour de cassation avait cassé cet arrêt dans l'espèce suivante : attendu que : « les religieuses d'Arras détachées de la maison mère conformément au but de leur institut et aux prescriptions de leur Saint-Fondateur rappelées dans tous les actes législatifs qui en ont favorisé l'exécution ne formaient pas par le fait de leur résidence même prolongée dans la ville d'Arras un établissement particulier, qu'elles sont restées membres de la maison mère, et ont continué à participer à sa vie civile ; que le legs à elles

« adressé en leur qualité de sœurs de la Charité n'é-
« tait en réalité qu'un legs fait à la communauté avec
« affectation spéciale aux besoins des sœurs chargées
« de la représenter et d'accomplir son œuvre charita-
« ble à Arras, qu'il suffisait donc pour la validité de
« ce legs que la communauté fût régulièrement auto-
« risée ».

Deux ans après en 1856 elle confirmait encore cette doctrine.

Enfin le 11 mars 1865 un arrêt de la Cour de Paris validait dans des circonstances semblables un legs de 10.000 fr. fait par la princesse de Béthune aux petites sœurs des pauvres de l'Avenue de Breteuil (1). Cette jurisprudence du Conseil d'Etat remonte à 1861.

A cette époque il admettait que la supérieure générale représentait les établissements particuliers dans tous les actes de la vie civile. Ce n'est plus maintenant sa manière de voir. Il a affirmé cette doctrine dans un avis du 28 mai et 4 juin 1891 où il est dit expressément que chaque établissement dans les actes de la vie civile doit être représenté non par la supérieure générale, mais par la supérieure locale, préalablement autorisée par son conseil d'administration.

Cette jurisprudence paraît bien ferme et le Conseil d'Etat ne semble pas vouloir encore la modifier. A notre avis cependant elle n'est pas justifiée.

1. Théodore Tessier. *Traité théorique et pratique des Dons et legs*, Rep. de Béquet, p. 196.

En effet, comment admettre que l'établissement et la maison mère forment deux êtres civils distincts quand, aux termes des statuts approuvés par le gouvernement, celui-ci n'est qu'une dépendance de la congrégation ? et que la règle de l'Institut porte : « que les membres sont déplacés au gré de la supérieure et envoyés quand besoin est d'une maison dans une autre » ; quand les supérieures locales de ces divers établissements sont nommées par la supérieure générale en conseil d'administration ; qu'elles lui sont soumises par le vœu d'obéissance ; qu'enfin selon les circonstances elle leur délègue ou leur retire les pouvoirs dont elle les avait précédemment investies !

Singulière personnalité civile, croyons-nous, serait celle de l'établissement particulier avec de pareils statuts ! Qui dit capacité civile, personnalité, suppose volonté propre de la personne qui agit, or, la supérieure locale ne peut aux termes des statuts agir à propos du patrimoine soit pour aliéner, soit pour acquérir sans autorisation préalable donnée par la supérieure en conseil d'administration.

Tous les éléments d'une personnalité distincte sont en fait anéantis.

C'est du moins ce qu'il en est dans la congrégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul pour ne citer qu'un exemple !

Selon nous, pour résoudre une pareille question, il est indispensable de s'en rapporter aux statuts de

l'Institut religieux approuvés par le gouvernement. Il est hasardeux de vouloir donner une solution générale et le Conseil d'Etat en modifiant sa jurisprudence sur ce point en 1880, en l'affirmant en 1891, a exposé une doctrine dont les règles restrictives ne se justifient par aucun argument juridique valable et ne trouvent leur raison d'être que dans la lutte religieuse et les passions politiques de l'époque !

Selon la théorie de la spécialité juridique que nous avons précédemment exposée, les établissements religieux ne peuvent recevoir que dans la limite de leur mission légale, en vue de l'accomplissement du but déterminé par leurs statuts.

Une association charitable ne serait point habile à accepter en vue de l'enseignement. Une association religieuse qui aux termes de ses statuts s'engagerait à donner l'enseignement gratuit ne pourrait recevoir la libéralité dont elle serait gratifiée s'il était prouvé qu'elle donne cet enseignement moyennant rétribution.

On ne saurait trop approuver la jurisprudence d'avoir établi des règles très fermes dans cette question de la spécialité juridique. Nul moyen n'est plus propre à empêcher en France la reconstitution de la propriété de mainmorte. De plus, s'il est du devoir du gouvernement de faciliter à un établissement d'utilité publique l'accomplissement de sa mission, il doit empêcher la reconstitution dans son sein de ces corps politiques trop

puissants qui pourraient un jour devenir un danger pour la société !

Les associations de femmes ne peuvent recevoir qu'à titre particulier, non universel, ni à titre universel (1).

Un legs fait en prohibition de ces règles, serait non réductible, mais nul. Cette prohibition pour les associations religieuses de femmes légalement autorisées ne s'étend pas aux dispositions à titre universel que les religieuses des établissements se font entre elles personnellement. A moins toutefois qu'elles ne soient interposées, ce que doivent constater les juges du fond, sauf s'il y a lieu réduction de la quantité déterminée par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

L'autorisation de recevoir des dons et legs est en général donnée par décret en Conseil d'Etat. Exceptionnellement, l'ordonnance du 2 avril 1817 permet aux préfets d'autoriser en faveur des congrégations les dons et legs jusqu'à concurrence de 300 fr.

Nous n'insisterons pas sur les dispositions de cette ordonnance : elle sont à notre avis nulles et de nul effet, une décision du gouvernement étant insuffisante pour modifier l'article 910 du Code civil.

Quoique n'ayant aucune valeur légale, cette ordonnance est cependant couramment employée dans la pratique *administrative* !

Quelles sont les formalités préalables à l'acceptation ?

1. Avis, comité de l'Intérieur, 5 juillet 1833.

Quelle est en général l'autorité compétente pour autoriser la congrégation à recevoir ?

C'est en principe le gouvernement en Conseil d'Etat qui est compétent pour autoriser les dons et legs, cependant à titre exceptionnel certains pouvoirs ont été conférés au préfet. Toutes les dispositions au-delà de 300 francs et celles ayant pour objet des immeubles doivent être autorisées par le gouvernement.

La procédure à suivre en cette matière était jusqu'en 1896 fixée d'une manière très incomplète par la législation. Les règles étaient éparses dans l'ordonnance du 2 avril 1817 qui enjoint au notaire dépositaire d'un testament renfermant un legs en faveur d'un établissement public ou d'utilité publique, d'en aviser cet établissement « lors de l'ouverture du testament ou de sa publication », dans le décret du 30 juillet 1863, qui l'oblige, dans le même cas, à transmettre sans délai « au préfet du département compétent pour l'autorisation, un état sommaire des dispositions de cette nature, insérées au testament ; dans l'ordonnance du 14 janvier 1831, sur les libéralités aux établissements ecclésiastiques et communautés religieuses de femmes, prescrivant l'interpellation des héritiers connus, et réglant les moyens de publicité à employer par rapport aux héritiers inconnus » (1).

1. M. Gabriel Alix. *Annuaire de la société de législation comparée*, p. 29, 1897.

Il n'y avait aucune législation d'ensemble sur cette matière en dehors de ces ordonnances, de ces avis du Conseil d'Etat et de ces circulaires.

Quelquefois même on avait généralisé certaines dispositions : Comme celles de l'ordonnance du 14 janvier 1831 sur l'interpellation des héritiers, qui avaient été étendues à tous les établissements publics et d'utilité publique.

Le décret du 1^{er} février 1896 dont nous avons à nous occuper a été rendu sous l'influence de la commission extra-parlementaire de décentralisation.

Nous empruntons les détails qui vont suivre sur l'appréciation du décret à M. Gabriel Alix qui en a si nettement résumé les dispositions principales : « Unifier et simplifier la procédure dans la matière dont il s'agit, tel est le double but que se sont proposé les auteurs du décret.

« Malheureusement le premier but n'est pas complètement atteint. Le décret en effet ne concerne que les legs et laisse de côté les donations, en sorte que les libéralités entre vifs continueront à être régies par une jurisprudence arbitraire, suppléant à l'insuffisance de la loi. Il y a plus : est-ce volontairement ou par mégarde ! On a, par l'article 7, abrogé expressément et sans réserve l'article 5 § 1^{er}, de l'ordonnance du 2 avril 1817, les articles 3 et 7 de celle du 14 janvier 1831, enfin le décret du 30 juillet 1863, en un mot, toute la réglementation antérieure ;

« et comme cette réglementation avait pour objet les
« donations aussi bien que les legs, il s'ensuit qu'ac-
« tuellement il n'existe, peut-on dire, aucun texte légis-
« latif ou réglementaire visant les libéralités entre vifs.
« Relativement à ces libéralités on a donc étendu la
« lacune qu'on avait le dessein de combler.

« Du moins en ce qui concerne les legs la réforme
« est complète.

La procédure est la même désormais quel que soit
l'établissement bénéficiaire ».

On ne s'est pas contenté d'uniformiser la procédure
on l'a encore simplifiée. Dans le cas où plusieurs éta-
blissements légataires sont situés dans des départe-
ments différents, il n'y a plus lieu de faire des enquêtes
dans chacun de ces départements, une seule suffit
devant le préfet de l'ouverture de la succession.

C'est à lui que toutes les pièces indiquées aux arti-
cles 1, 2 et 5 du décret devront être envoyées par le
notaire, dépositaire du testament, le maire de la com-
mune où le défunt avait son dernier domicile et enfin
les établissements légataires.

C'est enfin lui qui, renseigné par le notaire et le maire
sur les noms et les domiciles de ces héritiers, sera
seul chargé de mettre ceux-ci en demeure de consen-
tir à l'exécution des dispositions testamentaires ou de
produire leurs moyens d'opposition.

« Les formalités de la mise en demeure soit des héri-
« tiers connus, soit des héritiers inconnus, différent

« en plusieurs points de celles qu'on suivait antérieu-
« rement : 1° Au lieu d'un acte extra-judiciaire signifié
« par huissier aux héritiers connus, à la requête des
« légataires, comme le voulait l'ordonnance de 1831,
« il ne leur est plus fait qu'une invitation administra-
« tive ; 2° Par rapport aux héritiers inconnus, le décret,
« au lieu de trois affiches consécutives, apposées de lui-
« taine en huitaine n'exige plus qu'une affiche, qui reste
« apposée pendant trois semaines, et, au lieu d'une
« insertion dans un journal judiciaire du département,
« il se contente d'une insertion dans le *Recueil des*
« *actes administratifs de la préfecture*. Les héritiers
« qui, d'après l'ancienne réglementation, étaient admis
« à réclamer jusqu'à la décision définitive, sont mainte-
« nant renfermés dans d'assez brefs délais, c'est à
« savoir : les héritiers connus, dans le mois à partir
« de la mise en demeure, et les héritiers inconnus
« dans les trois mois depuis l'accomplissement des for-
« malités qui les concernent spécialement.

« A l'expiration de ce même délai de trois mois, porte
« l'article 4, il est statué sur l'acceptation ou sur le
« refus de la libéralité par l'autorité compétente ».

Sans entrer ici dans l'examen des libéralités connexes
et complexes, qu'il nous suffise de citer seulement l'ar-
ticle 4 du nouveau décret qui est venu modifier la juris-
prudence antérieure : « Si un même testament contient
« des libéralités distinctes, faites à des établissements
« différents et ne relevant pas de la même autorité

« administrative, chaque autorité prononce séparément, « lorsqu'il ne s'est produit aucune réclamation dans le « délai ci-dessus imparti (trois mois) ; lorsqu'au con- « traire une réclamation s'est produite; le pouvoir de « statuer appartient à l'autorité la plus élevée ».

Telles sont les innovations du décret du 1^{er} février 1896. Quelques-unes ont paru douteuses au point de vue de la légalité. Beaucoup de choses seraient à dire sur ce point ; malheureusement nous n'avons pas le loisir de nous y attarder.

Une seule question cependant doit être signalée : Le décret de 1896 n'étant relatif qu'aux legs, et ayant, comme nous l'avons signalé, abrogé toutes les dispositions réglementaires antérieures concernant les legs et les donations ; doit-on en conclure qu'aujourd'hui les donations entre-vifs peuvent être adressées librement aux établissements religieux sans que le gouvernement ait le droit d'intervenir pour donner son autorisation ? Une telle interprétation, croyons-nous, serait contraire à l'esprit du décret du 1^{er} février 1896 et aux principes généraux de notre droit public.

De plus les articles 910 et 937 du Code civil n'en restent pas moins debout !

Sur ce point nous ne laissons pas d'être fort embarrassé dans notre rôle de commentateur ! Aussi nous admettons que la nouvelle réglementation s'applique aux « Dons » comme aux legs et que les mêmes formalités pour les accepter doivent être suivies.

Une telle manière de conclure n'a rien de juridique, mais faute de mieux, il convient croyons-nous, de s'en contenter !

FORMALITÉS A REMPLIR POUR OBTENIR L'AUTORISATION
D'ACCEPTER DES DONS ET LEGS.

Avant que le gouvernement en Conseil d'Etat ne donne son autorisation d'accepter un legs à une congrégation ou communauté religieuse, certaines pièces doivent être produites avant :

1° Un extrait authentique du testament d'où résulte le legs.

2° L'acte de décès du testateur ;

3° Le procès-verbal d'évaluation de l'objet légué ;

4° L'acceptation provisoire faite conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

5° L'état de l'actif et du passif, ainsi que des charges et revenus de la communauté ou congrégation légitime ; cet état doit être vérifié et certifié par les autorités civile et ecclésiastique : le préfet et l'évêque.

6° L'avis motivé du sous-préfet.

7° Une copie de l'acte extra judiciaire constatant que les héritiers connus ont été appelés à prendre connaissance du testament ;

8° Leur consentement à la délivrance du legs ou à défaut leur mémoire, en faisant connaître le nombre

des réclamants, le montant de l'hoirie la portion afférente à chacun d'eux ; la situation financière de la famille du donateur ou testateur.

9° S'il n'y a pas d'héritiers connus, le procès-verbal d'affiche du testament à la mairie du domicile du testateur, et le numéro du *Bulletin des actes administratifs de la Préfecture* dans lequel l'avis de l'affiche a été inséré ;

Ces pièces sont dans le plus bref délai transmises au préfet qui les communique à l'évêque en lui demandant son avis (1).

Dès que le dossier lui est revenu, il autorise l'acceptation du legs ou de la donation, s'ils ne dépassent pas 300 francs et s'il n'ont été l'objet d'aucune réclamation.

Dans ce dernier cas, quelle que soit le modicité du legs, le gouvernement devrait intervenir.

Quant à l'autorisation d'accepter donnée par le préfet en vertu de l'article 1^{er} de l'ordonnance de 1817, nous avons déjà dit ce que nous en pensions. Il est inutile d'y revenir.

Le préfet adresse les pièces du dossier au ministre des Cultes qui lui-même les transmet au secrétariat général du Conseil d'Etat.

Le dossier est enfin examiné par la section de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Cultes, du Conseil d'Etat. Quand le don ou legs en faveur de l'éta-

1. Calmette. *Ouv. cité*, p. 102.

blissement religieux ne dépasse pas 50.000 francs, cette section est compétente pour autoriser; sinon elle ne fait qu'un rapport soumis à l'assemblée générale du Conseil d'Etat qui statue elle-même (1).

DES DROITS DU GOUVERNEMENT SUR CES LIBÉRALITÉS.

L'autorité administrative à toute latitude pour fixer l'étendue des libéralités dont elle autorise l'acceptation aux congrégations ou communautés.

Elle peut refuser purement et simplement; mettre à l'acceptation certaines conditions pourvu qu'elles ne modifient pas les clauses du testament; enfin elle peut réduire.

Dans ces divers cas le gouvernement agit avec un pouvoir discrétionnaire en vertu de son droit de tutelle sur les établissements publics et d'utilité publique. Aucun recours contentieux ne serait par suite reçu contre ses décisions.

Aussi, en supposant la validité des dispositions testamentaires comme faites à une congrégation reconnue d'utilité publique, les volontés dernières du testateur ne sont-elles pas toujours exécutées tout au moins dans leur intégralité.

1. Décret du 21 août 1872. *Sur l'organisation intérieure du Conseil d'Etat*, art. 5.

Diverses causes en effet peuvent venir modifier ces dispositions : d'une part les réclamations des héritiers qui peuvent se manifester dans un délai limité à trois mois par le décret du 1^{er} février 1896 ; d'autre part le pouvoir discrétionnaire du gouvernement qui peut toujours réduire le legs en se fondant sur l'intérêt des familles ou la raison économique.

Les auteurs qui ont écrit sur les congrégations ont en général, au nom de la liberté individuelle et de l'inviolabilité du testament, reproché au gouvernement cette ingérence dans les affaires des particuliers (1).

Nous ne partageons pas cette opinion. Quelque respectable que soit à nos yeux l'intérêt des congrégations, nous pensons cependant, que pour le législateur, celui de la famille doit être encore le premier !

Qui sait ! le testateur affaibli par la maladie a pu être circonvenu par d'habiles manœuvres ! des influences étrangères ont pu peser sur sa décision ! Il est juste que la loi se fasse la protectrice du faible contre le fort, intervienne au besoin entre la congrégation puissante et riche, et les héritiers dans la misère, et exige en leur faveur une part d'hérédité.

Quant à la raison économique, elle a aussi sa valeur. Il est nuisible à la société que les biens s'accumulent entre les mains des personnes morales qui les cultivent mal, qui en tirent un produit moindre que les particuliers.

1. Laisné-Deshayes-Jacquier-Ravelet-Calmette.

Nous sommes opposé, sous quelque forme qu'on la présente, à la socialisation de la richesse, à la reconstitution de la propriété de mainmorte, que ce soit au profit de l'État, des congrégations religieuses, ou de toute autre corporation !

En dehors des droits de l'autorité administrative sur les libéralités faites au profit des congrégations, il convient de dire un mot des pouvoirs des tribunaux civils.

Dans le cas même où l'autorisation d'accepter aurait été donnée par le gouvernement, les héritiers naturels ou testamentaires, légataires universels ou à titre universel peuvent attaquer le testament ou faire opposition à la délivrance du legs ; tous ceux en d'autres termes qui pourraient avoir intérêt à faire déclarer une libéralité caduque ou un testament nul devront alors s'adresser à l'autorité judiciaire.

Les tribunaux auront pleine compétence pour juger toute question de validité du testament, nonobstant l'autorisation du Conseil d'État. Les deux autorités administrative et judiciaire sont absolument indépendante l'une de l'autre ; leur compétence s'exerce parallèlement (1).

Après l'autorisation du Gouvernement, l'acceptation est faite par la supérieure de la Communauté gratifiée (2).

1. Conseil d'État, 4 août 1882.

2. Ordonnance de 1817.

Dans le cas où la supérieure serait donatrice, l'acceptation devrait être faite par la religieuse qui vient immédiatement après elle dans l'administration de la Communauté.

Dans son décret d'autorisation, le chef de l'Etat détermine l'emploi des sommes léguées ou données, prescrit la conservation ou la vente des objets mobiliers.

Il ordonne en général la vente des immeubles à moins que la conservation par la maison religieuse n'en soit justifiée par quelque considération d'intérêt public.

Les décrets d'autorisation spécifient qu'il sera rendu compte au préfet de l'emploi de la libéralité.

Une question discutée est celle de l'autorisation d'office. Le gouvernement peut-il contraindre une communauté ou congrégation à accepter une libéralité qui lui est faite, comme il le peut vis-à-vis d'un établissement public.

Il suffit, nous semble-t-il, de poser la question pour la résoudre : qu'est-ce en effet qu'une association religieuse ? Un établissement d'utilité publique avons-nous dit antérieurement. Comme il ne fait pas partie intégrante de l'administration, le gouvernement n'a pas à intervenir pour l'empêcher de compromettre ses intérêts, il a sur lui un pouvoir de contrôle, non de tutelle, par suite il ne saurait le contraindre à accepter. Conclure autrement serait se faire une idée fausse de la situation juridique des associations religieuses.

L'administration l'a heureusement compris et n'intervient plus pour protéger ces établissements contre une mauvaise gestion.

Sous certains régimes cependant, on a pratiqué l'autorisation d'office.

Nous inspirant des mêmes principes, nous admettons : qu'une répudiation de libéralité par une communauté n'a pas besoin d'être autorisée. Le refus ne préjudicie en effet, ni à l'Etat ni aux familles, le gouvernement n'a pas à s'en préoccuper, les congrégations n'étant pas des établissements publics.

Cependant la jurisprudence du Conseil d'Etat est en sens contraire et dans le compte général de ses travaux, pour une période de 5 ans de 1878 à 1882 nous trouvons plusieurs autorisations de refus de dons et legs accordées à des congrégations.

Cette jurisprudence ne se justifie pas. Pour l'admettre une disposition législative serait nécessaire, et nous n'en connaissons pas c'est une entrave nouvelle mise arbitrairement à la liberté de disposer des congrégations. Un texte n'est pas nécessaire pour consacrer cette solution; elle découle des principes généraux (1).

Pour qu'une association religieuse soit apte à recueillir des dons et legs il faut, avons-nous maintes fois

1. En ce sens : Théodore Tissier. *Traité théorique et pratique de dons et legs*, tome, II.

Contra Dubief, *Rép. Administratif*; Béquet, l. 9. *Congrégations*

dit, qu'elle soit légalement reconnue, qu'elle existe juridiquement.

Doit-on en conclure que la donation ou le legs faits à une congrégation existant en fait mais non légalement reconnue, sous la condition de sa reconnaissance postérieure doive par cela même être considérée comme nulle ?

La question est extrêmement délicate et ne doit être résolue qu'avec hésitation.

Doit-on comme le veut un premier système, déclarer nul un legs fait sous cette condition en invoquant la règle de l'article 906 du Code civil : « pour être capable de recevoir il faut au moins être conçu au moment de la donation : c'est-à-dire qu'à ce moment il faut exister. Or les établissements non autorisés n'ayant aucune personnalité civile, il s'ensuit qu'ils sont incapables de recevoir (1).

Sans vouloir entrer ici dans la longue discussion que comporterait ce débat, nous nous hâtons de dire que nous ne le croyons pas.

Si l'existence est la condition *sine qua non* de la capacité, il nous semble que l'association religieuse dans notre hypothèse n'en est pas absolument dépourvue. En effet, à défaut de personnalité juridique, elle a tout au moins l'existence de fait et peut selon nous

1. En ce sens, Trochon. *Régime légal des Communautés religieuses*, p. 210 Cassation, 18 avril 1864.

être assimilée à l'enfant conçu de l'article 906 du Code civil.

Ce qui vient encore à l'appui de la théorie que nous soutenons, c'est que l'article 5 de la loi du 24 mai 1825 suppose que la congrégation au moment où elle sollicite la reconnaissance légale possède par personnes interposées et favorise la rétrocession de ces biens à l'association en lui donnant pour cela un délai de six mois.

De plus selon Trochon « Des décisions ministérielles exigent même que les communautés de femmes pour obtenir la reconnaissance soient propriétaires ou au moins cessionnaires à vie des maisons où elles habitent ».

De telles exigences de la part de l'autorité publique ne sont-elles pas la justification de notre théorie (1).

1. En ce sens Jacquier, pages 253-54.

Troplong. *Donations et Testaments*, tome II, n° 612.

CHAPITRE III

SECTION III. — *Acquisitions à titre onéreux.*

Comme pour les actes à titre gratuit, les congrégations religieuses ne peuvent acquérir à titre onéreux sans l'autorisation du gouvernement.

Cette nécessité découle de l'article 4 de la loi du 24 mai 1825 : « Les établissements dûment autorisés pourront, avec l'autorisation spéciale du roi :

« Acquérir à titre onéreux des biens immeubles ou
« des rentes dont ils seraient propriétaires ».

L'instruction ministérielle du 17 juillet 1825 expliquait et étendait encore cette incapacité.

« La faisant reposer sur une pensée de pure protection pour les établissements religieux, elle assimilait complètement ceux-ci aux établissements publics soumis à la tutelle administrative.

L'article 18 portait en conséquence :

« Les dispositions des lois et règlements qui prescrivent les formalités à remplir par les établisse-

« ments d'utilité publique, pour les acquisitions, alié-
« nations, et en général pour l'administration des biens,
« sont applicables aux actes de cette nature concer-
« nant les congrégations et communautés, qui seront
« représentées, suivant les cas par la supérieure gé-
« nérale ou par la supérieure locale ».

L'ordonnance du 14 janvier 1831 venait renforcer cette disposition en défendant aux notaires de passer aucun acte de vente, d'acquisition, d'échange, de transaction au nom desdits établissements, s'il n'était justifié de l'ordonnance royale portant autorisation de l'acte, et qui devrait y être entièrement insérée (1).

Ces ordonnances, nous l'avons déjà indiqué, sont venues fausser la nature juridique des congrégations et communautés religieuses.

Comme l'a dit justement le Conseil d'État dans son avis du 13 janvier 1835 : « ce sont des établissements d'utilité publique ». Ces textes, en leur imposant les dispositions relatives à l'administration des établissements publics, en ont fait des êtres juridiques à part, intermédiaires entre les deux, impossibles à définir !

Aussi pour l'administration de leurs biens, nous contenterons-nous des lois spéciales qui les régissent :

Nous avons étudié les acquisitions à titre gratuit. Nous trouvons en second lieu les acquisitions à titre onéreux. Ce sont soit des immeubles, soit des rentes. Sans doute il faut y ajouter des objets mobiliers.

1. Ravelet, p. 117

La jurisprudence considère en effet ces acquisitions de meubles comme des actes de pure administration dépourvus de toute nécessité d'autorisation.

1^o ACQUISITIONS DE RENTES. — Tout d'abord, il convient de poser un principe général réglant toutes les acquisitions : C'est que la demande d'autorisation pour acquérir adressée au gouvernement, doit faire connaître non seulement l'objet et le but de l'acquisition ; mais elle doit de plus indiquer d'une façon certaine l'origine des fonds destinés à solder l'acquisition projetée. Ainsi une acquisition qui devrait être payée à l'aide de dons manuels non autorisés ne pourrait être reconnue.

Une telle autorisation ne permettrait pas au gouvernement de connaître la position du donateur et celle des héritiers, ni à ces derniers d'attaquer la libéralité faite par leur auteur au préjudice de leurs droits. De plus, elle pourrait fournir un moyen d'éluder la loi de 1825 qui admet les membres des congrégations, à disposer en faveur des établissements dont ils font partie seulement jusqu'à concurrence du quart de leurs biens.

Aux termes de l'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, nul notaire n'est apte à passer acte d'acquisition au nom des communautés de femmes s'il n'est justifié de l'ordonnance royale portant autorisation de l'acte, et qui devra y être insérée.

Enfin la circulaire ministérielle du 10 avril 1862, rap-

pelle que le gouvernement refuse de ratifier les acquisitions effectuées sans l'approbation préalable des autorités administratives.

Les associations religieuses peuvent avoir à réaliser des capitaux provenant des dots des moniales, ou à placer des fonds résultant d'économies opérées sur les revenus de la communauté.

Suivant la loi du 2 janvier 1817, combinée avec l'article 6 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, aucune inscription de rentes sur l'Etat au profit de ces établissements, ne pouvait être prise sans une autorisation du roi. Expédition sur timbre de cette ordonnance devait être envoyée par l'intermédiaire des receveurs généraux des finances ou d'un agent de change, au Directeur du Grand livre de la Dette publique qui se chargeait de faire l'inscription.

Aux termes du décret de déconcentration du 13 avril 1861, le préfet remplace le chef de l'Etat et sous l'autorité du ministre des cultes donne aujourd'hui l'autorisation nécessaire à ces placements en rentes.

Nous répétons à propos de ce décret de 1861 ce que nous avons dit déjà pour l'ordonnance du 2 avril 1817 déférant au préfet la capacité d'autoriser les congrégations à recevoir jusqu'à concurrence de 300 francs. Ce décret et cette ordonnance n'ont légalement aucune autorité, et devraient être considérés comme nuls et de nul effet. Actes émanés du pouvoir exécutif, ils n'ont pu modifier la loi de 1817 qui exige expressément dans

ces diverses circonstances, l'autorisation du chef de l'Etat !

Néanmoins la pratique administrative et les juridictions compétentes n'ont jamais, que nous sachions, émis le moindre doute sur leur valeur juridique, ce qui fait que, rendus en violation de la loi, on continue à les appliquer !

Une communauté ou congrégation qui désire acheter des rentes sur l'Etat doit produire :

1° Une délibération du conseil d'Administration ;

2° L'état de son actif et de son passif comprenant tous les détails précédemment relatés.

Les avis de l'évêque et du sous-préfet doivent y être joints. Le préfet autorise.

ACQUISITIONS DE RENTES SUR PARTICULIERS.

L'administration ne voit pas d'un œil favorable pour les congrégations les placements sur particuliers, à cause de l'aléa inséparable de pareilles créances.

Il y a en effet toujours à redouter, dit-on, l'insolvabilité des débiteurs, les réalisations difficiles d'hypothèques, sans parler des retards résultant des expropriations immobilières et des procédures.

Aussi le Gouvernement n'autorise-t-il que rarement de telles acquisitions.

CHAPITRE II.

SECTION IV. — *Aliénations.*

Il est permis de s'étonner de voir le Gouvernement intervenir pour autoriser les Congrégations à aliéner comme à acquérir. Dans ce dernier cas, l'ingérence de l'État pourrait se légitimer au regard de la loi civile. Redoutant la reconstitution de la propriété de main-morte, le Gouvernement, en contrôlant les acquisitions, s'opposait à ce qu'elle se reformât. Mais il ne saurait en être de même des aliénations, qui rendent les biens à leur usage naturel, qui est de passer de main en main, de circuler !

Quel manque de logique domine notre matière ! Quel peu d'unité dans cette législation !

Le législateur, après avoir créé les établissements publics et les établissements d'utilité publique, n'a plus su les distinguer, il a appliqué aux uns les règles qu'il avait édictées pour les autres ! Tout s'embrouille dans la confusion !

Les aliénations comprennent : 1^o les immeubles ; 2^o les rentes ou créances ; 3^o les objets mobiliers.

Le Gouvernement n'autorise les aliénations d'immeubles que dans des cas exceptionnels, quand il y a absolue nécessité ou qu'un placement très avantageux est à espérer.

« En principe, la vente doit être faite par adjudication publique et aux enchères. Il peut y avoir exception à cette règle : 1° Lorsque l'immeuble à aliéner a peu de valeur ; 2° Lorsque les offres faites sont évidemment avantageuses à la communauté ou congrégation ; 3° Enfin, lorsque la vente a lieu au profit d'un établissement public.

Dans ce dernier cas, l'examen des autorités appelées à statuer, et l'intérêt respectif des deux établissements suppléent efficacement les enchères et la publicité. Disons, toutefois, qu'aucune de ces exceptions n'est admise par la circulaire ministérielle du 29 janvier 1834, qui dit, en termes formels, que les aliénations d'immeubles ne peuvent avoir lieu qu'aux enchères publiques. Cette doctrine a été vivement combattue par plusieurs auteurs, et elle n'est plus suivie, croyons-nous, par l'Administration (2).

La vente aux enchères doit avoir lieu selon les prescriptions indiquées dans un cahier des charges dressé par la Communauté et approuvé par le Préfet.

La vente est indiquée à l'aide d'affiches et d'annonces

1. Avis du Conseil d'Etat, 27 février 1833 ; 48 décembre 1835.

2. Calmette, *op. loc.*, pages 110, 111.

insérées dans les journaux. L'acte de vente est passé devant notaire, en présence du conseil d'administration ou de son agent, et le décret d'autorisation doit y être inséré en entier sous peine d'amende.

Pour obtenir cette autorisation d'aliéner, les pièces à produire sont :

1° Une délibération du Conseil d'administration. Elle doit être motivée, faire connaître la nature de l'immeuble à vendre, son origine, sa situation.

2° Un procès-verbal d'estimation de ces immeubles, sur timbre, dressé par un seul expert en cas de vente aux enchères; dans le cas contraire par deux.

3° Un plan détaillé des lieux.

4° L'Etat de l'actif et du passif de l'association.

5° La soumission de l'acquéreur si la vente devait avoir lieu à l'amiable.

Ces pièces sont transmises au sous-préfet. Il prescrit une enquête *de commodo et incommodo* sur le projet, y joint le procès-verbal d'information et son avis en forme d'arrêté et envoie le dossier au préfet. Celui-ci demande l'avis de l'évêque et provoque ensuite la décision du gouvernement.

L'article 13 de la loi du 3 mai 1841 prévoyant le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique décide : qu'une autorisation du gouvernement ne sera pas nécessaire, et que la délibération du Conseil d'administration approuvée par le préfet en conseil de préfecture suffira : on y joindra l'avis de l'évêque.

Aliénation de rentes et créances.

L'ordonnance du 14 janvier 1831 portait article 1^{er} :
« Nul transfert ne sera effectué qu'autant qu'il aura été autorisé par une ordonnance présentée par l'intermédiaire d'un agent de change au directeur du Grand Livre de la Dette publique. »

Depuis le décret du 13 avril 1861, un arrêté du préfet, croyons-nous, a remplacé l'ordonnance.

Pour obtenir cette autorisation, il convient de produire : 1° une délibération du Conseil d'administration indiquant le titre et le montant de la rente à aliéner ainsi que les raisons déterminant l'association à la vendre.

2° Un état de l'actif et du passif de l'établissement. On complète le dossier en y joignant l'avis de l'évêque et du sous-préfet en forme d'arrêté.

Dès que la supérieure est en possession de l'arrêté d'autorisation, elle en présente une expédition sur timbre au trésorier-payeur général qui se charge de la vente du titre.

Aliénation d'objets mobiliers. — Pour la vente de ces objets, une délibération du Conseil d'administration suffit, aucune disposition législative ou réglementaire n'obligeant les communautés à solliciter en ce cas l'autorisation du gouvernement.

Nous exposerons très rapidement les autres contrats que les congrégations et communautés peuvent se trouver dans la nécessité de passer à propos de leurs biens.

Il est inutile de parler de l'échange. Contrat mixte participant à la fois de l'aliénation et de l'acquisition les associations pour le consentir doivent se faire autoriser et produire les mêmes pièces que pour la vente dans les formes que nous avons précédemment exposées.

Il convient d'insister davantage sur les rétrocessions et les emprunts.

Tant que l'association religieuse n'a pas été reconnue, elle ne jouit pas nous le savons de la personnalité civile, et ne peut par suite agir, être propriétaire aux termes de l'article 4 de la loi du 24 mai 1825.

Néanmoins, pour vivre, cette société non reconnue se trouve dans la nécessité d'avoir des immeubles et des capitaux. Elle a comme nous le verrons plus amplement par la suite en traitant des congrégations non autorisées, une véritable existence de fait. Aussi ne pouvant pas posséder elle-même, elle possède par personnes interposées et est ainsi à chaque instant exposée à voir son existence et ses intérêts gravement compromis.

Ses biens meubles et immeubles sont acquis au nom des membres de la Société mais en réalité avec les deniers de celle-ci.

La loi de 1825 dans son article 5 a donné aux con-

grégations et communautés nouvellement autorisées la facilité de régulariser leur situation sous ce rapport en permettant aux religieuses de rétrocéder ces biens à l'établissement dans les six mois qui suivent sa reconnaissance légale.

Ces religieuses propriétaires apparentes déclarent avoir acquis ces biens en leur nom, mais avec les deniers de la Congrégation dont elles font partie, et s'offrent à les lui restituer.

L'acte de rétrocession est passé devant notaire. Il produit les mêmes effets qu'un acte de donation et a l'avantage de n'être assujetti qu'à un droit fixe d'enregistrement de 2 francs quelle que soit la nature des biens. Il en est ainsi à condition bien entendu que ces meubles ou immeubles aient été acquis antérieurement à la reconnaissance légale et que la rétrocession soit faite dans les six mois de ladite reconnaissance.

La rétrocession doit être approuvée par décret sur la production des pièces ci-jointes :

1^o De l'acte notarié par lequel les religieuses, propriétaires apparentes des immeubles, déclarent expressément qu'elles les ont acquis pour le compte et avec les deniers de la communauté ou congrégation ;

2^o D'un certificat de la supérieure attestant le même fait et faisant connaître l'origine, l'entrée et la sortie

1. Calmette, p. 118.

Avis du Conseil d'Etat, 20 août et 28 décembre 1841.

Calmette p. 119.

des fonds employés à l'acquisition des immeubles à rétrocéder.

A l'appui de ce certificat, il est présenté des extraits des registres ou sommiers de comptabilité, etc.

3° D'une délibération du conseil d'administration exposant la situation de l'association au point de vue temporel et sollicitant la régularisation des actes concernant ses propriétés ;

4° D'un procès-verbal d'estimation de ses immeubles dressé sur timbre par un expert ;

5° De l'état de l'actif et du passif de l'association ;

5° D'une copie du décret ou de la loi ayant autorisé l'association.

Ces pièces sont soumises au sous-préfet qui les transmet au préfet. Ce dernier par l'intermédiaire du ministère compétent provoque le décret d'autorisation.

Des emprunts. — Quoique l'article 2 de l'Ordonnance du 14 janvier 1831 n'ait pas expressément compris les emprunts parmi les actes de la vie civile à autoriser par décret, il nous semble difficile de ne pas les y comprendre. En effet, qu'est-ce qu'un emprunt, sinon une aliénation, et ces dernières ne sont-elles pas soumises à autorisation ?

Ravelet soutient à l'inverse que : les congrégations religieuses jouissant de la personnalité civile l'ont complète tant que la loi n'est pas venue la leur restreindre. Or, aucun texte n'ayant soumis pour les

emprunts les associations religieuses à la nécessité de l'autorisation, il en conclut qu'elles sont aptes à les contracter librement.

Nous ne saurions nous ranger à cette opinion.

Ravelet en l'exposant méconnaît la nature juridique de la personne morale.

Contrairement à la personne physique qui tient son existence de la Nature et possède la capacité la plus étendue tant que la loi n'est pas venue la restreindre, la personne civile est créée arbitrairement et n'a de capacité qu'autant que la loi lui en a donné et dans les limites qu'elle lui a fixées.

Aussi, la loi de 1825 et l'Ordonnance de 1871 n'ayant pas énuméré les emprunts parmi les actes de la vie civile, que peuvent faire sans être autorisées les congrégations et communautés, en concluons-nous que l'autorisation gouvernementale est nécessaire.

La jurisprudence s'est d'ailleurs rangée à cette opinion (1).

Enfin, la maison-mère d'une congrégation ne peut agir en justice, faire aucun acte de la vie civile en faveur d'un de ses établissements (2).

Nous avons discuté longuement dans un des chapitres précédents cette jurisprudence du Conseil d'Etat en indiquant ce que nous en pensions.

Nous n'y reviendrons pas.

1. Cassation, 18 juillet 1860.

2. Avis du Conseil d'Etat, 28 mai, 5 juin 1891.

SECTION V. — *Des actions judiciaires.*

Longtemps, les auteurs et la jurisprudence ont été divisés sur ce point : Les congrégations autorisées ont-elles besoin d'une autorisation pour plaider ?

C'est une question aujourd'hui tranchée et qui n'offre plus qu'un intérêt rétrospectif.

Le Conseil d'Etat s'est longtemps montré partisan de la nécessité de l'autorisation.

« Un avis de comité de législation du Conseil d'Etat
« du 23 juillet 1839, se fondant sur les dispositions de
« l'article 14, section 3, du décret du 18 février 1809,
« et sur celles de l'article 4 du décret du 26 décembre
« 1810, déclara que les maisons hospitalières et de
« refuge ne pourraient plaider sans en obtenir l'auto-
« risation les mêmes formes que les hospices et les
« bureaux de bienfaisance. »

Un second avis du 21 mai 1841 généralisa cette décision et l'étendit à toutes les congrégations.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat souhaitait qu'une ordonnance fût rendue en cette matière. Malgré ses désirs, elle n'a jamais vu le jour, et pour résoudre la question on en est réduit à faire appel au droit commun des personnes morales.

Obliger les congrégations à demander au Conseil de

1. Ravelet, p. 139.

Préfecture l'autorisation d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, c'était en faire des Etablissements publics.

Or, nous avons démontré qu'elles ne le sont pas et que, ne faisant pas partie intégrante de l'administration, elles devraient, à juste titre, être rangées dans la catégorie des établissements d'utilité publique.

Le Conseil d'Etat est revenu sur son interprétation de 1839 et de 1841, et a changé complètement sa jurisprudence dans un avis du 6 juillet 1864 rendu dans les circonstances suivantes :

« Après avoir séjourné quelque temps au noviciat de la maison-mère de la congrégation des filles de Jésus à Veglats (Lot), des postulantes avaient renoncé à la vie religieuse et s'étaient refusées à rembourser le montant de la dépense de leur entretien, contrairement aux conditions de leur admission provisoire dans l'établissement.

La congrégation des filles de Jésus demanda l'autorisation de plaider contre elles.

Le Conseil de Préfecture fit observer qu'aucun texte de loi n'exigeait l'autorisation préalable que la congrégation sollicitait, et il déclara n'avoir à prendre aucune décision. Toutefois, le préfet du Lot crut devoir consulter l'administration des Cultes qui, à son tour, consulta la section de l'Intérieur et des Cultes du Conseil

d'Etat, et celle-ci, dans son avis du 6 juillet, après de nombreux considérants que nous ne pouvons rapporter ici concluait : « Est d'avis que les congrégations et communautés religieuses de femmes n'ont pas besoin, pour ester en justice, d'une autorisation du Conseil de Préfecture ».

Cette doctrine n'a fait d'ailleurs que s'affirmer par la suite.

Les associations religieuses étant donc soumises au droit commun quand elles plaident nous n'avons pas à entrer dans le détail de la procédure qu'elles suivront devant les tribunaux.

Qu'il nous suffise de dire que néanmoins cette liberté ne va pas jusqu'à leur permettre d'*acquiescer* et de *transiger en justice*.

L'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, soumet en effet leurs transactions à la nécessité de l'autorisation. Il en est de même pour l'acquiescement. Ce sont des actes excessivement graves de même nature que l'aliénation.

Enfin, dans le cas où une congrégation refuserait d'exécuter de bonne grâce une sentence rendue contre elle, pourrait-on avoir recours à l'exécution forcée?

Nous sommes hésitant sur la solution à adopter. Sans doute le poursuivant pourrait saisir les immeubles sans autorisation, mais l'autorisation du gouvernement lui serait nécessaire pour les aliéner et se payer sur le prix. Néanmoins le Conseil d'Etat en 1896

a reconnu valable par la régie de l'Enregistrement la saisie et la mise en vente de biens appartenant à des congrégations qui avaient refusé le paiement du droit d'accroissement.

Il est impossible d'énoncer ici l'axiome juridique « *qui dicit de uno dicit de altero* » l'Etat et le particulier n'étant pas dans une situation analogue envers leurs débiteurs ?

Mais il ne faut pas l'oublier ; une telle discussion n'est que théorique. En pratique, dès qu'un citoyen aura obtenu des tribunaux, ou en vertu d'un acte authentique le droit d'exécution forcée contre une congrégation, le gouvernement s'empressera, sans aucun doute, de lui accorder la faculté de saisir les biens de l'association religieuse et d'en exiger la vente !

Quant à la saisie des meubles, elle se fait librement, aucune règle n'ayant été édictée sur ce point par la loi ou quelque acte réglementaire.

CHAPITRE III

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES D'HOMMES AUTORISÉES

Supprimées comme les congrégations de femmes par les lois du 13 février 1790 et du 18 août 1792, les congrégations d'hommes, après la Révolution, eurent beaucoup plus de peine à se reconstituer.

Elles avaient excité bien souvent sous l'ancien régime les méfiances et les antipathies, et le gouvernement de la Restauration lui-même ne leur était pas favorable au moment de la grande reconstitution des ordres religieux.

En 1826 M. de Montlosier à la Chambre des Représentants les dénonçait comme un danger public et invoquait contre elles la proscription.

Les Jésuites surtout étaient grandement compromis et leur rétablissement en France n'allait pas sans de nombreuses protestations.

Ce mauvais vouloir de l'opinion publique contre les instituts religieux d'hommes s'est traduit par une absence presque complète de législation à leur égard.

La loi de 1817 que l'on invoque en leur faveur les

suppose sans les nommer, et pour eux la loi du 24 mai 1825 attend toujours son complément !

Aussi, tandis que les congrégations de femmes reconnues sont excessivement nombreuses, ne peut-on citer que quatre congrégations d'hommes qui obtinrent d'être reconnues par les gouvernements de l'Empire et de la Restauration, savoir : les Lazaristes (Décret du 7 prairial an XII et ordonnance du 3 février 1816) les séminaires des Missions étrangères et du Saint-Esprit (Décret du 2 germinal an XIII, et ordonnances du 2 mars 1815 et 3 février 1866 et enfin la Société de Saint-Sulpice (Ordonnance du 3 avril 1816).

Les autres associations religieuses d'hommes autorisées, telles que l'Institut des Frères de la Doctrine Chrétienne ou de Saint-Yon ont été reconnues seulement comme établissement d'utilité publique en vue de l'instruction primaire. Elles relevaient avant la laïcisation des écoles publiques du ministère de l'Instruction publique.

Nous nous occuperons de ces divers ordres religieux en indiquant dans une section spéciale le rôle qu'ils jouent dans la société et les services qu'ils lui rendent.

SECTION I. — *De la Reconnaissance légale des Associations d'hommes.*

Une question fort délicate, une controverse fameuse, est de savoir quelle est en France l'autorité compétente pour reconnaître une communauté ou congrégation d'hommes. Est-ce le gouvernement ? Est-ce la loi ?

Une première opinion donne compétence au gouvernement, en se fondant sur le décret du 3 messidor an XII, la loi du 2 janvier 1817 et la loi du 24 mai 1825.

Sous l'empire du décret du 3 messidor an XII, il n'est pas douteux, dit-on, que le gouvernement pouvait par décret autoriser toute congrégation ou communauté d'hommes et de femmes sans qu'il y ait à distinguer.

Il est de principe qu'un texte ne s'abrogeant point par désuétude, pour qu'il cesse d'être en vigueur, il est nécessaire qu'un texte nouveau édicté par l'autorité compétente y déroge soit explicitement, soit implicitement.

Or la loi du 2 janvier 1817 ayant doté de la personnalité civile « les établissements ecclésiastiques » reconnus par LA LOI et non par une *loi*, ou ne saurait raisonnablement admettre que le décret de Messidor soit abrogé. Il est donc toujours en vigueur et le mode de reconnaissance n'ayant pas changé, les congrégations d'hommes, toujours soumises au décret du 3 messidor de l'an XII peuvent être autorisées par décret, la loi

de 1825 n'ayant apporté de modification à cette règle que pour les associations religieuses de femmes.

A diverses reprises le Gouvernement de la Restauration mit cette opinion en avant pour se faire reconnaître le droit formel d'autorisation. Il n'y put parvenir. Ce système a été défendu par un auteur autorisé qui s'en est fait le champion (1) .

Nous ne croyons pas pouvoir nous rallier à cette opinion, et nous adoptons pleinement sur ce point les conclusions de Ravelet (2) .

Le débat se ramène à l'interprétation de la loi du 2 janvier 1817. Il est indispensable pour la bien comprendre de rappeler sommairement les discussions auxquelles elle a donné lieu.

En 1816 Monsieur Castel Bajac fit à la Chambre des représentants une proposition de loi en 8 articles dans le but de permettre au clergé de chaque diocèse d'accepter pendant 20 ans par l'intermédiaire de son évêque, toutes libéralités mobilières ou immobilières faites pour l'entretien du culte, de ses ministres, des séminaires, ou de tous autres établissements ecclésiastiques reconnus, par le Gouvernement, pour permettre au clergé de reconquérir son indépendance et de réparer les dommages que lui avait causés la Révolution.

1. Trochon *Traité du régime légal des Communautés Religieuses en France*, page 267 ; en ce sens Jacquier.

2. p. 161.

Une commission fut nommée et dans la séance du 13 janvier 1816, M. Chiffet fit un rapport sur la proposition (1).

Dans ce rapport que nous ne pouvons analyser ici se trouvaient ces mots : « Tout établissement ecclésiastique reconnu par le Gouvernement », la Chambre des Pairs bouleversa complètement le projet primitif et au lieu des nombreux articles qu'il comprenait adopta une rédaction plus concise qui commençait ainsi : « Tout
« établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra
« accepter et posséder avec l'autorisation du roi tous
« les biens meubles et immeubles qui pourront lui
« être donnés... »

La commission avait donc substitué aux mots « tout établissement ecclésiastique reconnu par le Gouvernement » ceux-ci « tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi ».

La Chambre des Pairs vota la rédaction adoptée par sa commission, dans sa séance du 5 mars.

C'est en vain qu'à la session suivante le Gouvernement s'efforça de reconquérir le terrain perdu, en présentant à la Chambre des Pairs un projet commençant ainsi : « Tout établissement légalement autorisé... » La Chambre sur le rapport de Montesquieu adopta le projet de loi dans son ensemble, mais exigea le réta-

1. *Moniteur* du 14 janvier 1816.

2. *Moniteur*, 5, 6 et 11 mars.

3. Ravelet, p. 165.

blissement de la formule précédente : « Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi... » Ainsi fut votée la loi de 1817.

Sans doute les explications que nous venons de donner ne jettent pas un jour éblouissant sur cette question si discutée ! Mais il nous semble cependant que les travaux préparatoires de la loi et l'interprétation qui en a été donnée par le gouvernement de la Restauration lui-même, semblent conclure à la nécessité d'une loi pour autoriser une congrégation, ou communauté religieuse d'hommes.

Ce qui semble le prouver, c'est que plus tard le comte Ferrand proposa d'autoriser ces associations par simple ordonnance et que sa proposition fut ajournée.

En 1824, une loi proposée dans ce sens fut repoussée.

Enfin, en 1825, lors de la discussion du projet qui devait devenir la loi du 24 mai, la question se posa de nouveau. La plupart des orateurs, en protestant contre son extension aux communautés d'hommes, rappelèrent les dispositions de la loi du 2 janvier 1817, et reconnurent qu'elle exigeait la nécessité d'une loi spéciale. Le marquis de Catelan s'écria même : « Telle était la règle consacrée par la loi du 2 janvier 1817 qu'on voudrait anéantir ! » et le président du Conseil des Ministres, répondant aux orateurs, ne réfuta point leur opinion sur la loi de 1817 ; il la fortifia même, au con-

traire : « On craint de voir demander plus tard l'autorisation d'établir des communautés d'hommes par simple ordonnance..... Mais alors une loi nouvelle serait nécessaire, et le projet n'établit aucun préjugé sur cette question. Si c'eût été l'opinion du Ministère, il l'aurait proposée en même temps.... Accorder la faculté d'autoriser, par ordonnance, les communautés de femmes, c'est reconnaître explicitement qu'une loi est nécessaire pour reconnaître les communautés d'hommes (1). »

Après de telles déclarations, il serait puéril d'insister. La politique est venue éclairer ce qu'avait d'obscur le texte de 1817.

Bien entendu, la loi n'ayant pas d'effet rétroactif, ne porta aucune atteinte à l'existence légale des communautés et congrégations qui avaient été autorisées, par décrets et ordonnances, jusqu'à la loi du 2 janvier 1817, sous l'empire du décret du 3 Messidor, an XII, qui était à cette époque le droit commun des associations religieuses.

Nous n'avons repris cette longue discussion que pour rappeler au passage les polémiques qu'elle souleva entre les auteurs.

En effet, au point de vue pratique, elle ne présente pas grand intérêt : aucune demande de reconnaissance de communauté ou congrégation d'hommes n'ayant

1. Ravelet, 166.

été, croyons-nous, adressée à l'autorité publique depuis 1817!

C'est donc une discussion d'école et rien de plus.

Les congrégations religieuses d'hommes qui désiraient se faire reconnaître par la loi devraient produire toutes les pièces que nous avons énumérées pour les congrégations de femmes, c'est-à-dire :

1° La copie des statuts de l'association approuvés par l'évêque diocésain;

2° L'état de l'actif et du passif de l'Association ;

3° Le consentement écrit de l'évêque ;

4° Le procès-verbal d'enquête *de commodo* faite dans la commune où l'association demande à s'établir ;

4° Les avis du sous-préfet et du préfet.

Le Ministre compétent à qui ces pièces seront communiquées se chargera de présenter aux Chambres un projet de loi en conséquence.

Les avis favorables du préfet et du sous-préfet ne sont pas nécessaires, l'Administration supérieure apprécie souverainement les motifs de leur opposition. Il n'est pas de même de celui de l'évêque, son consentement est indispensable.

Quand une association d'hommes a été légalement reconnue, il lui suffit d'un décret en Conseil d'État pour créer un établissement nouveau. Pour la révocation une loi serait nécessaire.

Un décret suffit également pour la reconnaissance en tant qu'établissement d'utilité publique, d'une con-

grégation d'hommes ayant pour seul but l'enseignement. La loi du 15 mars 1850, dans ses articles 31, 34 et 79 a réglé les conditions de cette autorisation.

Les pièces à produire et les formalités à remplir sont les mêmes que celles que nous avons déjà tant de fois rapportées.

SECTION II. — *Des biens des Congrégations d'hommes autorisées.*

Aucune disposition législative spéciale ne règle l'administration des biens des communautés d'hommes autorisées. Nous n'avons pas en ce qui les concerne le pendant de la loi de 1825.

Aussi devons-nous, pour étudier cette matière, faire appel aux règles générales posées par la loi du 2 janvier 1817 l'ordonnance du 2 avril de la même année, et celle du 14 janvier 1831.

Il en résulte que les congrégations d'hommes sont soumises à la nécessité d'une autorisation préalable pour l'acquisition ou l'aliénation de leurs biens.

Elles peuvent recevoir des libéralités universelles ou à titre universel, la prohibition n'existant que pour les congrégations de femmes (art. 4, loi de 1825). La loi de 1825 étant spéciale aux congrégations de femmes ne saurait en effet être étendue aux associations religieuses d'hommes (1).

1. Reconnu par décision du ministre des Cultes du 15 mars

Aucune limitation n'existe également pour la qualité de leurs biens dont les membres de l'Institut religieux peuvent disposer en sa faveur.

D'autre part l'ordonnance du 14 janvier 1831 leur étant applicable, aucune congrégation d'hommes autorisée ne serait habile à recevoir une donation avec réserve d'usufruit en faveur du donateur.

Enfin en cas de dissolution d'une Congrégation d'hommes légalement autorisée, la loi n'a pris aucune disposition spéciale pour régler la dévolution des biens et les rentes viagères à accorder à ses membres.

La dissolution ne pourrait être prononcée que par une loi.

Pour les autres actes de la vie civile qu'elles peuvent être appelées à remplir, elles rentrent cela ne saurait faire de doute dans le droit commun des établissements d'utilité publique.

1852 et par la Cour de Paris, arrêt du 14 janvier 1868 rendu au profit des Lazaristes.

CHAPITRE IV

DU RÔLE DES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES AUTORISÉES DANS LA SOCIÉTÉ.

Nous ne pouvons quitter les congrégations religieuses autorisées sans tracer à grands traits leur rôle dans la société et sans indiquer en peu de mots les services qu'elles lui rendent. Etudions successivement les associations religieuses de femmes et d'hommes dans leurs rapports avec le public.

Congrégations religieuses de femmes. — Nous ne nous occuperons que des communautés de sœurs hospitalières, du refuge et enseignantes, aucune disposition légale n'étant venue régler les contemplatives ; ces dernières n'étant généralement pas autorisées en France.

En effet, d'après un avis du Conseil d'Etat du 18 mai 1836, les congrégations autorisées ont « généralement
« pour objet le soin des malades ou l'instruction des
« enfants pauvres ; quelques-unes seulement servent
« de maisons de Refuge pour les filles qui se sont mal
« conduites.

« Mais dans aucun cas le gouvernement n'a entendu
« autoriser des congrégations où l'on se livrerait à des
« occupations et à une vie purement contemplatives,
« et il a toujours voulu, comme l'indiquent les nombreux
« décrets et ordonnances rendus en pareille matière,
« borner l'autorisation légale aux congrégations hos-
« pitalières ou enseignantes ».

Néanmoins le gouvernement ne s'est pas toujours
montré aussi rigoureux que l'indique le Conseil d'Etat
et il a autorisé quelques congrégations contemplatives.

Quoi qu'il en soit, elles n'en restent pas moins l'ex-
ception.

SECTION I. — *Congrégations Hospitalières.*

Les sœurs hospitalières sont instituées dans le but de
desservir les hospices et les hôpitaux, ou de porter
aux pauvres, à domicile, des soins, des secours, et des
remèdes.

Même aux époques les plus troublées de notre his-
toire, elles ont toujours été regardées d'un œil favora-
ble par le gouvernement.

C'est ainsi que, supprimées en droit comme toutes
autres congrégations par la loi du 18 août 1792, elles
n'en subsistèrent pas moins en fait. Cette même loi qui
les dissolvait en tant que corporations les conservait
à titre individuel et dans son article 2 décidait : « Néan-
« moins dans les hôpitaux et maisons de charité, les

« mêmes personnes continueront, comme ci-devant, le
« service des pauvres et le soin des malades à titre
« individuel, sous la surveillance des corps municipaux
« et administratifs, jusqu'à l'organisation définitive que
« le comité des secours présentera incessamment à
« l'Assemblée Nationale, etc. »

En l'an IX, Chaptal, ministre de l'Intérieur, dans un rapport officiel adressé au 1^{er} Consul fait leur éloge et rappelle les services qu'elles rendent dans les hôpitaux.

Aussi dès l'an XI rencontrons-nous un arrêté consulaire du 24 Vendémiaire autorisant les congrégations des filles de Saint-Vincent de Paul, de Saint-Charles, de Nevers.

Napoléon reconnaissant du dévouement qu'elles prodiguaient aux malheureux et de leur zèle à soulager toutes les misères leur accorda toujours sa protection et ses encouragements.

Nous avons vu que son désir était même de leur donner un règlement commun, nous avons analysé ce rapport de Madame mère à l'Empereur qui fut suivi du célèbre décret du 18 février 1809.

Nous ne reviendrons pas sur ces faits.

Les sœurs hospitalières donnent l'assistance des façons très diverses.

1^o Reconnues en tant que congrégations aux termes de la loi de 1825, elles peuvent diriger un établissement de bienfaisance.

2° Elles peuvent être attachées à titre d'auxiliaires à un établissement public.

3° Enfin une communauté peut être autorisée en vue du service d'un hospice ou hôpital déterminé. Aux termes des articles 6, 7 et 8 du décret du 18 février 1809, les associations religieuses instituées dans les hospices ou hôpitaux ont la faculté d'ouvrir des noviciats.

Elles doivent préalablement obtenir l'assentiment des commissions administratives. Cette délibération est approuvée par le préfet sur la proposition de l'évêque et détermine le nombre des novices et le local qu'ils leur est affecté.

Suivant les dispositions de l'article 16 du décret du 18 février 1809, les sœurs que leur âge ou leurs infirmités rendent incapables d'un service plus prolongé dans les hôpitaux, doivent être entretenues à titre de « repoussantes » aux frais de ces établissements.

Dans le cas où ces religieuses préféreraient quitter l'hôpital où elles sont devenues inutiles, conformément à l'article 19 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, elles pourront obtenir une pension de retraite si elles ont les 30 ans de services exigés par les règlements.

La pension sera servie sur les fonds de l'hospice ou hôpital.

La congrégation religieuse est maîtresse de son personnel, élit sa supérieure, sans que la commission administrative de l'établissement ait le droit de s'en préoccuper.

La supérieure a sous ses ordres les infirmières et servantes. Mais elle ne peut ni les louer, ni les congédier sans approbation de la commission administrative. Dans certains cas cette dernière se réserve tous droits sur les gens de service.

Enfin un règlement du 9 pluviôse an VIII rédigé par des professeurs de l'école de médecine de Paris détermine les médicaments que les sœurs seront admises à distribuer aux malades et même à fabriquer dans le cas où un pharmacien ne serait point attaché à l'établissement dont elles font partie.

Les sœurs hospitalières légalement reconnues ne sont appelées à desservir les hospices et hopitaux qu'en vertu de traités passés avec les commissions administratives de ces établissements.

Ils doivent être revêtus de l'approbation préfectorale selon les dispositions de l'article 8 de la loi du 7 août 1851 relative à l'administration des établissements de bienfaisance.

Le Ministre de l'Intérieur voulant donner (1) à ces traités une rédaction uniforme, en fit établir en 1839 deux modèles de concert avec la supérieure générale des sœurs de Saint-Vincent de Paul, et les transmit aux préfets avec sa circulaire du 26 septembre de la même année, en les invitant à en proposer l'adoption aux commissions administratives et aux sœurs hospita-

1. Calmette, page 168.

lières des établissements charitables de leurs départements respectifs.

Nous ne pouvons entrer ici dans les nombreuses dispositions que renferment ces traités.

Nous dirons seulement que l'un des deux modèles dont nous avons parlé était destiné aux bureaux de bienfaisance, et l'autre aux hospices.

La stabilité des religieuses dans un hospice ou hôpital, diffère essentiellement selon le titre qui les y a instituées : Sont-elles liées pour le service de l'hôpital par un simple contrat (analogue à celui de louage de services, article 1780 Code civil) à l'expiration du terme fixé, l'une des deux parties peut toujours le dénoncer et se refuser à le renouveler. C'est ce qui s'est passé après 1880 lors de la laïcisation des hôpitaux (1). Un grand nombre de commissions administratives ont dénoncé l'engagement qu'elles avaient vis-à-vis des congrégations.

Il n'en saurait être de même dans le cas où une communauté a été autorisée par le gouvernement pour le service d'un établissement déterminé où elle a son siège.

La commission administrative ne peut pas dans ces circonstances remplacer la communauté par une autre ou se priver du service des sœurs.

En effet, la résiliation du contrat équivaldrait à la

1. Voir Calmette, page 169.

dissolution de la communauté, et nous savons qu'elle ne pourrait être prononcée que dans les formes admises par la loi du 24 mai 1825, c'est-à-dire par une loi. A moins que le gouvernement ne permette ce remplacement en facilitant à la communauté son transport dans un autre siège.

SECTION II. — *Sœurs du Refuge.*

Les *sœurs du Refuge* ont été instituées par le décret du 26 décembre 1810 « pour ramener aux bonnes mœurs les filles qui se seront mal conduites ».

Napoléon les avait, comme les hospitalières et les enseignantes, mises sous la protection de Madame Mère.

Nous ne ferons pas l'étude des règles administratives qui les concernent, l'article 4 renvoyant pour leur institution, les noviciats et les vœux, ainsi que pour les revenus, biens et dotations, aux dispositions des II^e et III^e sections du décret du 18 février 1809.

SECTION III. — *Congrégations enseignantes.*

Les sœurs enseignantes donnent l'instruction aux jeunes filles, tantôt dans des écoles publiques, tantôt dans les écoles privées.

Depuis la loi du 30 octobre 1886 qui a proclamé le

principe de la laïcité de l'enseignement, leur rôle d'institutrices publiques a singulièrement diminué, il est appelé à disparaître dans un avenir prochain.

Pendant longtemps, les sœurs enseignantes ont été pour ainsi dire les seules éducatrices des jeunes filles. La loi du 15 mars 1850 dans son article 49 leur avait fait une grande faveur en leur permettant de remplacer le brevet de capacité par la lettre d'obédience.

Pourvue de la lettre d'obédience délivrée par la supérieure de la communauté ou congrégation dont elle faisait partie, la religieuse pouvait librement enseigner au sein de l'association religieuse.

Si elle était envoyée au dehors elle devait absolument se munir du brevet de capacité élémentaire ou supérieur selon les cas.

Toute lettre d'obédience, présentée au lieu et place du brevet de capacité devait contenir les indications suivantes :

- 1° Le nom de la communauté ou congrégation ;
- 2° La date de l'ordonnance ou du décret qui avait autorisé l'association à se vouer à l'enseignement ;
- 3° La circonscription territoriale dans laquelle elle était autorisée à exercer.

La loi du 16 juin 1881 est venue abolir la lettre d'obédience, la loi du 30 octobre 1886 a laïcisé l'enseignement.

Aucune nomination d'institutrice en congréganiste ne peut plus être faite dans le département où fonctionne depuis 4 ans une école normale d'institutrice en conformité avec l'article 1^{er} de la loi du 9 août 1879.

Mais tandis que pour les garçons la substitution des instituteurs laïques aux congréganistes a été fixée à 5 ans, aucune limite n'a été assignée pour les filles, ce qui fait que l'éducation de ces dernières est encore pour la plus grande partie en France entre les mains des religieuses.

D'ailleurs leur rôle comme institutrices privées n'a nullement diminué. Elles peuvent librement, en se conformant aux lois scolaires ouvrir des écoles privées et y donner l'enseignement qu'il leur convient.

Mais la lettre d'obédience ayant été supprimée elles ne sauraient obtenir autorisation d'ouvrir une institution sans rapporter les brevets et diplômes exigés par la loi.

CHAPITRE V

ROLE DES ASSOCIATIONS AUTORISÉES D'HOMMES

Les congrégations d'hommes autorisées, avons-nous précédemment indiqué, sont excessivement rares. Leur nombre ne dépasse pas quatre par suite des entraves que le législateur a mises à leur reconnaissance.

Indiquons brièvement le but qu'elles se proposent et le rôle qu'elles jouent en France congrégation des missions de Saint-Lazare.

C'est la première qui ait obtenu sous l'Empire le bénéfice de la reconnaissance légale. Elle a été rétablie par le décret du 7 prairial an XIII.

Ce décret est rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Il établit : « une association de « prêtres séculiers qui, sous le titre de prêtre des Mis-
« sions étrangères sont chargés des missions hors de
« France ».

D'autres décrets des 23 janvier, 23 septembre, 12 décembre 1806, 6 janvier 1807, 7 janvier et 12 juillet 1808 ; 3 janvier 1809 confirmèrent implicitement l'exis-

tence légale de cette association. Mais le décret du 29 septembre 1809 en révoquant tous les décrets d'autorisation de congrégations d'hommes précédemment rendues met fin à leur existence.

L'ordonnance du 2 mars 1815 les rétablit.

Diverses ordonnances de 1818, 1820, 1822, autorisèrent les Lazaristes à accepter des dons et legs.

Cependant, malgré ces nombreux textes, l'existence légale de la congrégation des missions de Saint-Lazare a été vivement contestée.

Il en fut ainsi notamment devant le Conseil d'Etat, lors de l'enregistrement du bref papal nommant M. de Wailly supérieur général de l'Ordre en 1835.

En 1839, le débat fut porté devant les Chambres, et en 1841 de nouveau au Conseil d'Etat.

En 1847, à une demande des Lazaristes, tendant à obtenir l'autorisation d'ester en justice, le Conseil de préfecture de la Seine émet des doutes sur la validité de la reconnaissance qu'ils invoquaient, sous prétexte que les ordonnances de 1815 les autorisant n'avaient point été publiées au *Bulletin des lois*.

Cependant en 1867, la Cour de cassation reconnut la validité de leur personnalité civile et depuis cette époque la question n'est plus discutée.

Le deuxième ordre religieux d'hommes autorisé, la congrégation des prêtres des missions étrangères fut fondée sous Louis XIV afin « d'établir des églises en « Asie par le moyen de clergés indigènes et par lettres

« patentes de juillet 1663. Un séminaire devait être
« formé pour la préparation de lévites destinés à com-
« vertir les infidèles en pays étrangers. »

Supprimée en 1792, la congrégation fut rétablie par la loi du 2 germinal an XIII, et le décret du 26 septembre 1809 veut la dissoudre.

Elle fut rétablie par ordonnance du 15 octobre 1823 qui confirme l'état ancien.

III. — *Congrégation du Saint-Esprit*. — Elle fut fondée en 1703 pour former à l'état ecclésiastique les jeunes gens pauvres et les destiner à la desserte des hôpitaux et aux missions.

Dissoute à la révolution elle fut rétablie par la loi du 2 germinal an XIII. Supprimée par le décret du 26 septembre 1809, l'ordonnance du 3 février 1816 la rétablit sous le titre de Congrégation du Saint-Esprit.

Aucun doute ne fut jamais émis sur sa reconnaissance, cependant on contesta la validité de ses statuts.

En effet, aucune trace de leur approbation ne figure dans le décret de germinal an XIII et dans les textes postérieurs.

IV. — Il ne nous reste plus qu'à signaler la quatrième de ces congrégation : *L'Institut des prêtres de Saint-Sulpice*. Fondée en 1642, supprimée en 1792, cette compagnie a été autorisée à nouveau par l'ordonnance du 2 avril 1816. Elle a pour but l'enseignement dans les séminaires.

A côté de ces associations instituées pour le sacerdoce, la prédication et les missions, se trouvent d'autres congrégations d'hommes reconnues seulement par le gouvernement comme établissements d'utilité publique, et ayant pour but l'enseignement.

En présence de ces derniers, on peut se demander, si le gouvernement, en les autorisant comme établissements d'utilité publique, a fait abstraction de leur caractère religieux pour les doter de la personnalité civile : ou bien si, ce caractère prédominant, cette reconnaissance ne va pas jusqu'à leur donner la faculté d'acquérir des dons et legs.

En résumé y a-t-il une exception à cette règle générale que les associations religieuses d'hommes ne peuvent être légalement reconnues que par une loi ?

La jurisprudence décide que les congrégations reconnues par décret en vue de l'enseignement public postérieurement à 1817 n'ont pas la personnalité civile.

C'est ainsi qu'un arrêt de Cassation du 3 juin 1861, déclare : « Qu'une autorisation de ce genre n'a pour but que de régulariser la situation de la congrégation au point de vue de la police des associations et d'autoriser ses services pour l'enseignement primaire, mais qu'elle ne lui confère pas la capacité de recevoir des dons et legs.

La question a été discutée à propos de la plus

1. *Mem.* Cons. d'Etat, 16 juin 1881.

illustre de ces congrégations religieuses formées en vue de l'enseignement. Nous voulons parler de l'Institut des frères de la doctrine chrétienne.

Leur personnalité civile a été extrêmement contestée. Néanmoins on le reconnaît généralement aujourd'hui en se fondant sur le décret du 17 mars 1808, constitutif de l'Université où on lit : « Les frères des « écoles chrétiennes seront brevetés et encouragés par le « grand maître qui visera leurs statuts intérieurs, les « admettra au serment, leur prescrira un habit particulier et fera surveiller leurs écoles. Les supérieurs « de ces écoles pourront être membres de l'Université. »

De plus la question s'étant posée le 17 juin 1887, devant le Conseil d'Etat, à l'occasion d'une instance entre les Frères et la ville de Paris au sujet de l'immeuble de la rue Oudinot, *M. le Vavasseur de Précourt*, dans de remarquables conclusions, démontra l'existence légale des Frères de la doctrine chrétienne.

Il se fonda, en effet, sur un document remontant à l'an XII où cette reconnaissance est implicitement reconnue, et prouva que leur autorisation remontait à l'an XI (1).

Mais en sens contraire, le caractère d'associations reconnues ayant la personnalité civile a toujours été refusé aux autres congrégations fondées en vue de

1. Rapport au premier Consul par le conseiller d'Etat chargé des cultes, le 11 frimaire, an XII, fonds instruction primaire, série 6.

l'enseignement selon les prescriptions de la loi du 15 mars 1850.

Le rôle des frères comme instituteurs publics, est encore plus réduit que celui des religieuses. On peut même dire qu'il n'existe plus, la loi du 30 octobre 1886 ayant fixé pour les garçons à une période de 5 ans le remplacement des congréganistes par les instituteurs laïques.

Ils sont néanmoins restés instituteurs libres, et les frères de la Doctrine Chrétienne ont encore des écoles florissantes.

Quelque croyance religieuse que l'on professe, de quelque opinion politique qu'on se réclame, il est impossible, croyons-nous, de ne pas reconnaître les services rendus au peuple par les écoles des frères.

On peut, sans exagérer, dire qu'ils s'occupèrent les premiers en France de l'instruction primaire. Ils furent vraiment les premiers éducateurs du peuple.

Les membres des congrégations peuvent librement donner l'enseignement secondaire et supérieur aux jeunes gens dans des établissements qu'ils sont admis à ouvrir en se conformant aux lois de 1850 et de 1880.

La jurisprudence admet même que les conseils municipaux et généraux donnent des subventions aux ordres religieux en vue de l'enseignement secondaire et supérieur.

Elle ne l'admet pas pour l'enseignement primaire en tirant argument de la loi du 30 octobre 1886 sur la laï-

cité de cet enseignement qui ne prévoit que deux sortes d'écoles, les publiques et les privées.

Bien des choses seraient à dire sur cette interprétation très contestable de la loi de 1886 par le Conseil d'Etat, nous ne pouvons les exposer ici,

CHAPITRE VI

CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES.

SECTION I. — *Leur situation juridique.*

Les congrégations non autorisées doivent-elles être considérées par la loi comme des associations illicites, seulement tolérées par le gouvernement et qu'il peut d'un moment à l'autre dissoudre par mesure administrative?

Forment-elles au contraire des sociétés civiles à l'abri de toute ingérence des pouvoirs publics, ne jouissant sans doute pas de la capacité civile qui est une faveur, mais ayant une existence de fait et pouvant vivre, agir, acquérir même par l'intermédiaire de leurs membres?

Telles sont les questions brûlantes qui ont passionné les esprits depuis le début du siècle et ont divisé les auteurs et la jurisprudence !

Efforçons-nous de déterminer la condition légale de ces associations en France, leur condition juridique et la capacité de leurs membres.

La question se présenta dès 1823 à propos des Jésuites. M. de Montlosier écrivit à cette époque un pamphlet ayant pour titre « *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la religion, la société et le trône* ».

Cet écrit produisit un effet considérable dans le monde du droit et les passions religieuses et politiques aidant, deux partis se trouvèrent bientôt en présence.

Encouragé par le succès qu'il avait remporté, le comte de Montlosier, ancien député aux Etats généraux, adressa le 18 juillet 1826 à la cour de Paris une dénonciation sur les agissements politiques de certaines Congrégations et notamment celle des Jésuites dont il déclarait l'existence contraire aux lois du royaume qui proscrivent la société de Jésus.

En même temps il sollicitait l'opinion des jurisconsultes les plus autorisés.

Deux consultations furent même rédigées à ce sujet par deux avocats du barreau de Paris : Dupin et Isambert.

La plupart des avocats et jurisconsultes français adhérèrent à ces consultations et signèrent que les lois de l'ancien régime prohibant certaines corporations religieuses d'hommes et notamment celle des Jésuites devaient être considérées comme étant encore en vigueur.

Sur ces entrefaites la Cour rendit l'arrêt célèbre du 18 août 1826 :

« Considérant qu'il résulte, de l'ensemble et des dis-
« positions des arrêts du parlement de Paris des 6 août
« 1762, 1^{er} décembre 1764, et 9 mai 1767, des arrêts
« conformes des autres parlements du royaume, de l'é-
« dit de Louis XV, du mois de novembre 1764, de l'é-
« dit de Louis XVI, du mois de mai 1777, de la loi du
« 18 août 1792 et du décret du 3 messidor an XII,
« que l'état actuel de la législation s'oppose formelle-
« ment au rétablissement de la société dite « de Jésus »,
« sous quelque dénomination qu'elle se présente : que
« les arrêts et édits étaient principalement fondés sur
« l'incompatibilité reconnue entre les principes profes-
« sés par cette société et l'indépendance de tous les
« gouvernements ; bien plus incompatibles encore avec
« la charte constitutionnelle qui fait aujourd'hui le droit
« public des français.

« Mais considérant que, suivant cette législation, il
« n'appartient qu'à la haute police du royaume de dis-
« soudre tous établissements, congrégations, ou asso-
« ciations, qui sont ou seraient formés au mépris des
« arrêts, édits, lois et décrets susénoncés.

« Considérant sur le surplus des faits exposés
« audit écrit, que, quelle que puisse être leur gravité,
« les faits tels qu'ils sont présentés ne constituent né-
« anmoins ni crime ni délit qualifiés par les lois dont
« la poursuite appartienne à la Cour ;

« Par ces motifs, se déclare incompétente .. etc. »

Nous avons tenu à citer *in extenso* , cet arrêt de la

Cour de Paris ; rendu, sous le plus catholique des gouvernements, il est significatif et montre bien les dispositions de l'esprit officiel contre les congrégations !

Néanmoins il contient à notre sens plusieurs erreurs, nous le critiquerons plus loin.

En même temps qu'il saisissait la Cour de Paris le comte de Montlosier adressait une pétition à la Chambre des Pairs, pour protester contre la compagnie de Jésus.

Dans la séance du 18 janvier 1827, il présenta un rapport à la Chambre qui concluait ainsi : « En résumé les lois spéciales de Louis XV et de Louis XVI ont aboli en France la société de Jésus. Des lois générales de 1789, 1792 et 1802, ont éteint et « supprimé » toutes les associations d'hommes...

Ce n'est pas la sévérité des lois que votre commission invoque, mais le maintien de l'ordre légal.

Les tribunaux se sont déclarés incompétents, l'administration seule peut procurer en cette partie l'exécution des lois (1).

Votre commission vous propose de renvoyer à M. le président du Conseil la pétition du Comte de Montlosier.

Le 9 mars 1829 une pétition fut également présentée à la Chambre des députés pour demander la suppression des congrégations religieuses illégalement formées, la pétition fut renvoyée après examen au ministre de

1. Sirey, Vol. XXVIII 2^e partie. p. 339.

2. Victor Janvrot. *De la légalité des Décrets*. page 36.

l'Intérieur « attendu qu'il s'agissait d'une question de police ».

En 1843, Martin du Nord, Garde des Sceaux, parlant des congrégations religieuses non autorisées s'exprimait ainsi : « Ces communautés ne sont point autorisées, mais tolérées ; elles peuvent être dissoutes aussitôt que le gouvernement le jugera nécessaire ».

Le 2 mai 1845 Thiers interpella le gouvernement sur l'exécution des lois à l'égard des congrégations : « Je demande, disait-il, « l'application des lois aux Jésuites lorsqu'ils existent en communauté religieuse... »

« Je ne demande pas l'application de la loi contre « les associations (art. 291 Code pénal et loi de 1834), « la loi des associations contient des peines, je n'en « demande pas, je ne demande que la dissolution par « voie administrative ».

Martin du Nord, Garde des Sceaux, ayant acquiescé aux paroles de Thiers, la chambre se rangea à cet avis et vota l'ordre du jour suivant : « La Chambre se reposant sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois de l'état, passe à l'ordre du jour ».

Quelque temps après les Jésuites de Saint-Acheul furent dispersés.

Nous ne pouvons, dans cet historique, énumérer les divers arrêts des cours et tribunaux qui ont condamné l'existence de fait des congrégations non autorisées, ni les nombreuses décisions des gouvernements, qui en ont ordonné la dissolution. Nous citerons seulement

le décret du 29 décembre 1853 par lequel le gouvernement impérial appliqua encore le décret de Messidor aux Jésuites de Saint-Michel établis à Montaud près de Saint-Etienne et de 1861 qui prononçait dans le Nord la dissolution des Rédemptoristes de Douai, de Lille, de Dunkerque et les capucins d'Hazebrouck.

Nous arrivons enfin aux décrets du 29 mars 1880 rendus par le président de la république dans le but d'assurer l'exécution des lois qui régissent les congrégations religieuses non autorisées. Il convient d'ajouter à ces textes le décret du 3 avril 1880 qui a étendu les dispositions qu'ils contiennent aux congrégations établies dans les Colonies Françaises.

Des nombreux textes que nous avons cités, des décisions identiques prises contre les ordres religieux non autorisés par des gouvernements si divers, il semblerait résulter que le droit de les dissoudre appartienne sans conteste au gouvernement.

Il n'en est rien cependant.

Peu de questions ont autant passionné l'opinion publique ! Nous exposerons successivement les divers systèmes pour et contre les droits de l'Etat qui ont été successivement soutenus.

SECTION I. — *Les congrégations religieuses non autorisées sont-elles tolérées en France, ou ont-elles une existence de fait comme sociétés civiles ?*

Le gouvernement a-t-il le droit de les dissoudre ?

Les décrets du 29 mars 1880 ont résolu ces difficiles questions en affirmant à nouveau les droits de l'Etat, et en donnant au gouvernement l'ordre de dissoudre les congrégations non autorisées.

Le premier de ces décrets concerne spécialement la compagnie de Jésus. Il enjoint aux membres de cette association de se séparer et de vider les établissements qu'ils occupent. Un délai de faveur est accordé jusqu'au 31 août 1880 aux établissements dans lesquels l'enseignement littéraire ou scientifique est donné par les soins de l'association à la jeunesse.

Le second concerne les autres congrégations non autorisées. Il porte dans son article premier. « Toute
« congrégation ou communauté non autorisée est tenue,
« dans le délai de trois mois à dater du jour de la
« promulgation du présent décret, de faire les diligences nécessaires, à l'effet d'obtenir la vérification et
« l'approbation de ses statuts et règlements, et la
« reconnaissance légale pour chacun de ses établissements actuellement existants de fait ».

Quant à celles de ces associations qui ayant demandé l'autorisation ne l'avaient point obtenue, ou dans les

délais fixés négligeait de la solliciter elles tombaient sous le coup des lois en vigueur et se trouvaient dans la même situation que la compagnie de Jésus.

Ces décrets de 1880 ont, comme nous l'avons indiqué, renouvelé ces dissensions religieuses, et ces discussions interminables que la tolérance du gouvernement impérial avait un peu apaisées. Il est indispensable de s'occuper de leur légalité, et de rechercher si en les prenant le gouvernement n'a point excédé ses pouvoirs.

Divers systèmes ont été proposés pour résoudre ces questions. Nous pourrions les indiquer successivement et prendre ensuite position.

Mais ce serait, croyons-nous, une œuvre fastidieuse, et il nous semble préférable d'examiner les divers points contestables de cette célèbre discussion, et d'indiquer ensuite à l'occasion de nos critiques l'opinion à laquelle nous nous rangeons.

Pour atteindre notre but, nous ne pouvons mieux faire, croyons-nous, que d'exposer et de critiquer les diverses propositions émises par M^e Rousse dans sa fameuse consultation en faveur des congrégations.

SECTION II. — *Consultations de MM. de Vatimesnil et Rousse. — Leur réfutation.*

La consultation M^e Rousse, considérable par son étendue, a été publiée par le *Moniteur universel* le 13 juin 1880.

Sa première partie n'est que la reproduction des deux consultations de 1845, l'une de M. de Vatimesnil et l'autre des avocats du barreau de Caen.

Nous savons que ces deux consultations ne furent pas très heureuses dans la réalisation du but qu'elles poursuivaient : celle de M. de Vatimesnil qui déniait au gouvernement le droit de dissoudre les communautés et congrégations non pourvues de la reconnaissance légale eut sa réponse dans le *Moniteur* du 6 juillet 1845 qui publia la note suivante : « Le gouvernement « du roi a reçu des nouvelles de Rome. La négociation « dont il avait chargé M. Rossi, a atteint son but. La « congrégation des Jésuites cessera d'exister en France « et va se disperser d'elle-même, ses maisons seront « fermées et ses noviciats dissous (1). »

Quant à celle des avocats de Caen, elle n'eût pas une meilleure fortune. Elle est datée du 27 septembre 1845, et la cour royale de Caen y fit réponse le 20 juillet 1846 dans un arrêt mémorable où elle affirmait l'inexistence de fait des congrégations non autorisées et le droit pour le gouvernement de les dissoudre.

Hâtons-nous de dire que la consultation de M^e Rousse a eu le même insuccès que les précédentes, et que malgré beaucoup de talent déployé par son auteur, elle n'a pu convaincre les tribunaux et impressionner l'opinion publique.

1. Janvrot, *eod. loco*, p. 162.

M^e Rousse s'efforce surtout de démontrer qu'aucune des lois invoquées dans les décrets du 29 mars n'est applicable aux congrégations pour divers motifs que nous allons signaler.

Quels sont tout d'abord ces textes invoqués par les décrets du 29 mars ?

Ils sont longuement énumérés dans le préambule des décrets :

« Le président de la République...

Vu l'article 1^{er} de la loi des 13-19 février 1790...

Vu l'article 1^{er}, titre 1^{er}, de la loi du 18 août 1792...

Vu l'article 2 du Concordat.

Vu l'article 2 de la loi du 18 germinal an X.

Vu le décret-loi du 3 Messidor an XII.

Vu les articles 291 et 292 du Code Pénal et la loi du 10 avril 1834.

Considérant. . . . l'arrêt du Parlement de Paris du 6 août 1762, l'édit de novembre 1764, l'arrêt du Parlement de Paris du 9 mai 1767, l'édit de mai 1777, l'arrêt de la Cour de Paris du 18 août 1826 rendu toutes chambres assemblées... »

Que le 21 juin 1828, la Chambre des Députés a renvoyé au gouvernement des pétitions signalant l'existence illégale des Jésuites ;

Que le 3 mai 1845, la Chambre des députés a voté un ordre du jour tendant à ce qu'il leur fût appliqué les lois existantes et que le gouvernement se mit en devoir de réaliser leur dispersion ;

Que le 16 mars 1880, à la suite des débats dans l'une et l'autre chambre qui avaient plus particulièrement visé l'ordre des Jésuites, la Chambre des Députés a réclamé l'application des lois aux congrégations non autorisées.

A ces textes le deuxième décret ajouta :

La loi du 24 mai 1825.

Le décret-loi du 31 janvier 1852.

Reprenons successivement ces divers textes en les rangeant par classe.

ARRÊTS DES PARLEMENTS ET ÉDITS ROYAUX.

« Sur la valeur actuelle des lois dont on prétend faire usage dit M^e Rousse, nous ne croyons pas qu'aucun jurisconsulte puisse conserver désormais aucun doute.

« Des arrêts des Parlements et des édits de Louis XV, le temps et le bon sens public ont déjà fait justice... »

Janvrot, à qui nous empruntons ces citations de M^e Rousse, reproche avec une généreuse indignation à l'avocat des congrégations la légèreté avec laquelle il traite des arrêts qui sont l'œuvre de nos Parlements et qui ont été signés des plus grands noms de la magistrature française, des Séguier et des D'Aguessau (1).

Sans tenir compte de l'irrévérence avec laquelle

1. Page 163.

M^e Rousse traite les arrêts de nos grands ancêtres et les ordonnances des rois très chrétiens, nous serons néanmoins de son avis contre la jurisprudence et le gouvernement.

Nous considérons, en effet, comme anti-juridique de viser contre les ordres religieux les textes de l'ancien droit.

Nous croyons avec M. de Vatimesnil que cette prétention est inadmissible.

Les lois sur les congrégations religieuses antérieures à la Révolution ont été abrogées par le droit intermédiaire et on ne saurait loyalement les faire revivre.

« On ne saurait invoquer aujourd'hui ni les poursuites extraordinaires de l'ancien régime, ni l'interdiction faite aux membres de la compagnie de Jésus de vivre même séparément sous l'empire de leurs statuts, de s'approcher à plus de dix lieues de Paris, de correspondre entre eux, d'exercer aucune fonction dans les collèges ». Les lois des 13 février 1790 et 18 août 1792, ont remplacé en les abrogeant toutes les dispositions des lois antérieures sur les ordres religieux sans distinction (1).

Aussi sommes-nous complètement opposé à la doctrine de la Cour de Cassation dans son arrêt de 1818 confirmant un arrêt de la Cour de Nîmes du 12 février 1816 (2), et de la Cour de Paris dans son arrêt du 18

1. Ravelet *ouv. cité* page 346.

2. Sirey, 1819. 1. 197.

août 1826 (1) qui s'appuient dans leurs considérants sur les édits de Louis XV et de Louis XVI chassant de France la Compagnie de Jésus.

Sur ce point donc nous nous rallions complètement à la solution proposée par M^e Rousse.

~ II. — *Loi des 13-19 février 1790.*

Cette loi, dit M^e Rousse, n'aurait eu pour but que de supprimer les conséquences légales des vœux perpétuels sans toutefois prohiber l'existence de fait des congrégations.

« Si l'on veut dit-il savoir exactement quels étaient l'esprit, le but et la portée de cette loi, il faut lire le rapport de Treilhard à l'Assemblée nationale : « Qu'a voulu cette loi, dit-il, uniquement deux choses : que les congrégations ne fussent plus des êtres collectifs, et que les vœux ne formassent plus un lien légal, mais seulement un lien de conscience.

« Il était difficile d'être plus clair, c'était en deux « mots l'abolition de la vie civile pour la communauté « et l'abolition de la mort civile pour le religieux ».

Après avoir cité les termes du rapport de Treilhard que nous avons rapportés, M. de Vatimesnil dans sa célèbre consultation de 1845 ajoute : « C'est donc par « un étrange sophisme que l'on raisonne comme il suit : « la loi de 1790 a entendu que le cloître cesserait

1. Sirey, vol. XXVIII, 2^e part., page 339.

« d'être un lieu de réclusion pour ceux qui ne vou-
« draient pas y rester ; donc, elle a décidé par cela
« même qu'il ne pourrait plus être un asile pour ceux
« que leur confiance et leur vocation porteraient à y
« vivre. Cette loi a décidé que les congrégations ne
« seraient plus des corporations légales ; donc elle les
« a nécessairement transformées en associations illici-
« tes et coupables.

« Il est évident que, entre une loi qui érige les con-
« grégations religieuses en personnes civiles et une loi
« d'intolérance qui les prohiberait, il y a un moyen
« terme avoué par la raison et l'humanité, c'est celui
« d'une liberté complète accordée à chacun de suivre
« ses dispositions, de se faire moine quand il le vou-
« dra, et de cesser de l'être quand il le voudra aussi,
« sans que ce changement d'état puisse influencer sur ses
« droits civils. Voilà évidemment le système de la loi
« de 1790 » (1).

Cette interprétation de la loi de 1790 est séduisante, mais elle n'est malheureusement pas vraie. Ce texte décide que désormais toute congrégation où l'on prononce des vœux perpétuels est interdite, et ne peut légalement se constituer. Toutefois les corporations qui existent actuellement ne sont pas dissoutes ; elles subsistent non plus en qualité de personnes morales, mais

1. Albin Curet. *Les congrégations religieuses non autorisées devant la loi et les tribunaux*, page 22.

2. Albin Curet, p. 25.

comme associations de fait. « La loi par un sentiment de bienveillance et de pitié a voulu laisser au moine veilli au fond du monastère ou que sa vocation y retient le droit d'y mourir ». Mais la loi n'a, croyons-nous, en prenant ces dispositions nullement entendu permettre que ces congrégations se perpétueraient indéfiniment en s'adjoignant de nouveaux membres? La loi de 1790 ne laisse aux moines la faculté de continuer la vie religieuse qu'autant qu'ils étaient agrégés déjà à une communauté, au temps de sa promulgation!

La disparition des ordres monastiques était le but de l'Assemblée Nationale.

Aux ultramontains qui mettent en avant le rapport de Treilhard pour commenter la loi de 1790, il suffit de rappeler que le projet proposé fut repoussé par l'assemblée et que la disposition qui forme l'article I de la loi de 1790 avait été rédigée par Thouret.

Avant le vote de cet article, Barnave qui avait proposé un projet analogue disait : « Les ordres religieux sont incompatibles avec l'ordre social et le bonheur du peuple : Vous devez les détruire sans restriction ». Et Chapelin après le vote commentait ainsi cet article : « Vous venez de décréter la suppression des ordres religieux » (1).

La loi de 1790 à la lumière de ces commentaires n'offre plus de difficultés. Elle apparaît bien comme destructrice des ordres monastiques, les dispositions

1. Curet, p. 27.

transitoires qu'elle édicte n'étant faits que pour les religieux, ayant déjà fait profession au moment de sa promulgation (1).

III. — *Loi du 18 août 1892.*

Cette loi abolissait trop clairement les ordres religieux pour qu'on put discuter le sens de son texte.

Aussi M^e Rousse sans en contester la portée la déclare abrogée par les motifs généraux suivants :

« Les autres sont des lois de prescription et de haine que le patronage de Danton ne peut suffire à relever de la déchéance où elles sont aussitôt tombées. »

Et plus loin : « Elle ne contient aucune sanction pour les dispositions principales. Le port du costume défendu par l'article 9 est seul puni par l'article 10... »

Etrange argumentation en vérité ! depuis quand une loi s'abroge-t-elle par désuétude ? Quels principes de notre droit public peut-on invoquer pour légitimer une pareille conception ?

Mais reprenons les faits.

La loi des 13-19 février 1790, nous l'avons démontré, dissolvait les congrégations régulières, celle de 1792 généralisait la mesure et l'étendait aux congrégations séculières et aux confréries comme aux corporations qui « vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie ».

1. En sens contraire Graux. *Les congrégations religieuses devant la loi*, p. 63.

Nous admettons sans peine avec les défenseurs des congrégations que ces lois n'étaient nullement inspirées par l'amour de la liberté ! Sans doute leurs effets ne furent que transitoires, et le Décret du 3 messidor an XII en permettant aux congrégations de se rétablir les a abrogées, mais nous repoussons la prétention de M. de Vatimesnil et de M^e Rousse que, lors même que ces textes seraient en vigueur, les congrégations non autorisées n'auraient point un caractère illicite.

Nous retrouvons dans cette prétention, dit Georges Graux (1), « l'éternelle erreur des défenseurs des communautés religieuses. En face des textes les plus clairs ils répondent : « Les congrégations n'ont plus d'existence comme corporation, mais elles conservent leur existence comme sociétés de fait. Lorsqu'il s'agit des Décrets de 1792, ils soutiennent que ces décrets ne punissant que le port du costume religieux, l'existence même des corporations était considérée comme parfaitement licite ».

Il suffit pour se convaincre de cette erreur de lire le préambule du Décret du 18 août 1792 que nous avons cité d'autre part, et de se rappeler que les lois révolutionnaires ordonnaient l'évacuation et la vente des maisons occupées par les communautés, ou même « par les ermites vivant seuls. »

1. *Les congrégations non autorisées devant la loi*, page 54.

En résumé, nous estimons que les lois de 1790 et 1792 dissolvaient les congrégations sans distinguer leur existence comme corporation et leur existence de fait. Mais elles ne nous semblent plus applicables aux congrégations non autorisées, comme ayant été implicitement abrogées par les textes fondamentaux de notre droit public sur le régime des cultes. C'est-à-dire la convention du 26 messidor an IX, la loi du 18 germinal an X et le décret du 3 messidor de l'an XII.

IV. — *Loi du 18 Germinal an X.*

« En suivant dans leur ordre, les textes visés par les décrets, nous trouvons le concordat de l'an IX et l'article XI de la loi du 18 Germinal an X.

« Ce dernier article est ainsi conçu : « Les archevêques et les évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés ».

Et M^e Rousse ajoute : Bornons-nous en ce moment à constater que dans le rapport de Portalis, rédigé pour préparer le décret du 3 messidor an XII, il n'est absolument rien dit de la prétendue interdiction qui aurait été prononcée, deux ans auparavant, par le concordat ou par les articles organiques (1) ».

1. *Consultations*, 1^{re} partie, Ch. II, § 3. *Moniteur Universel*, p. 647,

Et plus loin, après s'être étonné que le ministère puisse s'armer contre les congrégations de l'article XI que nous venons de citer, M^e Rousse ajoute : « Serait-
« ce en argumentant *a contrario* qu'il voudrait prou-
« ver que l'article XI prohibe les congrégations, parce
« qu'il autorise les séminaires et les chapitres ? Mais
« une pareille argumentation n'est pas admissible en
« présence de l'article 5 de la déclaration des droits
« de l'homme ainsi conçu : « Tout ce qui n'est pas
« défendu par la loi ne peut être empêché ! »

Nous admettons parfaitement cet argument *a contrario* tout en respectant le texte de la déclaration des droits de l'homme. En effet, les agrégations religieuses étaient-elles défendues par la loi ? La réponse ne saurait être douteuse en présence des lois de 1790 et de 1792 qui prononçaient leur dissolution sur tout le territoire Français. Une disposition formelle du concordat aurait donc été nécessaire pour permettre leur rétablissement.

Quant à la légalité de la loi de germinal an X les Ultramontanis se fondent pour la contester sur les paroles que M. Montalembert prononça un jour à la tribune de la chambre des Pairs et qui sont devenues le programme d'une école : « Le concordat, disait-il, le concordat tout le monde le respecte... Quant aux lois organiques elles sont pour nous une violation du concordat elles n'ont jamais été reconnues par l'Eglise... Cette dernière autorité a protesté contre leurs articles, par l'or-

gane du cardinal Caprara, qui était alors chargé des négociations ».

Nous n'avons pas souci de discuter ici la validité de la loi de germinal an X. Une telle discussion nous entraînerait trop loin. Qu'il nous suffise de dire que nous avons cherché toujours vainement les innovations qu'elle a faites au Concordat. D'ailleurs il convient de s'en souvenir, le Concordat, traité diplomatique réglait les rapports extérieurs entre la France et le Saint-Père ; les articles organiques ne sont qu'une loi d'administration intérieure, et l'on concevrait mal qu'une puissance étrangère eut compétence pour venir les approuver.

Une telle prétention serait contraire aux règles de notre droit Public.

Quant à l'argument que M^e Rousse veut tirer du prétendu silence de Portalis, dans le rapport qu'il rédigea pour préparer le décret du 3 messidor an XII il est facile de répondre.

Il est vrai que Portalis n'a point précisé le sens de l'article XI de la loi de germinal an X, dans son rapport sur le décret de messidor an XII.

« Il y avait à cela deux excellentes raisons : la première, c'est que le sens de cet article n'était pas douteux ; la seconde, c'est que Portalis lui même avait, deux ans auparavant, pris soin de le préciser dans l'exposé des motifs du projet du concordat » (1).

1. Janvrot, p. 168.

Nous y lisons en effet : « Le célibat des prêtres... ne
« pourrait devenir nuisible qu'autant que la classe des
« ecclésiastiques serait trop nombreuse, et que celle
« des citoyens destinés à peupler l'Etat ne le serait pas
« pas assez. C'est ce qui arrive dans les pays qui se
« sont couverts de monastères, de chapitres, de com-
« munautés séculières et régulières d'hommes et de
« femmes... Ces dangers sont écartés par nos lois dont
« les dispositions ont mis dans les mains du Gouverne-
« ment les moyens faciles de concilier l'intérêt de la
« religion avec celui de la société (2).

En présence de telles paroles est-il encore possible d'avoir un doute sur la pensée des rédacteurs du concordat et de la loi de germinal an X, et de tirer argument de leur silence momentané pour en faire découler au besoin de conclusions fantaisistes.

V. — *Décret du 3 Messidor an XII*

Ce décret dit « M^e Rousse ne porte aucune peine
« contre les contrevenants ; il ne renvoie de ce chef à
« aucun texte d'aucune loi connue et il enjoint seule-
« ment de poursuivre « même par la voie extraordi-
« naire ».

« Qu'était-ce donc que la poursuite à l'extraordinaire

2. Corps législatif. Séance du 5 germinal an X. Exposé des motifs par Portalis. Extrait des *Archives parlementaires*, 1830 1^{er} vol. page 44.

et cette procédure existe-t-elle encore aujourd'hui ?

Nous n'exposerons pas à nouveau les termes du décret de l'an XII, nous en avons longuement parlé en traitant des congrégations autorisées, nous en connaissons la portée.

Le texte est si précis, les dispositions en sont si claires que les défenseurs des communautés n'ont pu en contester le sens. Aussi tout en reconnaissant qu'il prohibait en France toute association religieuse, n'accordant le droit d'exister qu'à celles qui obtiendraient à l'avenir l'autorisation du gouvernement, ont-ils prétendu que ce décret n'avait pas de force légale, qu'en aurait-il, il serait actuellement abrogé, qu'en admettant même son existence il n'aurait aucune sanction.

Trois causes de nullité sont donc invoquées contre le texte de messidor an XII voyons-les successivement.

1° Ce décret au moment où il parut était INCONSTITUTIONNEL. En expulsant les religieux de leur domicile, en les déportant dans d'autres diocèses, il portait une atteinte évidente à l'inviolabilité du domicile, à la liberté individuelle proclamées par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Une loi aurait été indispensable pour prescrire de telles mesures.

De plus en permettant aux congrégations de s'établir avec l'autorisation du Gouvernement il modifiait les lois de 1790-1792 et du 18 germinal an X alors en vigueur. Or en admettant la validité de ces textes une loi seule aurait pu les modifier.

Le décret de messidor an XII œuvre du pouvoir exécutif n'a pu défaire ce que la loi avait fait. Il est donc inconstitutionnel, et ne peut avoir les effets qu'on lui prête.

Cette argumentation ne nous semble pas sérieuse.

Le décret de l'an XII, nous le lisons dans son article 3, avait pour but l'exécution des lois alors en vigueur. S'il les modifiait, et ce point est exact, c'était en faveur des congrégations à qui il donnait la possibilité d'acquiescer la capacité civile. On conçoit donc avec un certain étonnement que les ultramontains en critiquent les dispositions et en proclament l'inconstitutionnalité !

Mais sans nous attarder à des considérations de sentiment il y a aux prétentions de M^e Rousse une réponse, croyons-nous, péremptoire : Le décret de l'an XII a été rendu sous l'empire de la constitution de frimaire an VIII. Or, à cette époque, le Sénat, gardien des principes constitutionnels, était chargé de juger la constitutionnalité des lois, et des décrets émanés du pouvoir exécutif ; les textes suspects devaient dans un délai de 10 jours être attaqués devant la haute assemblée.

Les textes qui n'avaient pas été dénoncés dans le délai fixe, et le décret de messidor ne l'a pas été, devaient être, quelque fut leur caractère, exécutés comme lois de l'Etat.

Sous la Restauration, quand se posa la fameuse question des décrets inconstitutionnels du 1^{er} Empire, la Cour de Cassation dans un arrêt demeuré célèbre admit leur

validité, et la jurisprudence s'est toujours depuis montrée constante à cet égard.

Le décret de l'an XII a donc force de loi et aurait pu au besoin modifier la législation en vigueur s'il avait été nécessaire.

2° Selon M^e Rousse, en admettant qu'il soit valable, le décret de messidor n'aurait aucun effet juridique, car il manque de sanction.

Qu'est-ce en effet que la poursuite à l'extraordinaire dont il est parlé à l'article 6 ?

Nous y voyons en effet que « le ministère public est chargé de poursuivre, ou faire poursuivre, même par voie extraordinaire, suivant l'exigence des cas, les personnes de tout sexe qui contreviendraient directement ou indirectement au décret ».

On n'avait omis qu'une chose, disent les défenseurs des ordres religieux, c'était de déterminer la peine applicable aux contrevenants. L'auteur du décret avait sans doute comblé cette lacune par ces mots « même par voie extraordinaire » ; il y avait là un souvenir du pouvoir de nos anciens parlements qui, suivant l'exigence des cas, prononçaient des peines arbitraires ; selon toute apparence, on avait cru qu'en vertu de cet article 6, les tribunaux se considéreraient comme autorisés à improviser des peines.

Telle est l'explication de M. de Vatimesnil. M^e Rousse donne aux « poursuites extraordinaires une signification un peu différente : Ils répondent pour lui au ré-

gime des prisons d'Etat imaginées après le 18 Brumaire par le 1^{er} Consul; les citoyens pouvaient être détenus par simple mesure administrative pendant un laps de temps indéterminé: « C'était un expédient de Gouvernement, dont le vrai nom était l'arbitraire, et dont l'instrument était la haute police de l'empire (1). »

Doit-on admettre sans réserve cette étonnante interprétation? Est-il possible de voir dans le Décret de messidor une cynique violation du droit primordial de l'individu: la liberté?

Nous ne saurions nier, qu'il n'est pas aisé de donner de ces « poursuites extraordinaires » une explication satisfaisante. Monsieur le Garde des Sceaux Cazot s'y est appliqué dans la séance de la Chambre des Députés du 3 mai 1880, et il faut en convenir, n'y a pas pleinement réussi.

Il s'exprimait en ces termes: « A partir du xv^e siècle, il s'est établi à côté des juridictions seigneuriales, une juridiction permanente dont les règles « étaient fixées, dont la compétence était déterminée, « et qu'on appelait la juridiction extraordinaire, parce « que, en effet, cette juridiction n'était exercée que « d'une façon exceptionnelle à côté des juridictions « seigneuriales et ecclésiastiques.

« A partir du xvi^e siècle tout en conservant son nom « d'extraordinaire, elle devint la juridiction ordinaire

1. Albin-Curet, page 56.

« confiée aux Cours de Parlements... Elle avait pour
« mission de juger toutes les infractions qui étaient
« de nature à entraîner des peines corporelles ou in-
« fâmantés.

« Lorsque l'article 6 du décret de messidor pres-
« crivait des poursuites même par la voie extraordi-
« naire contre les contrevenants à ses dispositions, il
« voulait dire que : si la résistance aux actes de l'au-
« torité dissolvant les congrégations religieuses non
« autorisées revêtait un caractère de gravité telle
« qu'elle put entraîner contre ses auteurs une peine
« corporelle ou une peine infâmante, les procureurs
« généraux y procéderaient par la voie de l'extraordi-
« naire. »

Selon Janvrot la voie de l'ordinaire à cette époque, c'était la poursuite en simple police pour violation des actes légalement faits conformément aux articles 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV.

Les procureurs pouvaient donc poursuivre les contrevenants par la voie ordinaire c'est-à-dire en simple police, et par la voie extraordinaire c'est-à-dire devant la juridiction criminelle. Suivant « l'exigence des cas, » cela veut dire qu'ils ne pourront poursuivre par la voie criminelle que dans les circonstances où la loi aura permis l'application des peines corporelles et infamantes.

Or en l'état de la législation la seule peine corporelle ou infâmante prononcée par la loi en cette matière était celle du bannissement prononcée par l'édit

du 5 janvier 1595, l'édit de 1764 et l'arrêt du Parlement de Paris du 9 mai 1767 contre les Jésuites (2).

Nous avons déjà dit ce que nous pensions des édits de l'ancien régime concernant les congrégations. C'est à notre avis une hérésie juridique de les viser aujourd'hui dans la procédure. Ils ont été abrogés par les lois révolutionnaires comme d'ailleurs tout ce qui concerne le régime des cultes.

Nous repoussons donc l'interprétation du garde des sceaux et nous n'admettons pas « que le ministère public pouvait demander contre les membres des congrégations religieuses l'application de peines correctionnelles ou criminelles, suivant les cas, et que ces peines loin d'être arbitraires, étaient nettement déterminées par la législation alors en vigueur (3) ».

Si aucune peine correctionnelle ou criminelle ne pouvait, et ne peut encore à l'heure actuelle être prononcée contre les membres des associations religieuses non autorisées, est-ce à dire que le décret de messidor reste sans effet ?

Nullement. Il existe toujours une sanction aux dispositions du décret du messidor et cette sanction c'est la dissolution.

Nous y voyons, que toutes les congrégations religieuses sont dissoutes, et le gouvernement puise dans

1. P. 20.

2. P. 24.

3. Curet, page 75.

ce texte le droit de disperser les corporations monastiques qui se sont établies sans son autorisation. La loi, par conséquent, est complète, et son exécution se trouve garantie par une sanction dont l'énergie et l'efficacité ne laissent rien à désirer (1).

Les congrégations semblent d'ailleurs avoir admirablement compris qu'aucune peine correctionnelle ne pouvait être édictée contre leurs membres.

Ces derniers se laissent disperser sans résistance et n'opposent jamais la force à la force.

En résistant ils commettraient, en effet, le délit de rebellion prévu par le code pénal.

Ils abandonnent au contraire le couvent dont ils sont chassés, puis vont se réfugier et se reformer dans un autre couvent jusqu'au moment où l'autorité publique viendra les y traquer de nouveau.

La meilleure méthode de résistance a été donnée aux congréganistes quand on leur a dit qu'il fallait : « Se laisser tirer de chez soi par la force, y rentrer dès que la force sera loin, protester publiquement, réclamer judiciairement la jouissance de sa propriété ; la jouissance recouvrée y rentrer avec les siens » (2).

Les conseils ne furent point perdus, les moines nous le savons surent les mettre à profit.

Dissoutes en 1880 les congrégations étaient partout

1. Albin Curet, page 76.

2. *Le père Lacordaire* par M. de Montalembert, page 125.

reformées en France moins de dix ans après les expulsions.

C'est l'éternelle fable du Chêne et du Roseau :
« Plier quand souffle la tempête, se redresser dès qu'elle a passé ».

3° Les jurisconsultes des congrégations invoquent en dernier lieu contre le décret du 3 messidor an XII, les articles 291 et 292 du code pénal, ainsi que les différentes chartes et constitutions qui ont régi la France depuis 1814.

Ces diverses dispositions législatives, prétendent-ils, l'ont abrogé, et il n'est plus depuis longtemps en vigueur.

Voyons ce qu'il faut penser de cette nouvelle prétention ?

« Ni dans l'exposé des motifs de la loi du 10 avril 1834 qui complète les articles 291 et 292 du Code Pénal, ni dans les rapports des personnes chargés d'examiner le projet, ni dans les débats longs et passionnés qui eurent lieu devant les chambres, il n'est dit un mot des congrégations religieuses ; nulle part on ne trouve une allusion à ces associations. Il est uniquement question des associations politiques, des dangers actuels qu'elles présentent, des attentats qu'elles ont commis et de ceux qu'elles peuvent commettre.

Janvrot (1) à qui nous empruntons cette citation de M^e Rousse, proteste contre cette assertion qu'il ne fut pas dit un mot des congrégations religieuses dans la discussion de la loi de 1844 et cite une « proposition » sous forme d'amendement qui fut faite pour faire déclarer qu'elle ne s'appliquerait point aux associations religieuses.

Or, M. Pensil Garde des Sceaux répondit qu'il fallait faire une distinction : « S'agit-il de réunions qui ont
« seulement pour but le culte à rendre à la divinité et
« l'exercice de ce culte, la loi n'est pas applicable,
« nous déclarons de la manière la plus formelle. Mais
« s'agit-il d'associations qui auraient pour objet ou
« pour prétexte les principes religieux, la loi leur est
« applicable, et il serait à craindre que l'amendement
« ne fut que l'abrogation implicite du principe qui
« existe ».

Après ces déclarations, l'amendement fut repoussé. Janvrot veut en tirer la conclusion que les articles du code pénal et la loi 1834 sont applicables aux congrégations. Nous ne le croyons pas, cette distinction ne ressort en aucune façon du langage du Garde des Sceaux.

Il convient en effet de ne pas confondre les associations formées dans un but religieux de l'article 291 et de la loi de 1834 et les congrégations religieuses : ces

1. page 172.

deux expressions n'ont aucun terme commun, il faut le vouloir pour s'y tromper.

Les articles 291 et 292, complétés par l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1834, comprennent dans leurs dispositions toutes espèces d'associations et notamment, avons-nous dit, celles qui s'occupent d'objets religieux.

Nous savons qu'en principe, et nous le déplorons, que toute association est interdite en France si elle n'a pas pour se réunir obtenu une autorisation de police. A cette règle générale les textes admettent deux exceptions :

1^o Les associations peuvent se réunir librement quand elles sont composées de moins de 20 personnes.

2^o Aucune autorisation n'est nécessaire, quel que soit le nombre des associés dans le cas où ils sont tous domiciliés sous le même toit.

Une association ne devient donc illicite que dans le cas où, se composant de plus de 20 membres non domiciliés sous le même toit, elle se réunit sans avoir obtenu l'autorisation administrative.

On comprend le parti que les jurisconsultes des congrégations ont tiré de cette dernière disposition.

C'est ainsi que M. de Vatimesnil a pu écrire : « Les congrégations religieuses sont exclusivement composées de personnes domiciliées dans la maison ; « donc elles se trouvent rangées dans la catégorie des « associations licites ; et s'il existait une loi antérieure

« qui les prohibât et en ordonnât la dissolution, cette loi est implicitement, mais nécessairement abrogée...

... « La dissolution ne peut donc être opérée qu'à l'égard des associations de la nature exprimée dans l'article 291 et dans la loi de 1884 ; et comme les associations qui ne se composent que de personnes domiciliées dans la maison ne sont pas de la nature exprimée dans cet article, il en résulte qu'elles ne peuvent être dissoutes ».

Nous n'admettons aucune des deux opinions extrêmes représentées par Janvrot et par M. de Vatimesnil.

Les articles 291 et 292 s'appliquent, pensons nous, aux associations de plus de 20 personnes formées dans un but religieux qui n'est pas la simple célébration du culte, et non aux congrégations dont les membres ne se « réunissent pas » puisqu'ils sont domiciliés sous le même toit.

Aussi nous est-il facile de répondre à M. de Vatimesnil ; les articles 291-292 du Code Pénal, et la loi du 10 avril 1834, n'ont pas pu abroger le décret du 3 messidor an XII, par la bonne raison que ces divers textes règlent des matières différentes. Les premiers s'appliquent aux « associations religieuses », le second, aux « congrégations religieuses ».

Nous avons deux législations distinctes qui coïncident ; mais ne peuvent se modifier ni s'abrégier (1).

1. En ce sens Albin Curet, page 76. Graux, page 79.

Battus sur le terrain du Code pénal, les défenseurs des congrégations prétendent déduire l'abrogation du décret de messidor des textes de nos de constitutions.

La liberté des cultes, affirment-ils, a été proclamée par les chartes de 1814 et de 1830 et la liberté d'association est inscrite dans l'article 8 de la constitution du 4 novembre 1848.

Mais l'existence des congrégations et la liberté des cultes n'eut, nous l'avons déjà dit, aucun rapport, aucune corrélation.

L'une est précaire, révocable, laissée à l'arbitraire du gouvernement, l'autre, au contraire, repose sur des textes certains qui sont comme les fondements de notre droit public !

Quant à la liberté d'association, nous savons par expérience que ce n'est encore qu'une chimère en France ! La constitution de 1848 n'a posé qu'un principe dont les lois postérieures devaient déterminer le champ d'application. Depuis lors les gouvernements se sont succédé à chaque législature, les élus du suffrage universel ont promis de s'occuper de la question, mais ils ont bien vite oublié leur promesse.

Les décrets du 29 mars 1880 visaient encore la loi du 24 mai 1825. Nous connaissons ce texte pour l'avoir longuement étudié en nous occupant des congrégations de femmes. Aussi n'y insisterons-nous pas.

Les jurisconsultes des congrégations ont encore prétendu que la loi du 15 mars 1850 sur l'instruction pu-

blique avait abrogé les textes régissant les congrégations. Cette prétention a même joui d'une certaine faveur. A la Tribune du Sénat, M. Béranger, qui avait combattu la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, a soutenu qu'on devait : « admettre la légalité des congrégations non autorisées car depuis la loi du 15 mars 1850 il était impossible de continuer à défendre la doctrine vraie en 1845. »

Il est difficile d'admettre une pareille opinion, et l'on conçoit difficilement qu'une loi sur l'Instruction publique soit venue abroger le Décret de Messidor an XII (1).

On invoque dans ce sens, faute d'article de loi, les paroles du rapporteur de la loi de 1850. M. Beugnot : A la question : « Les membres des congrégations non autorisées pourront-ils ouvrir une école ? » Il s'empresait de répondre : « La République ne connaît pas les « corporations : elle ne les connaît ni pour les gêner, « ni pour les protéger ; elle ne voit devant elle que « des professeurs ».

Voilà, dit M. Graux, la déclaration qui a suffi, selon les jurisconsultes qui défendent les congrégations, pour abroger toutes les lois antérieures sur les communautés religieuses..... La parole d'un rapporteur suffit donc pour rayer du Code les lois qui n'ont aucun lien avec la loi qui est en discussion ! L'opinion d'un député sur une question d'enseignement suffit pour abro-

1. *Journal Officiel*, 5 mars 1880. Graux, page 90.

ger les textes législatifs qui réglementent les corporations » !

La loi de 1850 ne crée pas pour les congrégations une situation nouvelle et ne modifie en rien la législation antérieure.

Elle donne aux congrégations d'hommes la possibilité de se faire reconnaître d'utilité publique par Décret en vue de l'Enseignement. Mais cette capacité, nous l'avons indiqué, est très restreinte puisqu'elle ne va pas pour l'association qui en bénéficie jusqu'à l'acceptation des dons et legs.

Elle ne peut en aucune façon passer pour équivalente de la reconnaissance légale exigée par les textes concernant les congrégations. Les lois postérieures sur l'Enseignement supérieur du 12 juillet 1875 et du 18 mars 1880 conçues dans le même esprit que la loi du 15 mars 1850, n'ont apporté aucun changement au régime que nous venons d'exposer. Elles n'apportent qu'une modification aux articles 291 et suivants du Code Pénal en déclarant qu'ils ne seront pas applicables aux associations formées pour créer et entretenir des cours d'enseignement supérieur. Enfin la loi du 18 mars 1880 dans son article 7 vint affirmer à nouveau ces principes en déclarant « qu'aucun établissement public, qu'aucune association formée en vue de l'enseignement supérieur ne peut être reconnu d'utilité publique qu'en vertu d'une loi ».

Après cette longue énumération de textes, il ne nous reste plus qu'à conclure : •

Des lois et décrets du 29 mars 1880, la plupart, avons-nous dit, sont inapplicables aux congrégations non autorisées, soit comme les arrêts et édits de l'ancien régime parce qu'ils ont été abrogés par la législation du droit intermédiaire; soit comme les articles 291 et 292 du Code pénal parce qu'on ne saurait les appliquer aux congrégations sans fausser leur lettre et leur esprit.

La loi du 18 germinal an X, et le décret du 3 messidor an XII, régissent seuls les congrégations non autorisées.

Et encore pour le décret de messidor nous faisons réserve pour « les poursuites extraordinaires » de son article 6. Nous n'admettons pas l'explication hasardeuse qu'en a donné M. le Garde des Sceaux Cazot et nous croyons cette procédure abrogée par le Code d'instruction criminelle.

Il en résulte que les congrégations non autorisées ont une existence irrégulière, mais non délictueuse. Le gouvernement puise dans le décret de messidor an XII, le droit d'en disperser les membres; nous nions qu'il trouve quelque part le droit de les punir.

Mais, puisque dédaignant de s'élever à la capacité civile en se soumettant aux formalités de l'autorisation, elles ont préféré se placer sous la surveillance de l'administration que se ranger sous la protection de la loi

il est juste qu'elles en subissent les conséquences !

Précaires dans leur existence, elles ne peuvent se prévaloir d'aucun droit, d'aucune capacité juridique. Elles ne peuvent former, bien qu'en pensent certains auteurs (1), des sociétés civiles valables ; elles sont interdites en France, leur vie dépend de la tolérance du gouvernement.

Et qu'on ne vienne pas réclamer en leur faveur l'application du droit commun : « Il est facile de leur répondre que le droit commun c'est l'interdiction des associations non autorisées (2) ».

Nous ne cessons de le répéter la liberté d'association n'existe pas en France.

Comment viendrait-on réclamer en leur faveur un droit, dont les citoyens ne peuvent se prévaloir !

Quelque regrettables que soient les mesures de rigueur quand le gouvernement dissout les congrégations non autorisées, on ne saurait nier qu'il n'agisse dans la plénitude de ses droits ! Mais aussi, pourquoi les communautés se refusent-elles systématiquement à demander la reconnaissance légale et à changer leur titre précaire contre un acte d'autorisation, un véritable état civil ?

Dans leur propre intérêt, il semble cependant que la capacité juridique serait bien préférable à cette exis-

1. Ravelet.

2. Graux.

tence de fait qui les met dans une situation si gênante quand elles ont à paraître en justice ou à faire un acte quelconque de la vie civile.

SECTION III.—*Capacité des congrégations non autorisées*
Leur situation devant le droit civil et les tribunaux.

N'ayant pas la capacité civile elles ne peuvent en principe acquérir soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ni faire les actes d'administration ; elles doivent avoir recours à des prête-noms, car on n'admet pas d'ordinaire qu'elles puissent former des sociétés de fait capable de paraître en justice (1),

Or, la jurisprudence annule très souvent des ventes, des dons ou legs faits au profit de la congrégation par l'intermédiaire d'un de ses membres, ou d'une personne interposée prise même en dehors de la communauté.

De sorte que de l'incapacité de ces congrégations et communautés il résulte :

Qu'elles ne peuvent agir ni comme personnes morales, ni comme sociétés de fait

Que dans les cas où elles auraient agi par l'intermédiaire d'un prête nom et que la fraude viendrait à être découverte le contrat qu'elles auraient passé serait annulé par les tribunaux comme fait dans l'intérêt de la

1. Beudant Dalloyamée, 1876 2.229.

communauté et non dans celui des contractants fictivement parties à l'acte.

Les solutions que nous avons données sont plus théoriques que pratiques, car en fait les congrégations non autorisées ont réussi le plus souvent à échapper aux conséquences de l'incapacité juridique dont la loi les frappe.

Pour se constituer en sociétés civiles ou commerciales elles s'adjoignent une exploitation industrielle ou une entreprise commerciale : fabrique de liqueurs, de chocolats, d'élixirs etc. Elles peuvent ainsi agir en justice et faire les principaux actes de la vie civile.

Elles sont encore allées plus loin.

La majorité des auteurs, avons-nous dit, estime que les congrégations religieuses ne peuvent valablement former des sociétés civiles.

En effet, l'article 1832 qui définit la société ne leur semble pas applicable : « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

Comment cette définition conviendrait-elle à l'association religieuse ? Quel est le but de lucre poursuivi par les moines, à quelles spéculations se livrent-ils ? Comment admettre que la conformité de sentiments et d'aspirations puisse constituer l'apport social prévu par l'article 1832.

La jurisprudence est formelle sur ce point, et les congrégations religieuses non reconnues ne forment

pas à ses yeux des personnes morales investies du droit d'acquiescer ou de paraître en justice.

Mais quelle est alors leur véritable situation juridique ? (1)

Nous avons déjà laissé pressentir notre solution.

Pour nous les congrégations étant illicites sans être délictueuses ne peuvent avoir des droits différents de ceux des membres qui les composent.

Il en résulte que les actes accomplis par les religieux en tant que citoyens sont valables s'ils se réalisent réellement en la personne de leurs auteurs ; mais s'ils doivent en fait tourner au profit de la communauté dont l'existence est illégale, ils sont alors frappés de nullité comme ayant une cause illicite (2).

Il y a là une question de fait dont les tribunaux sont souverains appréciateurs.

La jurisprudence cependant usant vis-à-vis des congrégations non autorisées d'une extrême bienveillance a été quelquefois sinon jusqu'à violer la loi, du moins à en atténuer la rigueur (3).

Sans nier pour les congrégations la nécessité de la reconnaissance légale et la nullité dont sont frappés les actes faits à leur profit par personnes interpo-

1. Cassation, 26 février 1849. Sirey 49, 1245. Lyon, 23 février 1867. Beudant, *Dissertation*. Dalloz 1879, 2. 225.

2. Surugue. *Régime Légal des congrégations Religieuses*, p. 150, 1898.

3. Béquet. *Répertoire Administratif*, V. *Congrégations*, t. IX.

sées, les tribunaux ont souvent voulu voir en elles des sociétés de fait ayant comme telles des droits qui sont comme la conséquence de leur existence même et du but auquel elles tendent.

On a aussi reconnu valables des actes faits par une congrégation non autorisée, quand les associés ont figuré en leur nom personnel au contrat, ou quand l'un d'eux est intervenu individuellement pour les représenter. Les autres associés ont été, dans ce cas, admis à se prévaloir des effets d'actes ainsi passés.

La Cour de Paris a admis par arrêt du 21 Février 1879 les Pères du Saint Sacrement domiciliés avenue de Friedland à plaider sur une question de mitoyenneté relative à un immeuble qu'ils avaient acquis pour le service de la congrégation non autorisée dont ils faisaient partie (1).

Pour confirmer ce que nous avons avancé nous ne pouvons mieux faire que rapporter les considérants d'un arrêt rendu par la cour d'Alger le 27 Mai 1868. Nous empruntons ce détail au traité de M. Georges Surugue. *Régime légal des Congrégations Religieuses*.

L'abbé Parabère, Jésuite, aumônier de l'armée, avait, en 1852, obtenu du gouvernement une concession dans le Département de Constantine. Il vint à mourir et ses héritiers réclamèrent ses biens; l'ordre des Jésuites représenté par un de ses membres inter-

1. Cassation, 12 mars 1866. Dalloz 66. 1.193, Surugue, p. 152.

vint alors en soutenant que l'abbé Parabère, adjudicataire de la concession, n'en était pas propriétaire n'ayant en cette circonstance agi que comme mandataire de la Compagnie de Jésus.

La cour d'Alger fit droit à cette prétention et décida que l'immeuble en question n'avait jamais fait partie du patrimoine de l'abbé Parabère et que ses héritiers n'y avaient aucun droit.

Dans ses considérants la cour reconnaît formellement l'existence de fait de l'Institut des Jésuites : « Atten-
« du que les tribunaux ne sauraient admettre qu'une
« association religieuse non reconnue, mais existant
« au grand jour et avec la tolérance de l'État, puisse
« être dépossédée par tout venant des biens qu'elle dé-
« tient »

L'affaire fut portée en cassation mais la cour rejeta le pourvoi confirmant ainsi la singulière jurisprudence d'Alger.

Nous ne saurions trop critiquer ces solutions adoptées par la jurisprudence qui la poussent à créer contrairement à l'article 537 du Code Civil un troisième sujet capable de contracter des devoirs et de posséder des droits, « La société de fait » à côté des particuliers et des personnes morales.

C'est étendre un peu trop le texte de la loi.

Cette théorie imaginée par la jurisprudence va même jusqu'à placer les congrégations non autorisées dans

une situation préférable à celle des communautés reconnues. C'est ce que dit justement M. Beudant :

« Les congrégations non reconnues agissant sous
« le couvert de leurs membres ou de tiers complai-
« sants pourraient acquérir tant qu'elles voudraient ;
« elle acquerraient toute espèce de biens : meubles, im-
« meubles, rentes sur l'Etat ; elles acquerraient de toute
« manière : à titre onéreux, par donation, par legs ;
« elles acquerraient sans limite ni contrôle, sous le
« nom de citoyens jouissant de leurs droits civils ; elles
« seraient dans une condition préférable à celle des
« congrégations autorisées, dont la capacité d'acquérir
« renfermée dans certaines limites est soumise à un
« contrôle administratif ; ce serait la mainmorte libre
« et occulte ».

Souhaitons que les tribunaux mieux inspirés reviennent aux sains principes et appliquent à l'avenir aux congrégations le droit commun des personnes morales.

CHAPITRE VII

DES IMPÔTS QUI FRAPPENT LES CONGRÉGATIONS AUTORISÉES ET NON AUTORISÉES

La faveur dont jouissait le clergé sous l'ancienne monarchie de consentir l'impôt au Roi dans ses assemblées générales, devait disparaître à la Révolution.

Dès lors les biens des établissements ecclésiastiques sont soumis aux mêmes taxes que ceux des particuliers. Toute exemption fiscale, tout privilège de classe disparaît et l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt se trouve enfin réalisée.

Les régimes qui se succédèrent depuis le début du siècle ne changèrent rien à ce principe et les mesures fiscales qui ont été prises dans ces vingt dernières années contre les congrégations n'ont fait, quoi qu'on en ait bien voulu dire, que l'affirmer davantage.

Au point de vue des impôts généraux les congrégations qu'elles soient ou non autorisées, se trouvent dans les mêmes conditions fiscales que les particuliers, nous n'avons donc pas à nous y arrêter,

Cependant certains de ces impôts, bien que payés par les citoyens, ne le sont pas de façon identique par les communautés. Nous voulons parler des taxes représentatives qu'elles versent au trésor : c'est-à-dire le droit de Mainmorte, l'impôt général sur le revenu et le droit d'accroissement.

Etudions-les successivement.

SECTION I. — *Taxe des biens de Mainmorte.*

N'étant pas spéciale aux congrégations religieuses, cette taxe ne nous arrêtera pas longtemps. Qu'il nous suffise de rappeler qu'elle a succédé dans notre droit moderne à l'« amortissement » que nous avons vu naître sous Saint-Louis en 1269 et vivre jusqu'à la chute de notre ancienne monarchie. Elle est destinée à remplacer pour les personnes morales qui ne meurent et n'aliènent jamais, les droits de mutations entre vifs et à cause de mort payés par les particuliers, sur les transmissions immobilières.

Les congrégations en ce qui la concerne se trouvent rangées sous le droit commun des établissements publics et des établissements d'utilité publique.

Le droit étant réclamé à la personne morale, il est bien entendu que les congrégations et communautés autorisées sont seules à le payer ; les associations religieuses non reconnues n'y sont pas soumises. Elles ne

forment pas en effet des personnes morales distinctes des membres qui les composent.

Leurs biens aux yeux de la loi ne sont autres que ceux des individus qui en font partie, et la profession religieuse ne frappant plus les moines d'incapacité civile, ils paient pour les biens dont ils sont titulaires les mêmes droits que les particuliers.

Cette taxe est perçue au moyen de centimes additionnels au principal de la contribution foncière. Elle date en France de 1849.

L'excessif développement des biens des congrégations religieuses et des établissements publics a, aux diverses époques et dans les différents pays, préoccupé les pouvoirs publics.

En Espagne, malgré la prépondérance de l'élément catholique, le gouvernement a été plusieurs fois obligé d'ordonner la vente d'une notable partie des biens des couvents ; nous savons le développement considérable pris en France par ces biens au moment où éclata la Révolution Française. Les confiscations firent passer cette énorme propriété immobilière des mains des Congrégations dans celles de l'Etat, et le droit d'amortissement cessa d'être payé.

Mais après l'an XII, quand la bienveillance du gouvernement permit aux ordres religieux de se rétablir, ils devinrent bientôt d'importants propriétaires, et la mainmorte se trouva reconstituée.

En vain, la Restauration et le gouvernement de Juil-

let cherchèrent-ils à modérer ces acquisitions en soumettant les dons et legs aux dispositions restrictives des lois du 2 janvier 1817, 24 mai 1825, et de l'ordonnance du 14 janvier 1831, que nous avons étudiées d'autrepart, ils ne purent y parvenir.

C'est alors que le 20 février 1849 le gouvernement « fit voter une loi qui avait un double but : imposer « plus équitablement la fortune immobilière en établissant l'égalité contributive entre les diverses catégories de propriétaires et envoyer le développement « de la fortune immobilisée en prélevant, au profit du « Trésor, une partie des sommes qui étaient destinées « à l'augmenter » (1).

Si la loi n'atteignit pas son premier but, (car la propriété de mainmorte a toujours été en s'augmentant) elle remplit du moins le second en faisant entrer dans les caisses de l'Etat la somme représentative des droits de mutation entre vifs et par décès :

Ce fut toujours un résultat.

SECTION II. — 2^e *Taxe sur le revenu.*

« C'est un fait constant que l'association, réunissant les forces de ses membres, arrive en les coordonnant à une puissance de production à laquelle des individus séparés ne sauraient atteindre ».

1. *Dictionnaire des Finances* de Léon Say. V. *Congrégations religieuses*, L. I, p. 1180.

L'Etat en frappant d'un droit particulier cette force de production répartit les charges générales dans la proportion des bénéfices réalisés par chaque citoyen.

C'est en se fondant sur ces principes que la loi du 29 juin 1872, établit une taxe de 3 0/0.

1° Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies et entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles ;

2° Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites, dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital est divisé en actions ;

3° Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées.

Les termes de cet article étaient assez généraux pour atteindre les congrégations et associations religieuses. Néanmoins il résultait de l'économie de la loi que pour qu'ils fussent frappés par l'impôt ces produits devaient être distribués, c'est ce qui fait que ces dernières y échappaient.

Ce fut le dernier état de la jurisprudence, tel que nous le trouvons indiqué dans un arrêt de Cassation du 29 avril 1884.

Car des dissentiments s'étaient manifestés dans la Doctrine sur le point de savoir : s'il était possible de

faire rentrer les congrégations autorisées dans l'expression générique d'établissements publics, de l'article 1^{er} de la loi de 1872.

Les membres des communautés autorisées ne sont pas en effet liés entre eux par un contrat de société et dès lors les paragraphes 1 et 3 de l'article 1^{er} demeurent logiquement sans application possible. Quant au paragraphe 2 on le reconnaissait applicable aux intérêts des emprunts contractés par les communautés (1).

En fait les associations religieuses s'arrangeaient le plus souvent pour échapper à l'impôt sur le revenu.

Cet état de choses ne pouvait durer très longtemps, et l'article 3 de la loi du 28 décembre 1880 n'a fait qu'étendre aux congrégations et communautés les dispositions de la loi de 1872 sans distinguer si elles étaient ou non reconnues.

Les sociétés qui ont pour but la charité, et qui n'ayant pas par elles-mêmes de biens propres vivent au jour e jour, ont été exemptés du paiement de l'impôt lors de la discussion de la loi au Sénat.

Le législateur dans cette loi de 1880 a toujours poursuivi la même idée : frapper la propriété de main-morte et l'empêcher autant que possible de se ré-

1. Dictionnaire des Finances, V° *Congrégations*, t. I, p. 1181.

2. Sirey, 29 avril 1884-1885, I, 225. *Contrà*, ^o Alger, 4 février 1880.

3. De Burtel de Chassev, *op. cit.*, page 256.

constituer. Il a donc surtout cherché à atteindre celles de ces sociétés qui n'admettant pas le partage de dividende entre leurs associés, s'augmentent chaque année des produits non distribués.

Mais comment déterminer les bénéfices de ces associations ?

Ne pouvant prendre pour base de la taxe les dividendes distribués dans les congrégations, la loi a cherché à frapper les bénéfices réalisés en s'en rapportant aux comptes-rendus des conseils d'administration ou aux déclarations des représentants de ces associations.

Mais ces comptes-rendus volontairement inexacts accusaient un chiffre de bénéfices évidemment inférieur à la réalité, aussi, pour faciliter les choses la loi a-t-elle proposé aux communautés un véritable forfait : elles peuvent se dispenser de produire leurs comptes et toute délibération des conseils d'administration en acquittant la taxe sur un bénéfice fixé à 5 0/0 de l'estimation des biens composant l'actif social.

Les moyens d'investigation mis à disposition de la régie de l'enregistrement ne sont pas toujours suffisants à prévenir et à réprimer les fraudes : Quelle garantie en effet, accorder aux délibérations des conseils d'administration ? On ne se trouve pas comme dans les sociétés ordinaires en présence d'actionnaires dont les intérêts contraires apparaissent dans les discussions et font connaître à peu près exactement la situation sociale.

Rien de cela dans les associations religieuses, les membres sont associés pour la poursuite d'un but commun : la prospérité de l'association. Ils s'annihilent volontairement, ils ne peuvent donc avoir d'intérêts opposés, l'intérêt supérieur de la société étant toujours seul en jeu.

Toutes ces raisons rendent la perception de cet impôt sur le revenu bien aléatoire et bien incertaine.

Ce que nous venons de dire était vrai surtout avant 1884. La loi de 1880 contenait en effet bien des lacunes et présentait certaines difficultés d'application.

Elle étendait, nous le savons, aux communautés et congrégations les dispositions de la loi du 29 juin 1872 et pour les rendre applicables décidait dans son article 3 : « l'impôt sera payé par les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie... »

C'était dire que si les statuts d'une association religieuse contenaient par exception, la possibilité d'une distribution de dividende la loi devenait par ce fait même inapplicable.

On retombait sous l'empire de la loi du 29 juin 1872 et la taxe n'était perçue qu'au moment où la distribution des bénéfices avait lieu.

Il n'y avait, pourrait-on penser à cela, aucun dommage, puisque les Congrégations se rangeaient d'elles-mêmes sous l'empire du droit commun.

Il n'en était rien cependant. Dans une société de

commerce la distribution des dividendes ayant généralement lieu à la fin de chaque exercice, l'Etat touche annuellement l'impôt. Mais les Congrégations avaient soin d'espacer ces distributions de bénéfices et au lieu d'un impôt annuel ne payaient plus par ce moyen qu'à des intervalles plus ou moins éloignés.

Il était très facile aux Congrégations non autorisées d'atteindre ce but, il leur suffisait de faire disparaître de leurs statuts la clause de non distribution des produits, ou d'y introduire une clause autorisant la re-
« partition des produits (1). Et comme dans ce der-
« nier cas la plupart produisaient à l'administration
« des délibérations et des comptes rendus attestant
« l'absence de bénéfices il en résultait que la loi de
« 1872 ne leur devenait pas plus applicable que celle
« de 1882 ».

L'Etat, on le conçoit, n'y trouvait pas son compte.

Aussi l'article 9 de la loi du 29 décembre 1884 est-il venu sur ce point réduire la liberté dont jouissaient les communautés de se soustraire à l'impôt.

Le nouveau texte fait dépendre l'exigibilité de l'impôt de la nature même de l'association.

Il ne se préoccupe plus du contenu des statuts.

La qualité d'association religieuse les rend passibles de l'impôt.

Les œuvres religieuses poursuivant un but de chari-

1. *Dictionnaire des Finances eod. loc.*

té n'échappent même plus maintenant à la nouvelle taxe.

Pour la détermination du revenu la loi de 1884 a modifié les règles antérieures établies par la loi de 1880. Elle a supprimé la faculté laissée aux congrégations de choisir leur base de taxation.

Nous lisons dans l'article 972 : Le revenu est déterminé à raison de 5 0/0 de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les sociétés à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté ». Il s'agit, la régie elle-même ne l'a jamais constaté ; du revenu net et non du revenu brut.

L'impôt doit être acquitté dans les trois premiers mois de l'année par les communautés et les maisons mères sur l'exercice précédent, au bureau de l'enregistrement dans la circonscription duquel elles ont leur siège ; néanmoins le conseil d'Etat a décidé que les succursales des congrégations autorisées établies dans les conditions de la loi du 24 juin 1825 doivent acquitter l'impôt sur leurs bénéfices particuliers au bureau de canton où elles ont leur siège (1).

Les lois de 1872, 1880 et 1884 n'ayant établi aucune disposition concernant la prescriptibilité de l'impôt la jurisprudence suivant en cette matière les règles du droit commun déclarait applicable la prescription trente-

1. Instruction générale l'enregistrement n° 2651. Dictionnaire des finances tome I. 1180.

naire (1). Une loi du 27 *juillet* 1893 est venue apporter un principe nouveau dans son article 21, la prescription de 5 ans est substituée à la prescription trentenaire : « L'action du trésor en recouvrement de la taxe établie sur le revenu des valeurs mobilières est soumise à la prescription de 5 ans ».

« Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes, etc.

« Cet article introduit deux innovations dans notre législation : il fixe en premier lieu un délai nouveau pour la prescription opposable au Trésor ; il modifie en second lieu l'article 617 1° de la loi du 22 frimaire an VII, d'après lequel après deux années, les parties étaient non recevables pour toute demande en restitution de droits perçus. Dorénavant, ce court délai est lui aussi porté à cinq ans. Mais la loi laisse subsister le droit antérieur concernant la prescription applicable à l'impôt sur le revenu des immeubles et de toutes valeurs immobilières (1).

Ainsi les associations religieuses comme les sociétés laïques sont soumises à l'impôt de 40/0 sur le revenu. De même que pour l'impôt de mainmorte, les lois de

Cassation 14 novembre 1877. Dalloz 78. 1. 5. 18 Avril 1883. S. 84. 1395.

1. De Buretel de Chassey. page 302. Cet impôt sur le revenu fixé à 3 0/0 parla loi du 28 décembre 1880 par analogie avec la loi du 29 juin 1872 a été porté à 4 0/0 pour toutes sociétés par la loi du 26 décembre 1890.

1880 à 1884 n'ont fait qu'étendre aux congrégations les taxes payées par les citoyens. Elles ne sont pas placées par la loi fiscale dans une situation désavantageuse.

Elles rentrent dans le droit commun.

SECTION III. — *Du droit d'accroissement.*

La loi du 28 décembre 1880 en créant dans son article 4 le droit dit « d'accroissement » n'établissait pas, à proprement parler, un impôt nouveau, elle ne faisait, croyons-nous, que régulariser la perception d'une taxe.

Il a été à toute époque, incontesté, que par le décès ou la retraite d'un de ses membres, toute association religieuse non reconnue admettant dans ses statuts « la clause de réversion » se trouvait enrichie de la part possédée par ce dernier dans l'actif social.

Un membre disparaissant, il y avait, de ce fait, accroissement au profit des autres.

Un acte juridique s'était accompli ; une taxe était à percevoir ; nul ne contestait à la régie de l'enregistrement, le bien fondé de ses prétentions et les communautés ne se refusaient pas à payer.

Mais que devait être la quotité de ce droit ?

Elle variait nécessairement avec la nature juridique du contrat intervenu. C'est ce point que la loi de 1880 est venue fixer d'une façon définitive. Il était antérieu-

rement très controversé. La jurisprudence avait successivement décidé qu'il était dû un droit de vente de meubles, un droit de transmission de valeurs mobilières, et un droit de vente d'après la nature des biens.

On conçoit sans peine qu'en l'absence d'un texte formel la jurisprudence ait été si longtemps incertaine.

On se demandait en effet quelle était la valeur du contrat d'association passé entre les divers membres d'une communauté religieuse non autorisée. Pouvait-on le considérer comme un contrat de société civile ? Non sans doute. Nous avons antérieurement démontré que les congrégations ne peuvent pas former une société civile ; toute idée de lucre étant étrangère au but qu'elles poursuivent. De plus dans une société civile le décès ou la retraite d'un des membres amène généralement la dissolution de la société et les héritiers viennent réclamer la fraction de l'actif social qui leur appartient du chef de leur auteur.

Rien de cela ne se passe lors du décès d'un congréganiste : la clause de réversion déroge aux principes généraux du droit.

Mais y avait-il, comme on l'a prétendu, association tontinière ? Nous ne le croyons pas.

Les tontines aux termes d'un avis du Conseil d'Etat du 1^{er} avril 1809 et de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 sont soumises à l'autorisation du gouvernement ; or, les congrégations non autorisées sont illicites. De plus nous n'y voyons pas les caractères cons-

titutifs de la tontine qui sont, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1873 : « l'organisation d'une opération financière fondée sur des combinaisons aléatoires, dans lesquelles entrent comme base principale des chances de mortalité ».

Les tontines n'ont en vue que l'intérêt individuel, la totalité des biens mis en commun par les associés devant finalement revenir au dernier des survivants. Les congrégations au contraire se proposent pour but « la vie en commun ». Enfin selon la Cour de cassation il n'y a pas accroissement au profit des membres d'une association tontinière, « parce que les biens appar-
« tiennent à la personne morale société, et que les as-
« sociés n'ont qu'un droit aléatoire résoluble, mais non
« transmissible ». Il n'en est pas de même pour les congrégations (1).

Dans l'impossibilité où elle se trouvait de donner du contrat d'association religieuse non reconnue une définition juridique, la jurisprudence avait fini par décider que le droit à verser lors du décès ou de la retraite d'un congréganiste serait celui des transmissions de parts payé par les associés dans toute société civile ou de commerce soit 0,50 0/0. La Cour de cassation dans un arrêt du 14 novembre 1877 avait approuvé cette doctrine et décidé que le tarif de 0 fr. 50 0/0 était ap-

1. Cour de cassation, 1^{er} juin 1858. En ce sens de Buretel de Chasse-
sey, page 305.

plicable à la cession des parts sociales, même quand cette cession ne pouvait s'opérer que par voie d'accroissement.

Antérieurement, de nombreux tribunaux avaient apprécié la clause de réversion de façon différente, jugeant que les conventions où elle figurait constituaient de véritables contrats aléatoires où chacune des parties courait des chances de gain ou de perte, et que par conséquent, à chaque décès ou retraite d'associé, il y avait droit à la perception d'un droit de mutation à titre onéreux de 2 0/0 ou de 5,50 0/0 suivant la nature des biens transmis (1).

Cette façon de voir avait, comme nous l'avons indiqué, été abandonnée vers 1877 et depuis cette époque le droit de 0 fr. 50 0/0 était généralement perçu. Il en fut ainsi jusqu'à la loi du 28 décembre 1880 qui vint mettre fin à l'incertitude régnant dans la doctrine, en décidant que les droits de mutation par décès seraient désormais exigés à la mort de chaque congréganiste (2).

Nous n'entreprendrons pas de discuter si, en considérant l'accroissement comme une libéralité à cause de mort, le législateur de 1880 a fait une saine application des principes juridiques. C'est là une question délicate, douteuse, dont la discussion nous entraînerait trop loin. Les Jurisconsultes des Congrégations, entre autres

1. Dalloz, 1878, 1. 5.

2. De Buretel de Chassesey, page 306.

MM. de Vareilles Sommières et Louchet se sont élevés contre cette opinion à l'aide d'arguments subtils présentant quelquefois une apparence de raison. Mais en allant au fond des choses, il nous semble bien que l'accroissement doit être considéré comme une libéralité faite au profit des membres restant dans l'association et que la loi de 1880, loin de prendre une mesure contre les congrégations, n'a fait que les soumettre au droit commun.

D'ailleurs il ne convient plus de discuter aujourd'hui ce point, le texte est formel, nul doute ne peut plus exister.

En effet cet article 4 est ainsi conçu :

« Dans toutes les sociétés ou associations civiles qui
« admettent l'adjonction de nouveaux membres, les
« accroissements opérés par suite des clauses de rever-
« sion, au profit des membres restants, de la part de
« ceux qui cessent de faire partie de la société ou asso-
« tion, sont assujettis au droit de mutation par décès,
« si l'accroissement se réalise par décès, ou au droit
« de donation, s'il a lieu de toute autre manière, d'après
« la nature des biens existants au jour de l'accroisse-
« ment, nonobstant toutes cessions antérieures faites
« entre vifs, au profit d'un ou de plusieurs membres de
« la société ou de l'association. La liquidation et le paie-
« ment de ce droit auront lieu, dans la forme, dans les
« délais et sous les peines établies par les lois en vi-
« gueur, pour les transmissions d'immeubles ».

Le but poursuivi fut surtout fiscal, le rapporteur de la loi nous l'apprend lui-même. Le droit payé par les communautés était trop faible, on voulait le rendre plus productif.

Pour que l'impôt soit perçu, diverses conditions sont exigées :

1° Il faut qu'il s'agisse de sociétés ou associations civiles, ce qui exclut, dit l'administration de l'Enregistrement, tous les contrats créant entre les parties un simple état d'indivision.

2° Il est nécessaire que les associés aient sur le fonds commun un droit personnel qui les appelle au partage des biens.

3° Les statuts des sociétés doivent contenir des clauses de réversion.

4° L'adjonction de nouveaux membres doit être stipulée.

Quand toutes ces conditions étaient réunies et qu'un des membres de la société venait à décéder, il devait y avoir lieu à la perception d'un droit de mutation de 9 0/0 soit 11,25 0/0 avec les décimes, sous l'empire de la loi de 1880.

La loi était claire, elle frappait les congrégations non reconnues mais n'était pas applicable aux corporations autorisées, formant des personnes morales. L'« être ci-

1. La Régie reconnut l'immunité des congrégations autorisées. Régie, 30 juin 1881. De même Cour de Cassation, Sirey 90, 1^{re} partie, 537. De Buretel de Chassey, page 317.

vil » étant propriétaire, la mort d'un des membres n'accroissait pas en effet la part des survivants.

L'impôt nouveau dû par les congrégations avait été évalué à 4 millions $1/2$, il ne rapporte en réalité que 263.000 francs.

Ce déficit inattendu eut pour cause les modifications que les congrégations non autorisées firent subir à leurs statuts qui supprimèrent la clause d'adjonction de nouveaux membres.

Les conditions que nous avons indiquées comme nécessaires à la perception de la taxe ne se trouvant plus réalisées, les congrégations échappent à l'impôt.

Pour mettre fin à cet état de choses, l'article 9 de la loi du 29 décembre 1884 fut alors voté.

Il était ainsi conçu : « Les impôts établis par les articles 3 et 4 de la loi de finances du 28 décembre 1880 seront payés par toutes les congrégations religieuses, autorisées ou non autorisées, et par toutes les sociétés ou associations désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres. »

Ce texte néanmoins, n'a pas mis fin à toute discussion ; les congrégations autorisées au nom des principes généraux du Droit ont soutenu que l'impôt ne pouvait les atteindre et que la loi ne visait en ce qui les concerne que l'impôt sur le revenu résultant de l'article 3 de la loi du 21 décembre 1880. Mais la Cour de Cassation a statué en allant à l'encontre des préten-

tions des congrégations. Le texte de l'article 9, a-t-elle dit, est général et s'applique tant à la taxe d'accroissement établie par l'article 4 de la loi de 1880, qu'à la taxe sur le revenu établie par l'article 3 de la même loi (1).

La loi est formelle, et nous nous rallions pleinement à la décision de la Cour de Cassation, mais nous déplorons néanmoins que le législateur ait assuré, en 1884, la perception d'un impôt par la méconnaissance évidente des principes juridiques. Comment logiquement faire payer les droits de mutation aux congrégations reconnues alors que l'être moral étant propriétaire, le décès d'un membre de la communauté n'accroît en aucune façon la part des survivants.

De plus, le droit d'accroissement pour les congrégations autorisées soulève encore une critique à notre avis.

Il est, aux termes de la loi de 1884, établi à forfait sur un revenu supposé de 5 0/0 sur les biens des communautés.

Nous ferons observer d'abord que ce revenu supposé de 5 0/0 est manifestement trop élevé par un temps où l'argent ne rapporte pas 3 0/0.

Mais passons. Que représente cette estimation du fisc ? Le revenu global c'est-à-dire à la fois le produit des propriétés immobilières et des biens mobiliers. Quel est le but du droit d'accroissement. Faire payer

1. Cassation, 27 novembre 1889.

aux communautés et congrégations les droits de mutation versés au trésor par les particuliers.

Rien de plus juste. Mais alors pourquoi faire payer aux associations religieuses autorisées, la taxe des biens de mainmorte puisque les revenus des immeubles sont compris dans l'évaluation du revenu global ? C'est donc les faire payer deux fois pour leurs immeubles ! Alors qu'un particulier paie environ une année de revenu tous les 20 ans au fisc pour les mutations qui s'opèrent dans ses immeubles. La congrégation paie 2 fois.

La réponse est toute prête et nous la connaissons : La loi, sans doute, fait payer aux congrégations un double droit de mutation sur les immeubles parce que ces derniers ne peuvent lui échapper, tandis que la fortune mobilière se cache, se dissimule facilement. Le législateur en surchargeant les immeubles prend une mesure contre les fraudes qui se produiront. Elles sont certaines, et en agissant ainsi il ne fait que prendre les devants en agissant par justes représailles !

Nous ne jugerons pas de tels arguments ! Les dissimulations de la fortune mobilière des congrégations est constante, nous ne le nions pas, mais nous ne pouvons que déplorer les moyens adoptés par le législateur pour les combattre !

Quel respect un Etat peut-il espérer que ses sujets auront de la loi, quand il donne lui-même l'exemple de la défiance ?

En dehors de ces critiques générales adressées au Droit d'accroissement, nous tenons à signaler les singulières prétentions que se permet la régie de l'Enregistrement contre les redevables de cette taxe.

En cas de décès d'un congréganiste, elle a exigé des déclarations dans tous les bureaux où la congrégation possédait des biens ayant une assiette fixe. Or, aux termes de la disposition de l'article 2 de la loi du 27 ventôse an IX qui porte : que la perception du droit proportionnel doit suivre les sommes et valeurs de 20 francs en 20 francs, inclusivement et sans fraction de telle sorte que la valeur déclarée, fût-elle de quelques centimes, ce droit qui est de 11 fr. 25 0/0, soit de 2 fr. 25 pour 20 francs, devra être payé intégralement. Si une déclaration est reconnue suffisante, le droit sera payé sur un minimum de 20 francs seulement au bureau de la déclaration ; dans le cas où plusieurs déclarations sont nécessaires, il y aura lieu à la perception de 11 fr. 25 0/0 par chaque 20 francs ou fraction de 20 francs dans chacun des bureaux dans le ressort desquels les biens dépendant de la succession seront situés.

Pour bien montrer la différence profonde dans les résultats obtenus, selon qu'on adopte l'un ou l'autre mode de déclaration, nous ne pouvons mieux taire, croyons-nous, que reproduire l'exemple suivant que nous empruntons à un ouvrage récemment publié : *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mo-*

bilières, par M. Primat, directeur de l'Enregistrement.

Soit, par exemple, dit cet auteur (n° 1525), une congrégation enseignante ou charitable comprenant 1000 membres et possédant d'une part, au siège de la maison mère, pour 500.000 francs de biens, et d'autre part, dans le ressort de 100 bureaux différents, pour 200.000 fr. de meubles corporels ou d'immeubles également répartis. D'après les données de la statistique, il se produira environ 20 décès par an, dans le sein de cette association; d'un autre côté, l'accroissement résultant de chaque décès portera sur une valeur de 700 fr.

$\left(\frac{500,000 + 200,000}{1,000} \right)$ Si tous les biens étaient déclarés

au bureau du siège social, il serait perçu à l'occasion de chaque décès, au taux de 9/100, une somme de 78 fr. 75 c. décimes compris, soit pour 20 décès 1575 francs. Mais pour obéir à la loi il devra être payé pour chaque décès: 1° au bureau du siège de la maison mère sur

500 francs $\left(\frac{500.000}{1,000} \right)$ ci 56 fr. 25.

2° Dans chacun des autres bureaux sur 2 francs

$\left(\frac{200,000}{100 \times 1000} \right)$ soit 20 fr. à la perception du droit pro-

portionnel, suivant les sommes et valeurs de 20 francs en 20 francs, inclusivement et sans fraction (Loi du 27 ventôse an IX article 2) ci. 2 fr. 25.

Soit pour 100 bureaux 225 francs; en y ajoutant les 56 fr. 25 déjà indiqués on trouve qu'à la mort de chaque congréganiste l'association devra payer 281 fr. 25

qui multipliés par 20, chiffre moyen des décès, donne 5,625 fr. au lieu de 1,575.

La différence en vaut la peine et justifie à elle seule les vives réclamations des communautés religieuses !

Pour exiger les déclarations multiples, la régie s'appuyait sur le texte de la loi du 28 décembre 1880 auquel renvoie l'article 9 de la loi de 1884 qui dispose, « que la liquidation et le paiement du droit d'accroissement ont lieu dans la forme, dans les délais et sous les peines établies par les lois en vigueur pour les transmissions d'immeubles ». Or, l'article 27 de la loi du 22 Frimaire, an VII, exige que « les mutations de propriété ou d'usufruit par décès soient enregistrées au bureau de la situation des biens ». Il fallait donc une déclaration spéciale dans chacun des bureaux.

La loi de 1884 était formelle sans doute, en l'appliquant, la régie n'excédait pas ses pouvoirs, mais il faut avouer qu'elle était trop rigoureuse !

Il est en effet permis de critiquer le législateur d'avoir renvoyé pour la perception du droit d'accroissement aux dispositions de la loi de Frimaire.

En effet, croyons-nous, au décès du congréganiste, sa succession s'ouvre en vertu de la clause de réversion, au profit des membres restant dans l'association ; mais il n'y a pas, à vraiment parler, transmission.

Même en admettant qu'il y ait transmission, elle n'a pour objet qu'un bien incorporel sans assiette fixe, une

seule déclaration devrait par suite suffire, et il est arbitraire, croyons-nous, d'en exiger de multiples.

L'opinion de la régie avait été confirmée par un certain nombre de tribunaux appelés à se prononcer en cette matière.

Citons notamment ceux de Belfort (12 août 1891), le Havre (25 juillet 1891), Sedan (8 décembre 1891), Charolle (24 décembre 1891), Epinal (19 novembre 1891), Dieppe (24 octobre 1891) (1).

En sens contraire on soutenait avec raison que ce mode de perception équivalait bien souvent à la confiscation.

Dans un jugement du 24 février 1891, le tribunal de Reims soutint cette thèse qu'un pareil résultat était contraire à la volonté du législateur de 1880 et de 1884.

Cette opinion fut confirmée par un arrêt de la chambre des Requêtes de la Cour de Cassation en date du 13 janvier 1892 qui consacre le système de la déclaration unique.

Enfin le tribunal de Libourne, dans un jugement rendu le 29 juillet 1892, s'efforça de concilier les deux opinions.

Il admettait que la loi atteignait les mutations et non les déclarations, et exigeait par suite avec la

1. Voir pour plus de détails. Surugue. *Régime légal des Congrégations religieuses en France*, page 198.

régie des déclarations multiples et avec la Cour de Cassation une seule perception.

Distinction subtile ne reposant sur aucun argument sérieux et comme généralement les opinions moyennes, mauvaise à tous les points de vue.

En résumé ces trois solutions étaient également incertaines et critiquables. Si l'opinion de la Régie paraissait plus conforme à la lettre de la loi, elle aboutissait, de l'aveu de tous, à des résultats souvent inacceptables ; si celle de la Cour de Cassation était plus équitable, on ne pouvait complètement s'y ranger car, dans un désir de justice évident, la Cour suprême atténuait volontairement les termes de la loi et en adoucissait la rigueur. Elles étaient donc également inexactes.

En présence de ces difficultés, on dut avoir recours au législateur qui par la loi du 16 avril 1895 transforma le droit de mutation payé au décès de chaque congréganiste en une taxe dite d'abonnement.

Le droit d'accroissement subit ainsi le sort de tous les impôts mal établis, en froissant en quelque point l'équité, il ne trouva pas du premier coup son assiette fixe, sa forme définitive.

La taxe d'abonnement établie par la loi de 1895 (art. 4) est fixée à 0 fr. 30 0/0 pour les congrégations autorisées et à 0 fr. 40 pour les non autorisées.

Cette taxe annuelle et obligatoire est établie sur la valeur brute des biens meubles et immeubles possé-

dés par les congrégations et communautés autorisées et non autorisées.

On a frappé davantage les congrégations non autorisées, parce qu'elles ne paient pas la taxe des biens de mainmorte.

Les associations religieuses poursuivant un but charitable ou de bienfaisance peuvent être dispensées du paiement de la taxe par décret en Conseil d'État.

Ce n'est pas un droit, mais une faveur généralement accordée. C'est une innovation importante introduite dans notre législation par l'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 16 avril 1895, c'est, dirions-nous, un acte de justice, une reconnaissance solennelle des services rendus à la société par certaines congrégations.

Le paiement de la taxe doit être effectué pour l'année écoulée dans les trois premiers mois de l'année suivante, au bureau de l'enregistrement du siège social désigné à cet effet sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître la consistance et la valeur des biens.

Ce délai est ainsi uniformisé. Avant 1895 il variait suivant qu'il s'agissait d'un droit de succession ou de donation.

L'article 5 édicte des amendes pour les retardataires en cas de paiement de la taxe à l'époque fixée.

Les dispositions de la loi sont assez claires et on ne suppose pas que les congrégations puissent trouver à l'avenir moyen de les discuter.

Mais battues sur le terrain légal elles emploient depuis 1895 un nouveau système.

Elles refusent de payer, se font saisir et cherchent ainsi à impressionner l'opinion publique, en se donnant un air de victimes !

Il n'y a pas, nous le répétons, dans ce droit d'accroissement, de mesures spéciales prises contre les congrégations. Il ne leur convient pas de crier bien haut le mot de persécution puisqu'on ne fait en somme que leur appliquer le droit commun.

Néanmoins, nous regrettons, pour les raisons que nous avons précédemment exposées, que le droit d'accroissement ne soit point juridiquement inattaquable.

Nous croyons avoir démontré que sur plus d'un point il est en opposition avec les principes de notre droit public.

CONCLUSION

Bien des choses resteraient à dire et nous sommes loin d'avoir épuisé notre sujet, mais il n'est que temps, croyons-nous, de mettre un terme à cette étude déjà si étendue.

Un fait qui nous a frappé, et que nous n'avons cessé de rappeler dans le cours de cet ouvrage, c'est la défiance du législateur moderne contre les associations.

Fidèles héritiers de la haine des assemblées révolutionnaires contre l'esprit comparatif, plus d'un siècle après la déclaration Des droits de l'homme, nous n'avons pas vraiment en France la liberté d'association.

C'est à peine si en 1884, la loi du 21 mars a permis la constitution de syndicats dans quelques buts déterminés, et est aussi venue faire échec au principe de l'autorisation préalable !

Aussi parlant récemment sur la liberté d'association, un homme éminent, bien placé pour juger notre législation, pouvait-il s'exprimer ainsi « Le droit d'association est un droit naturel et j'ajoute que c'est un élément essentiel de la liberté politique. C'est pourquoi nous le rencontrons et en Amérique, (les associations s'y comptent par centaines) et en Angleterre, et en Belgique, où on le voit inscrit au pied de la Colonne du congrès avec les autres droits fondamentaux garantis par

la constitution, partout où la liberté existe réellement, j'entends dire non seulement sur le papier et dans les textes, mais dans les mœurs et les traditions.

Je regrette de ne pouvoir ajouter à cette liste le nom de la France ».

Nous ne saurions que nous rallier à ces paroles et saluer avec respect le noble esprit qui les a pensées.

Nous inspirant de la liberté, principe fondamental de nos constitutions, premier terme de la devise Républicaine, complétons notre législation en admettant en règle générale le droit d'association..... même en matière religieuse.

Mais ici une question se pose : Si les associations se forment librement, pourront-elles *ipso facto* acquérir à titre gratuit et onéreux en dehors de tout contrôle du gouvernement ?

S'il en était ainsi nous verrions en quelques années se reformer une formidable mainmorte, aussi ne le proposons-nous pas.

S'il est, en effet, nécessaire à toute association de posséder des biens pour remplir la mission qu'elle se propose, il serait contraire à l'ordre économique et à l'intérêt des familles qu'elle pût acquérir sans limites.

Mais comment concilier ces principes différents de la liberté d'association et de la limitation des biens ?

La réponse est aisée, car pour atteindre ce but il suf-

1. Allx. *La liberté d'Association*, extrait de *la réforme sociale* page 16, séance du 24 janvier 1893.

fit d'étendre à toutes les associations une disposition législative déjà existante.

Nous lisons dans l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels :

« Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice..... Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leur réunions, leurs bibliothèques, et à des cours d'instruction professionnelle ».

Dans le cas où violation aurait été faite de ces dispositions, l'article 8 dispose :

« Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6 la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux les immeubles seront vendus et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants-cause ».

Enfin l'article 9 édicte des peines : « Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs de syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 fr. »

Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6 ».

Ainsi nul besoin d'innover, la loi de 1884 contient la genèse de la loi générale sur les associations, il suffit d'étendre ses termes. Tout s'y trouve en effet : la liberté dans la constitution ; limitation dans la possession des biens ; pénalités en cas de contravention aux règles édictées ; enfin, comme sanction suprême : dissolution de la société.

Mais ce droit de dissoudre l'association n'appartient plus au Gouvernement, il a passé aux tribunaux civils.

Aucun arbitraire, aucune mesure de haute police ne sont plus à redouter, le citoyen se trouvant sous la sauvegarde de l'autorité judiciaire qui lui assure le respect de ses droits.

Espérons que le nouveau législateur s'inspirant de ces principes nous donnera une loi générale sur les associations, et que l'aube du vingtième siècle verra se réaliser dans notre droit public la belle formule de l'abbaye de Thélème : « Fais ce que voudras ». Le citoyen libre dans l'autorité de la loi ; la liberté de s'associer pour tout et pour tous : « pour tout excepté pour le crime, — pour tous, excepté pour les mal-fauteurs ».

Vu : le président de la thèse
LYON-CAEN

Vu, par le Doyen,
L. GARSONNET

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GREARD

ERRATA

- Page 22, ligne 7 : lire une.
- Page 48, ligne 15 : lire Municipia au lieu de Municipi.
- Page 50, ligne 12 : lire L'Eglise au lieu des Eglises.
- Page 57, ligne 5 : lire elcemosyna au lieu de eleemosyna.
- Page 62, ligne 7 : lire emunitate au lieu de emunitati.
- Page 86, ligne 24 : lire admit au lieu de dmit.
- Page 87, ligne 5 : lire individuelle au lieu d'industrielle.
- Page 102, ligne 2 : lire agris au lieu d'agere.
- ligne 3 : lire munere au lieu de manere.
 - ligne 3 : lire conferre au lieu de cauforre.
 - ligne 5 : lire contulerit au lieu de cautulerit,
 - ligne 10 : lire mobilibus au lieu de mabilibus.
- Page 106, ligne 23 : lire 2 novembre au lieu de 24.
- Page 108, ligne 4 : lire le Législateur au lieu de la Législation.
- Page 168, ligne 14 : Après tuteur ajouter : Avec la supérieure de la communauté.
- Page 181, ligne 23 : lire se modifient au lieu de se modifiassent.
- Page 195, ligne 19 : lire ecclésiastique au lieu d'esclésiastique.
- Page 216, ligne 13 : lire 1817 au lieu de 1871.
- Page 222, ligne 11 : lire 1816 au lieu de 1866.
- Page 225, ligne 21 : lire Montesquieu au lieu de Montesquieu.
- Page 232, ligne 4 : lire 1792 au lieu de 1892.
- Page 232, ligne 9 : lire proscription au lieu de prescription.
- Page 276, ligne 8 : lire Persil au lieu de Pensil.
- Page 278, ligne 27 : lire coexistent au lieu de coïncident.
- Page 278, ligne 28 : lire s'abroger au lieu de s'abréger.
- Page 284, note : lire Dalloz année 1879 au lieu de Dalloyamée.
- Page 293, ligne 10 : lire enraye au lieu d'envoyer.
- Page 299, ligne 8 : lire article 9 paragraphe 2 et non 972.
- Page 299, ligne 11 : lire contesté au lieu de constaté.
- Page 299, ligne 19 : lire mai au lieu de juin.
- Page 300, ligne 12 : lire article 61 paragraphe 1° et non 617.
- Page 331, ligne 10 : lire lieu et non Droit.
- Page 337, ligne 27 : lire 29 au lieu de 21.
- Page 341, ligne 1 : lire Primot au lieu de Primat.
- Page 345, ligne 25 : lire de non paiement au lieu de paiement.
- Page 347, ligne 9 : lire corporatif au lieu de comparatif.
- Page 347, ligne 14 : lire ainsi au lieu de aussi.
- Page 320, ligne 19 : lire sous et non dans.
- Page 322, ligne 1 : lire Janvrot au lieu de Janvrat.

BIBLIOGRAPHIE

- BEQUET. — Répertoire de Droit administratif.
- CALMETTE. — Traité de l'Administration temporelle des Congrégations et Communautés religieuses.
- CHARRIER. (L-L.). — Commentaire de la loi des Congrégations religieuses de femmes.
- Code Ecclésiastique de Dubief.
- Consultations de MM. Vatimesnil et Rousse.
- Consultations des juriconsultes des Congrégations, 25 avril 1898.
- DALLOZ. — 1879. Consultation de M. Beudant.
- DEMOLOMBE. — Traité des Donations.
- GAUDRY. — Traité de la législation des Cultes.
- CLAUDE HENRYS. — Œuvres complètes, Paris, 1772.
- DENISART. — Répertoire, Paris 1771.
- GRAUX. — Les Congrégations et Communautés religieuses non autorisées devant la loi et les tribunaux. Paris, 1880.
- DE BURETEL DE CHASSEY. — Condition fiscale des Congrégations religieuses en France, 1893.
- JACQUIER. — De la condition légale des Communautés Religieuses en France.

JANVRAT. — De l'application des Décrets du 29 mars 1880.

ALBIN CURET. — Les Congrégations Religieuses non autorisées
devant la loi et les tribunaux.

LAINÉ DESHAYES. — Du régime légal des Communautés Religieuses en France.

LOUCHET (A.). — Le droit d'accroissement.

DE VAREILLES-SOMMIÈRE. — L'impôt sur les Bénéfices des
Congrégations et autres Associations. Lille, 1890.

RAVELET. — Traité des Congrégations religieuses.

— Code manuel des Lois civiles ecclésiastiques.

— Les Jésuites et les associations Religieuses devant les lois prochaines.

ALIX (G.). — Décret sur la procédure à suivre en matière de
legs aux établissements publics. (Annuaire de la Société de Législation comparée, 1897).

— La Liberté d'association, extrait de la Réforme sociale, 1896.

KELLER. — Les Congrégations Religieuses en France, leurs
œuvres et leurs services. Paris, 1880.

SERRIGNY. — Droit administratif romain.

SURUGUE. — Régime légal des Congrégations Religieuses, 1898,
Paris.

TABLES DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES DANS L'ANTIQUITÉ.

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Associations Religieuses Païennes. . .	9
CHAPITRE II. — Congrégations chrétiennes au Bas-Empire. .	19
<i>Section I.</i> — Fondation des Monastères.	25
<i>Section II.</i> — Effets de la Profession Religieuse. . .	33
<i>Section III.</i> — Le moine pouvait-il être déféré à la justice civile ?	38
CHAPITRE III. — Des biens.	41
<i>Section I.</i> — Personnalité morale des Associations. . .	44
<i>Section II.</i> — Des Impôts.	49

DEUXIÈME PARTIE

LES CONGRÉGATIONS ET COMMUNAUTÉS DANS L'ANCIEN DROIT.

INTRODUCTION. — Origines du Monachisme en Gaule. — Son développement. Les grandes réformes dont il fut l'objet	53
CHAPITRE I. — Fondation des Monastères. Formalités requises	60

CHAPITRE II. — Les Religieux.	71
<i>Section I.</i> — Entraves mises par le Pouvoir Civil à la liberté de la profession Religieuse.	73
<i>Section II.</i> — Des conditions requises pour entrer en religion	74
<i>Section III.</i> — Des Vœux.	76
CHAPITRE III. — De la capacité civile des Religieux. . . .	81
<i>Section I.</i> — Effets de la Mort Civile.	81
<i>Section II.</i> — Exceptions au principe général interdis- sant au Religieux de paraître en Justice.	85
CHAPITRE IV. — Des Biens des Congrégations	88
<i>Section I.</i> — De leur administration.	88
<i>Section II.</i> — De l'Amortissement	90
<i>Section III.</i> — A quelles personnes le droit d'Amortis- sment était-il dû ?	94
<i>Section IV.</i> — Des actes de gestion.	97
CHAPITRE V. — Des Impôts autres que l'Amortissement. . .	101
<i>Section I.</i> — Les Décimes Ecclésiastiques.	102
<i>Section II.</i> — Les Dons gratuits du Clergé.	103

TROISIÈME PARTIE

RÉGIME LÉGAL DES CONGRÉGATIONS ET COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES DANS NOTRE DROIT MODERNE.

INTRODUCTION.	105
<i>Section I.</i> — Période du Droit Intermédiaire.	105
<i>Section II.</i> — Les Congrégations et le Droit Canonique. .	118
CHAPITRE PREMIER. — Congrégations de femmes autorisées. .	126
<i>Section I.</i> — De l'Autorisation	126
<i>Section II.</i> — Régime intérieur des Congrégations de femmes	150

<i>Section</i> III. — Contrat d'entrée en Religion. Des Vœux.	155
<i>Section</i> IV. — Capacité Civile des Religieuses, de la Dot Religieuse.	167
CHAPITRE II. — Des Biens des Congrégations de femmes autorisées.	179
<i>Section</i> I. — De l'Administration	182
<i>Section</i> II. — Acquisitions à titre gratuit.	183
<i>Section</i> III. — Acquisitions à titre onéreux	204
<i>Section</i> IV. — Des Aliénations.	209
<i>Section</i> V. — Des Actions judiciaires.	217
CHAPITRE III. — Des Congrégations d'hommes autorisées.	221
<i>Section</i> I. — De la Reconnaissance légale	223
<i>Section</i> II. — Des Biens des congrégations et commu- nautés d'hommes autorisées	229
CHAPITRE IV. — Rôle social des congrégations religieuses de femmes autorisées.	231
<i>Section</i> I. — Des Sœurs Hospitalières.	232
<i>Section</i> II. -- Des Sœurs du Refuge	237
<i>Section</i> III. — Des Sœurs Enseignantes	238
CHAPITRE V. -- Rôle social des congrégations et commu- nautés d'hommes autorisées	240
<i>Section</i> I. — Des Lazaristes. Des prêtres des Missions Étrangères. Des prêtres du Saint-Esprit, des prêtres de Saint-Sulpice.	240
<i>Section</i> II. — Des Frères de la Doctrine Chrétienne.	
CHAPITRE VI. — Des congrégations non autorisées	247
<i>Section</i> I. — Les Congrégations religieuses non autori- sées ont-elles une existence comme sociétés civiles. Droit du Gouvernement	253

<i>Section</i> II. — Exposition des divers systèmes. Les consultations de MM. de Vatimesnil et Rousse. Leur réfutation.	254
<i>Section</i> III. — Capacité des congrégations non autorisées. Leur situation devant le droit civil et les tribunaux	284
CHAPITRE VII. — Des impôts spéciaux payés par les congrégations et communautés.	289
<i>Section</i> I. — Taxes des biens de mainmorte.	291
<i>Section</i> II. — Impôt de 4 0/0 sur le revenu.	293
<i>Section</i> III. — Droit d'accroissement	301
CONCLUSION. — Nécessité d'une loi sur les associations.	
Liberté pour tout, et pour tous de s'associer.	317
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	321

L'imprimerie des Ecoles, H. JOUYE, 15, rue Racine, Paris.
